

L'information AGRICOLE

OCTOBRE 2025

A detailed painting of a rural landscape. In the foreground, there is a large, conical thatched roof structure, possibly a haystack or a traditional dwelling, with a wooden ladder leaning against it. To the right, a wooden windmill with a large wheel is visible. The middle ground shows a field with a small cart or structure. In the background, there are rolling hills and a small town or village on a hillside. The overall style is impressionistic, with visible brushstrokes and a warm, golden-yellow color palette.

***Quand l'agriculture
inspire la peinture***

AGRICA vous donne rendez-vous du 7 au 10 octobre au SOMMET DE L'ÉLEVAGE, à Clermont-Ferrand.



Hall 1
Allée D
Stand n°132

Cultiv'épargne

La nouvelle offre d'épargne salariale AGRICA dédiée aux entreprises de la production agricole

AGRICA, à travers sa filiale AGRICA ÉPARGNE, lance Cultiv'épargne, une offre d'épargne salariale pour les entreprises agricoles dès 1 salarié. Cette offre, créée en partenariat avec la FNSEA, est un dispositif de partage de la valeur permettant de fidéliser et motiver vos salariés tout en bénéficiant d'avantages fiscaux et sociaux.

Le saviez-vous ?

En tant que dirigeant d'une entreprise de moins de 250 salariés, vous pouvez bénéficier des mêmes avantages liés à l'épargne salariale que vos employés. De plus, votre conjoint, y compris celui lié par un PACS, peut également en profiter s'il a le statut de conjoint collaborateur ou associé.

Une offre complète et adaptée

Avec Cultiv'épargne, vous choisissez selon les projets de votre entreprise, entre le Plan d'Épargne Inter-entreprises (PEI) et/ou le Plan d'Épargne Collectif Inter-entreprises (PERECOI). Ces dispositifs d'épargne salariale permettent d'accueillir les primes d'intéressement, de participation, de l'abondement et la prime de partage de la valeur.

Créée spécifiquement pour les entreprises agricoles, cette offre s'adapte à vos besoins dans le respect des obligations nées de la loi sur le partage de la valeur.

De plus, notre partenariat avec la FNSEA permet de bénéficier de conditions tarifaires avantageuses.

La réponse à votre obligation réglementaire

Depuis le 1^{er} janvier 2025, toutes les entreprises employant de 11 à 49 salariés et réalisant des bénéfices réguliers*, doivent mettre en place un dispositif de partage de la valeur.

Un accompagnement personnalisé

AGRICA vous accompagne dans le choix et la mise en place du dispositif le plus adapté à votre entreprise, en assurant un suivi régulier et un soutien lors des négociations collectives.

**Entreprises qui dégagent un bénéfice au moins égal à 1 % du chiffre d'affaires durant 3 années consécutives.*



Pour en savoir plus, contactez nos conseillers spécialisés dans votre région. Pour trouver leurs coordonnées, scannez le QR Code :



AGRICA ÉPARGNE
SOCIÉTÉ DE GESTION DE PORTEFEUILLE

AGRICA PRÉVOYANCE
Proches par nature, engagés à vos côtés

Avertissement : Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Tous les investissements sur les marchés comportent des risques importants. Les investisseurs sont priés de prendre connaissance des prospectus de chaque fonds, et en particulier des facteurs de risques décrits dans le chapitre « facteurs de risques ». Les prospectus des fonds sont accessibles sur le site www.agricaepargne.com.

AGRICA ÉPARGNE est une Société par Actions Simplifiée au capital de 3 000 000 d'euros, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 04 005, dont le siège social est au 21 rue de la Bienfaisance - 75008 Paris, immatriculée sous le n°449 912 369 au registre du commerce et des sociétés de Paris - <https://www.agricaepargne.com>.

AGRICA PRÉVOYANCE - www.groupagric.com - représente **CPCEA** (SIRET 784 411 134 00033), institution de prévoyance régie par le code de la Sécurité sociale et **CPCEA Retraite Supplémentaire** (SIRET - 891 966 574 00016), société anonyme au capital social de 126 245 500 euros, régie par le Code des Assurances - Membres du **GIE AGRICA GESTION** (RCS Paris n°493 373 682) - située au 21 rue de la Bienfaisance 75008 Paris et soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dont le siège est établi 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles -11, rue de la Baume - 75008 Paris - Tél. 01 53 83 47 47 - www.fnsea.fr

ÉDITORIAL

- 4** Christophe Soulard,
Rédacteur en chef
« Agriculture rime aussi avec peinture »

ACTUALITÉS

- 5-6** Syndicalisme
La FNSEA va mobiliser à l'automne
- 7** 39° SPACE
Manifestations du 26 septembre
- 9** Budget de la PAC
La moitié des fermes françaises serait impactée par la baisse des aides
- 10** Carnet
Décès de Sébastien Bocquillon
Décès de Michèle Chezalviel
- 11** Recensement agricole
La PAC accélère la disparition des micro-exploitations
- 12** Céréales
Une récolte de blé pas rentable et difficilement exportable
- 13** Syrpa
Communication agricole à l'heure de l'IA
- 14-15** Publi INFORMATION
Infographies

16 DOSSIER

QUAND L'AGRICULTURE INSPIRE LA PEINTURE

- 17-21** Peinture et agriculture
Une alliance qui traverse les âges
Aux origines de l'école de Barbizon
- 22-23** De Fontainebleau à Giverny
Promenade avec les impressionnistes
- 24-25** Une œuvre majeure
L'Angélus de Millet : silence prière
- 26** Un maître surréaliste du XVI^e siècle
Les quatre saisons d'Arcimboldo
- 27-28** PlieuxArts
La campagne gersoise attire les peintres
- 29** Marché de l'art
Quelle cote pour les peintres agricoles et ruraux ?
- 30-32** Rosa Bonheur
Une peintre animalière hors-norme
- 33-34** Théodore Rousseau
Théodore Rousseau, chef de file de Barbizon

FILIÈRES

- 36** Pratiques agricoles
L'agriculture régénérative veut changer d'échelle
- 37** Co-produits
La filière cuir impactée par le climat
- 38-39** PUBLI-RÉDACTIONNEL : Production porcine
La biosécurité en élevage porcin
- 40** Loup
Pour la FNO, le plan loup est « un échec »
- 41** Certification
Le nombre d'exploitations HVE se stabilise
- 42** Agroalimentaire
La France, 1^{er} pays producteur européen de sucre
- 43** Salon professionnel
Le retour d'AgriSIMA en février 2026
- 44** Produits laitiers
L'UE et L'Australie en panne de croissance
- 45** Filière bovine
Les prix des gros bovins en France à la traîne
- 46** Nourrir le monde en 2050
Éradiquer la malnutrition, un objectif impossible à atteindre

EUROPE-MONDE

- 47** Viande bovine
Le Brésil, acteur majeur du marché mondial
- 48-49** Marchés des céréales
Menaces sur le riz en Asie ?
Les Etats-Unis submergés par leur maïs
- 50** Marchés mondiaux
En 2050, le Kazakhstan ne sera plus un pays exportateur de céréales
- 52** Royaume-Uni
Bioéthanol : la fin des aides pour les agriculteurs britanniques

CULTURE

- 53-54** Note de lecture
« La France vue par les vétérinaires »
« Paysannes »

Couverture : Vincent Van Gogh ©DR

L'Information Agricole est édité par la FNSEA,
11 rue de la Baume 75008 Paris, 01 53 83 47 47

Directeur de la publication : Clément Faurax

Rédacteur en chef : Christophe Soulard / **Secrétaire** : Claire Langlois

Publicité : La Baume Médias 01 53 83 47 29 / Mathieu Tournier

Numéro de commission paritaire : 1122 G 82349 / **ISSN** : 0019-994 X

Maquette / impression : Imprimerie Nii, 1 rue Léopold Sédar-Senghor,

14460 Colombelles - 2509-0034 / Taux de fibres recyclées : 0 % /

Certification des fibres : PEFC / Eutrophisation : Ptot : 0,02 kg/tonne

AGRICULTURE RIME AUSSI AVEC PEINTURE

Il y a une vingtaine d'années, L'Information agricole avait consacré un dossier entier au thème « *Agriculture et culture* », abordant de nombreux aspects de ces liens ténus entre les deux milieux : photographie, musique, peinture, littérature, etc. Il avait reçu un très bon accueil auprès de nos abonnés au point que le numéro, très vite épuisé, avait dû être réédité.

L'idée de creuser un peu plus l'information trottait dans la tête de nos rédacteurs depuis quelques temps mais sous un prisme et un angle différent. C'est ainsi que vous découvrirez au fil des pages des œuvres et des personnages qui ont malgré l'art pictural agricole, forestier et rural.

L'agriculture, les plantes, les animaux, les hommes et les femmes mais leurs gestes, leurs cultures, leurs bâtis... ont inspiré l'âme humaine depuis la nuit des temps comme le montrent les peintures rupestres des grottes de Niaux, Lascaux, Chauvet, Altamira mais aussi les murs multimillénaires de Catalhöyük en Turquie. Si l'éruption du Vésuve en 79 après J-C a détruit la ville de Pompéi et ses habitants, elle a également préservé ses mosaïques représentant des scènes agricoles, préfigurant ce que Bruegel l'Ancien peindra plus tard avec un regard presque ethnographique. Ses œuvres, telles que *La Moisson* ou *Le Retour du troupeau*, offrent un aperçu incomparable de l'agriculture et de la vie rurale à cette époque.

C'est surtout avec l'École de Barbizon que l'art pictural agricole prend sa pleine mesure. L'essor technologique, une certaine vision du monde, ainsi qu'un prisme politique affirmé sinon revendiqué, permettent à de jeunes artistes de s'affranchir des codes de l'époque et de se retrouver dans ce village proche de Fontainebleau, par l'entremise d'un aubergiste. Le lieu dans lequel s'installent des peintres tels que Jean-François Millet, Théodore Rousseau, Charles Jacque, Jules Dupré et bien d'autres. L'Auberge Ganne devient le foyer de l'école des paysagistes français anticipant de



Jules Breton - *Le rappel des glaneuses* (extrait) © DR

quelques années ce que l'Auberge Ravoux d'Auvers-sur-Oise sera pour les impressionnistes, en particulier Vincent Van Gogh. Les liens entre les deux mouvements sont réels car les peintres de l'école de Barbizon ont réellement pavé le chemin des impressionnistes, comme Monet, Manet, Renoir, Pissarro, Cézanne, Berthe Morisot etc. qui s'en inspireront et leur succéderont lors du salon de 1874.

Un focus est mis sur celle que l'on a surnommée « *La Peintre des vaches* », Rosa Bonheur qui a su casser les codes et s'affirmer, malgré les vicissitudes de la vie, comme l'une des plus grandes peintres de sa génération. Cette peintre animalière, au génie précoce et incomparable, a su se faire une place dans un milieu resté très masculin. Peut-on dire qu'elle est aux animaux et à l'agriculture ce qu'Elisabeth Vigée-Lebrun était aux portraits royaux des XVIII^e et XIX^e siècles ? A coup sûr ! A lire aussi l'article consacré à Théodore Rousseau, injustement oublié du grand public de nos jours, alors qu'il fut, avec Narcisse Díaz de la Peña, l'un, sinon le chef de file des peintres de l'École de Barbizon. Le lecteur y découvrira un homme à la fois discret et réservé, mais aussi pugnace et déterminé.

La peinture agricole se conjugue également au contemporain, investissant les villages qui accueillent des auteurs en résidence, comme à Plieux, dans le Gers. L'association PlieuxArts a organisé cette année son septième salon estival, mettant en valeur des œuvres de Florence Cairo, Martyn Dukes, et du couple Marc et Tina Dalessio. Laissez-vous emporter par la magie de l'histoire et de l'art qui sait si bien sublimer l'agriculture dans toutes ses dimensions.

Christophe Soulard,
Rédacteur en chef



LA FNSEA VA MOBILISER À L'AUTOMNE

Le président de la FNSEA, Arnaud Rousseau et son secrétaire général, Hervé Lapie, ont tenu le 2 septembre à Paris, leur traditionnelle conférence de presse de rentrée. Ils ont annoncé une mobilisation pendant la morte-saison. Objectif : faire pression sur les institutions françaises pour clarifier et faire avancer des dossiers en attente.

« Nous sommes déterminés, mobilisés et combatifs », a attaqué d'emblée Arnaud Rousseau qui a annoncé que la FNSEA, sans doute accompagnée des Jeunes Agriculteurs, se mobilisera au cours de l'automne pour faire entendre un certain nombre de revendications. Celles-ci ne manquent pas et collent au calendrier politique français et européen. En premier lieu, les dirigeants syndicaux entendent qu'on leur donne les moyens (y compris juridiques) de produire. Cela concerne notamment les sujets de l'eau et des produits phytosanitaires. A ce titre la FNSEA semble satisfaite d'avoir « porté la loi Duplomb/Menonville jusqu'au bout », dont 80 % ont été validés par le Conseil constitutionnel. « Maintenant, il faut que les décrets d'application sortent rapidement, dans l'esprit de la loi », a souligné Arnaud Rousseau. Quelle que soit l'issue du vote du 8 septembre qui pourrait faire chuter le gouvernement de François Bayrou, le syndicat entend bien faire déposer un texte législatif (projet ou proposition de loi) pour permettre la réintroduction de l'acétamipride. « Le Conseil constitutionnel n'a pas censuré la molécule. Il a demandé que son utilisation soit mieux

encadrée (...) dans le temps, dans l'espèce et sur certaines cultures. C'est ce que ce texte proposera dans un article unique », a précisé Arnaud Rousseau. Il veut d'ailleurs profiter du débat qui se tiendra obligatoirement à l'Assemblée nationale après la pétition en ligne qui a recueilli deux millions de signatures pendant l'été. « Allons au bout de la logique du débat et votons le texte », a-t-il ajouté expliquant que le sujet de l'acétamipride s'est révélé « symbolique » pour les agriculteurs français : « Ils l'ont ressenti comme une remise en cause de leurs moyens de production », a-t-il dit. En tout cas, le fait que ce produit reste interdit en France quand il est utilisé partout ailleurs en Europe ne passe pas au sein de la FNSEA qui demande de la cohérence dans le discours politique.

Sentiment de trahison

C'est ce sentiment d'incompréhension et d'être « la variable d'ajustement des accords internationaux » qui fera aussi descendre les agriculteurs dans la rue. Deux sujets de préoccupation majeure



Syndicalisme

agitent les esprits agricoles : Tout d'abord le Mercosur dont les contours restent encore flous et qui devraient être détaillés dans les prochains jours par la Commission européenne.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen avait signé, le 6 décembre 2024, quasiment en catimini, l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur. Le sentiment de trahison reste vif dans les exploitations françaises. La FNSEA compte plus sur la mobilisation du Parlement européen pour suspendre l'accord que sur une éventuelle minorité de blocage des pays européens et ce malgré les efforts fournis par la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, pour convaincre quelques-uns de ses partenaires. « *Nous ne savons pas encore si l'accord de la Commission contient des mesures-miroirs, des clauses-miroirs ou des clauses de sauvegarde (...) Mais a priori, cela reste très en deçà de ce que la France portait en termes d'ambitions* », a prévenu Arnaud Rousseau. Dans ce périmètre international, le syndicat agricole souhaiterait aussi que Bruxelles clarifie une fois pour toute sa position vis-à-vis des importations ukrainiennes. Même si celles-ci ont été contingentées en juillet dernier (lire encadré), Arnaud Rousseau souhaite un renforcement des contrôles aux frontières, notamment après l'épisode des œufs ukrainiens importés par des grandes enseignes françaises. Ces œufs ne respectaient pas les normes de production européennes et pouvaient contenir des antibiotiques interdits. « *On ne peut pas s'asseoir sur nos standards* », a-t-il martelé.

Donner le cap

A travers la mobilisation de l'automne 2025, la FNSEA entend porter un projet : celui d'une agriculture durable et dynamique qui entreprend, vit sur les territoires et qui produit pour nourrir. « *Notre métier est une fierté* », a martelé Arnaud Rousseau qui veut « *des règles uniques pour un marché unique* ». Cette manifestation tombera aussi à l'heure où les discussions sur la prochaine PAC vont s'intensifier. « *Le 16 juillet, la Commission européenne a présenté ses propositions à travers le cadre financier pluriannuel CFP* ». « *Ces propositions ne nous conviennent pas car elles remettent en cause l'agriculture en tant que colonne vertébrale de la construction européenne. De plus, le CFP ne garantit pas que nous aurons une PAC à la hauteur des enjeux, organisée en deux piliers* », a-t-il indiqué en substance. La FNSEA demande aussi à Emmanuel Macron de préciser ses intentions sur « *nos souverainetés* », conformément à l'engagement qu'il avait pris lors du dernier salon de l'Agriculture. « *Le discours de Rungis de l'automne 2017 date un peu (...) Le chef de l'État doit donner le cap sur ces souverainetés à défendre et à réarmer. Il doit donner s'exprimer sur ce sujet et dire*

qu'elle place il réserve à l'agriculture et à l'alimentation dans cette perspective », a insisté Arnaud Rousseau. Celui-ci est d'ailleurs inquiet de voir que ni la France ni l'Europe qui disposent, avec le secteur agricole d'une carte maîtresse entre les mains, n'en font usage. La FNSEA n'oublie pas les échéances électorales à venir et veut clairement se positionner en force de proposition. Le prochain congrès qui se tiendra à Caen fin mars sera l'occasion de présenter un rapport d'orientation qui pourrait servir de programme aux futurs candidats à la présidentielle et aux législatives de 2027.

La FNSEA va porter plainte contre une députée écologiste

Le secrétaire général de la FNSEA, Hervé Lapie, a annoncé lors de la conférence de presse que le syndicat allait porter plainte contre la députée Lisa Belluco (Écologistes, Vienne). Le motif invoqué s'appuie sur l'article 322-12 du Code pénal : « *provocation à commettre des destructions, dégradations et détériorations dangereuses pour les personnes* ». Le 29 juin dernier, lors d'une mobilisation contre la loi Duplomb à Poitiers, la parlementaire avait pris la parole à propos du sabotage de plusieurs retenues d'eau en Vienne, Deux-Sèvres et Vendée. Lisa Belluco avait maintenu ses propos face à la caméra de France 3 Nouvelle Aquitaine : « *Je ne regrette pas un mot de ce que j'ai dit et je ne regrette pas ce que j'ai fait (...) Je trouve ça dommage car je pense que c'est un débat qui mérite d'avoir lieu, d'exister, sur la question du sabotage* ». Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a également ouvert une information judiciaire contre elle.

Les contingents Ukraine-UE

Un accord de principe a été trouvé le 3 juillet dernier entre l'Union européenne et l'Ukraine sur les quotas d'importation de denrées agricoles et agroalimentaires que Kiev pourra expédier auprès des 27. Ces contingents sont supérieurs à ceux qui avaient cours avant février 2022 quand la Russie a envahi l'Ukraine. Ainsi, le quota annuel d'importation de volailles provenant d'Ukraine a été fixé à 120 000 tonnes (contre 90 000 avant 2022). Pour le sucre, il passe de 20 000 à 100 000 tonnes. Celui du blé augmente de 300 000 tonnes pour atteindre 1,3 million de tonnes (Mt) et celui du maïs gagne 350 000 tonnes pour se chiffrer à 1 Mt. En contrepartie, l'Union européenne a obtenu une hausse de ses quotas d'exportation de porc (+45 000 tonnes), volaille (+120 000 t) et de sucre (+100 000 tonnes).

MANIFESTATIONS DU 26 SEPTEMBRE : « UN TOUR DE CHAUFFE »

La FNSEA et Jeunes agriculteurs (JA) qui ont organisé le 17 septembre, une conférence de presse au Salon mondial de l'élevage (Space) à Rennes, mettent un peu plus la pression sur le gouvernement et les instances européennes à la veille des manifestations du 26 septembre.

Sil est encore trop tôt pour établir un état des lieux des prochaines manifestations agricoles qui se dérouleront partout en France le 26 septembre à l'appel de la FNSEA et de JA, les deux syndicats ont précisé la manière dont leurs adhérents pourraient procéder : « Il y aura des rencontres avec les parlementaires, des actions au sein des grandes surfaces pour contrôler les produits mais aussi aux frontières pour contrôler les importations. Des feux de la colère et des blocages ponctuels sont aussi possibles », a indiqué Maxime Buizard-Blondeau, membre du bureau des JA. « Ce n'est qu'une première étape », a-t-il renchéri se faisant l'écho du ras-le-bol des agriculteurs. La cible ? L'exécutif français, en tête duquel, le président Emmanuel Macron qui « a promis lors du dernier salon de l'agriculture le réarmement du secteur agricole et aussi promis de passer aux actes ». Mais depuis février dernier, rien ne s'est passé, expliquent en substance la FNSEA et JA qui pensent que l'Élysée et Matignon restent sourds à leurs demandes. La meilleure preuve : « les décrets d'application de la loi d'orientation agricole ne sont toujours pas publiés », s'est impatienté Arnaud Rousseau qui attend du Gouvernement « ne vision stratégique sur l'agriculture ». Lui aussi semble las des paroles qui ne traduisent pas dans les actes. « Les Premiers ministres

Michel Barnier et François Bayrou ont annoncé des conférences sur l'eau. Quand auront-elles lieu ? », a demandé le président de la FNSEA qui espère rencontrer le chef du Gouvernement, Sébastien Lecornu, avant le 26 septembre et qui s'aligne pleinement sur le choix sanitaire ministériel concernant le dossier de la DNC (lire encadré).

Cohérence des politiques

Ce sera l'occasion pour lui d'égrener les dossiers chauds du moment, en particulier le Mercosur, les moyens de production*, le revenu, mais aussi le projet de loi de Finances 2026 (PLF2026) pour lequel les deux syndicats agricoles pousseront quelques amendements. Ils souhaitent l'extension de la déduction pour épargne de précaution (DEP) au volet économique. « C'est un acte de gestion et ça évite que l'État vienne toujours au secours des filières », a justifié Arnaud Rousseau. Il devrait aussi proposer la franchise de la fiscalité concernant la provision pour augmentation du stock de vaches laitières et allaitantes, en cas de réinvestissement. La FNSEA et JA attendent d'autant plus le Gouvernement au tournant qu'il ne pèse plus dans le concert européen : « Avec cinq gouvernements en deux ans, un déficit abyssal, il n'est plus crédible et n'a plus de poids dans les discussions à Bruxelles », a taclé Maxime Buizard-Blondeau. Les deux syndicats veilleront à la cohérence entre les politiques françaises et européennes : « On ne peut pas importer du bioéthanol brésilien en franchise de droits de douane tout en continuant de taxer le bioéthanol français ou européen », a mentionné Arnaud Rousseau. Le leader syndical a d'ailleurs pointé la « naïveté de l'Union européenne » sur les sujets agricoles, s'irritant du sort toujours plus favorable réservé, dans les négociations internationales aux voitures allemandes et à l'aéronautique. L'inquiétude est tout aussi vive sur les contours de la future PAC dont le budget, selon les premiers éléments, devrait perdre 80 milliards d'euros entre 2028 et 2034. Reste à savoir si les décideurs politiques entendront et comprendront le message d'alerte agricole du 26 septembre.

(*) FNSEA et JA privilégient le dépôt, par le gouvernement, d'un projet de loi.

Christophe Soulard





L'énergie qui donne envie d'AGRI !

Enoé associe
performance agricole
et énergie renouvelable !

À travers l'agrivoltaïsme, nous créons des solutions durables qui accompagnent les acteurs du monde agricole dans la construction d'un avenir plus résilient.



Enoé
partenaire

Défendons l'agriculture d'aujourd'hui
et assurons les vocations de demain

enoé.
enoé-energie.fr



LA MOITIÉ DES FERMES FRANÇAISES SERAIT IMPACTÉE PAR LA BAISSÉ DES AIDES

Selon une projection réalisée par le « think-tank » Farm Europe, plus de 50 % des agriculteurs français percevant plus de 5 000€ par an seraient touchés par la réduction des aides proposée par la Commission.

Les taux de dégressivité et de plafonnement de l'aide au revenu de base proposés dans le cadre du projet de réforme du budget de PAC « *toucheront plus durement les agriculteurs qui constituent actuellement l'épine dorsale de la production européenne* », selon une analyse publiée par le « think-tank » Farm Europe. Plus de la moitié de la surface agricole utilisée de l'UE serait affectée par la réduction des aides, et cette proportion atteindrait les deux tiers en excluant les plus petites exploitations (recevant moins de 5 000 € d'aides), qui sont principalement concernées par les aides forfaitaires ou qui se situent au seuil de ces aides. Un tiers des agriculteurs de plus de 12 hectares verraient leurs subventions réduites par la dégressivité au niveau de l'UE, selon Farm Europe.

Ce constat ne suffit cependant pas à prendre la pleine mesure des conséquences de la formule choisie par la Commission européenne, estiment les experts. « *Dans des pays comme la France et la République tchèque, qui ont des structures très différentes, c'est le modèle agricole même du pays qui serait remis en cause* », assure Farm Europe. En France, plus de 50 % des agriculteurs percevant plus de 5 000 € par an seraient touchés par une réduction des aides, « *ce qui représente 73 % de la surface agricole totale en France* ». En République tchèque, ce chiffre s'élèverait à 85 % du secteur productif concerné.

Un souci d'économie plus que de vision

A différentes échelles, tous les Etats membres seraient sévèrement touchés par cette proposition « *qui semble davantage dictée par un souci d'économie que par une réelle volonté d'équité ou une vision d'avenir pour le secteur* », estime l'association d'acteurs économiques. Alors que l'exécutif européen a exprimé l'ambition de recentrer la politique sur ceux qui produisent, sa proposition de cibler « *ceux qui en ont le plus besoin* » irait à l'inverse, selon Farm Europe. « *Une telle formule augmenterait encore la pression économique sur les exploitations agricoles, qui représentent actuellement la majeure partie de la production de l'UE* », détaillent les experts. « *Il ne fait aucun doute que cette approche accélérerait le processus de restructuration agricole à travers l'Europe, en encourageant l'expansion et en rendant particulièrement difficile l'installation de jeunes agriculteurs dans des exploitations familiales traditionnelles* ». Elle pourrait également encourager les agriculteurs de l'UE à concentrer leurs efforts sur la réduction des coûts plutôt que sur l'optimisation de la production, ce qui compromettrait sérieusement l'objectif de souveraineté agricole.

Le 16 juillet dernier, la Commission européenne a présenté une double proposition de réduction significative du budget de la politique agricole commune, accompagnée d'une redistribution radicale des aides, combinant un régime de soutien dégressif au-delà de 20 000 € et un plafond de 100 000 €.

Bruno Carlhian

Carnet

DÉCÈS DE SÉBASTIEN BOCQUILLON

Sébastien Bocquillon, président de la Chambre d'agriculture interdépartementale du Nord-Pas-de-Calais, est décédé le 24 juillet. Il avait fait, le 18 juillet, une chute de trois mètres depuis sa moissonneuse-batteuse.

Âgé de 48 ans, Sébastien Bocquillon était agriculteur en polyculture-élevage laitier à Humières (Pas-de-Calais) depuis 1999. Engagé très tôt dans la vie professionnelle et locale, il siégeait à la Chambre d'agriculture depuis 2013. En mars dernier, alors qu'il entamait son troisième mandat, il avait été élu à la présidence de cette Chambre (après avoir été deuxième vice-président pendant six ans). « *Engagé, à l'écoute et profondément attaché à la défense des territoires, il œuvrait avec détermination pour l'avenir de l'agriculture* » écrit la Chambre départementale. « *C'était l'homme de la situation, le président qu'il fallait pour la Chambre d'agriculture* », estime Simon Ammeux, premier vice-président de la Chambre d'agriculture (cité par La Voix du Nord).

Sébastien Bocquillon était également maire de sa commune d'Humières depuis 2014 (après être entré au conseil municipal en 2001 et devenu 1^{er} adjoint). De nombreuses personnalités lui ont rendu hommage. « *Sébastien Bocquillon était un homme passionné et engagé (...) pour l'agriculture et la défense des agriculteurs, passionné et engagé pour sa commune d'Humières* », indique Xavier Bertrand, président de la Région Hauts-de-France. « *Il incarnait avec conviction et engagement la voix du monde agricole* », ajoute Christian Poiret, président du département du Nord. C'était « *un homme généreux, un citoyen engagé pour sa commune d'Humières depuis plus de 20 ans* » réagit Françoise Gatel, ministre déléguée chargée de la Ruralité. « *Sébastien était un homme profondément engagé, il y a*



un mois, nous signions ensemble plusieurs conventions pour renforcer la vocation agricole de notre territoire », ajoute Patrice Vergriete, maire de Dunkerque.

L'intérim de la présidence de la Chambre d'agriculture est assuré par le 1^{er} vice-président, Simon Ammeux.

Les obsèques de Sébastien Bocquillon ont été célébrées le 29 juillet à Humières.

O.M.

DÉCÈS DE MICHÈLE CHEZALVIEL

Elle a été la toute première femme élue à la présidence d'une Chambre d'agriculture.

Nous avons appris le décès, le 19 juillet, de Michèle Chezalviel. Agricultrice en Corrèze, installée avec son mari en 1956, elle s'est rapidement engagée dans le syndicalisme agricole. Elle a été notamment vice-présidente du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA19), présidente de la FDSEA de la Corrèze, présidente de la FRSEA Limousin et de la FRSEA Massif central, présidente de la Chambre régionale d'agriculture du Limousin.

Michèle Chezalviel a été élue présidente de la Chambre d'agriculture de Corrèze en 1983, devenant la première femme à occuper cette fonction. Elle restera présidente pendant trois mandats, jusqu'en 2001. Elle a également été vice-présidente de l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture*, vice-présidente de la FNSEA et fondatrice de la Commission des agricultrices. « *À ce titre, elle a mené de nombreux combats pour la reconnaissance du statut des femmes dans le monde agricole : droits sociaux, retraite, formation, cosignature des documents administratifs...* », rappelle la Chambre départementale.

Actions structurantes

Durant sa présidence à la Chambre d'agriculture de la Corrèze, elle a notamment initié des actions « *encore structurantes aujourd'hui* » : la création des marchés de producteurs de pays ; le lancement du réseau



Bienvenue à la Ferme ; la construction des sièges consulaires à Tulle, Brive et Ussel.

Engagée dans de nombreuses instances nationales, elle a aussi siégé au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), au Conseil national de la montagne, au Comité de bassin Adour-Garonne... « *Femme de combat, Michèle a œuvré toute sa vie pour faire progresser la cause agricole, en particulier celle des femmes agricultrices, qu'elle a su fédérer, encourager, représenter avec force et bienveillance* » a réagi la FDSEA de Corrèze.

Michèle Chezalviel était titulaire de nombreuses et prestigieuses décorations : commandeur de la Légion d'honneur (première agricultrice à être élevée à cette distinction) ; commandeur de l'ordre national du Mérite et commandeur du Mérite agricole. « *Les femmes n'étaient pas considérées. Nous avons obtenu la reconnaissance au sein de la MSA, des droits à la retraite... Et surtout, nous pouvions reprendre les exploitations* » déclarait-elle en 2022. Les obsèques de Michelle Chezalviel ont eu lieu le 23 juillet en l'église Saint-Martial de Corrèze. L'ensemble de la rédaction d'Actuagri présente à sa famille et ses proches ses plus sincères condoléances.

(*) devenues « *Chambres d'agriculture France* »

O.M.

LA PAC ACCÉLÈRE LA DISPARITION DES MICRO-EXPLOITATIONS

Depuis 2020, un des moteurs de l'agrandissement des exploitations agricoles est la reprise des terres détenues par des agriculteurs de plus de 67 ans à la tête de micro-exploitations qui ne bénéficient plus d'aides PAC.

« Les exploitants âgés de 67 ans ou plus, qui représentaient 11 % des exploitants agricoles en 2020, n'en représentent plus que 8 % en 2023, alors que cette part avait augmenté entre 2010 et 2020 », souligne une étude d'Agreste du ministère de l'Agriculture. En fait, ne plus pouvoir cumuler droits à la retraite et aides PAC motive de moins en moins d'agriculteurs retraités à poursuivre une activité agricole à temps partiel. Or depuis la nouvelle PAC, les exploitants de plus de 67 ans ne justifiant plus une activité agricole minimale au sens des seuils définis par la MSA, ne sont plus assimilés à des « agriculteurs actifs ». Aussi, ne bénéficiant plus de soutiens publics, ces exploitants âgés sont de plus en plus nombreux à se retirer complètement de la profession. Aussi, le nombre de micro-exploitations (-25 000 € de chiffre d'affaires annuel) a diminué de 9,4 % par an entre 2020 et 2023. Cette dernière année, on dénombrait encore 76 200 micro-exploitations réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 25 000 € en France métropolitaine, soit 22 % de l'ensemble des exploitations françaises. En 2020, elles étaient encore plus de cent mille et représentaient 29 % de la totalité des exploitations.

Disparition de milliers d'exploitations

En fait, les micro-exploitations sont scindées en deux catégories, selon la superficie qu'elles exploitent. On distingue celles de moins de 5 ha, pour la plupart affranchies des aides PAC, et dont le nombre est globalement stable, et les exploitations de 5-25 ha dont les effectifs diminuent de près de 2,8 % par an en moyenne. Mais ces dernières sont en partie gérées par des agriculteurs retraités, amenés à céder quelques hectares ou la totalité de leurs terres, pour basculer dans le groupe des micro-exploitants ou pour cesser toute activité. Dans cette catégorie d'exploitations de 5 à 25 ha, les terres alors disponibles sont reprises par des fermes plus importantes. Et en s'agrandissant, de nombreuses exploitations passent chaque année dans une catégorie supérieure - par exemple les 25-75 ha vers celle des 75 ha-125 ha - quand une minorité d'entre elles fusionnent ou voient leurs terres reprises. Autrement dit, ces transferts n'empêchent pas la disparition de plusieurs milliers d'exploitations de moins de 125 ha chaque



année. Hors micro-exploitations, leur nombre diminue d'1,7 % par an depuis 2020 comme durant la période 2010-2020. Seules les entreprises de plus de 200 ha sont plus nombreuses: + 780 ou + 2,8 % par an. L'étude d'Agreste portant sur le recensement des exploitations entre 2020 et 2023 permet de tirer d'autres enseignements. Les micro-exploitations représentent une part non négligeable des élevages d'ovins, de caprins et d'équins (40 %). A l'échelle nationale, toutes tailles confondues, leur nombre se maintient mais la dimension des troupeaux diminue.

Salariat agricole

En excluant les micro-exploitations, l'étude d'Agreste dénombre 273 400 exploitations professionnelles en 2023, soit 4,9 % de moins qu'en 2020 avec à leur tête des chefs d'entreprises de 49 ans en moyenne. Mais un quart de ces exploitations sont gérées par des agriculteurs de moins de 40 ans et 19,5 % par des plus de 60 ans de plus en plus nombreux à achever leur carrière à 67 ans ! Ces mêmes exploitations agricoles professionnelles occupent 609 000 actifs composés pour quart de salariés (24 % de la quantité de travail fournie en 2023 contre 19 % en 2010). En complément, les travaux externalisés représentent l'équivalent de 35 000 emplois à temps plein contre 22 500 en 2020 ! Ce secteur est en pleine expansion. La SAU moyenne des 273 400 exploitations est de 93 ha. La moitié d'entre elles sont spécialisées en productions végétales. Et les 37,5 % d'entreprises orientées vers l'élevage détiennent en moyenne un troupeau de 155 UGB (+ 4 UGB en quatre ans).

Frédéric Hénin

Céréales



UNE RÉCOLTE DE BLÉ PAS RENTABLE ET DIFFICILEMENT EXPORTABLE

© iStock-rudigobbo

33,4 Mt de blé ont été engrangées cet été. À Rouen, les cours de la céréale sont inférieurs de 30 €/t aux coûts de production. À l'export, la France peinera à vendre plus de 8 Mt de blé à des pays tiers. La concurrence internationale est très forte avec des stocks report record.

Cette année, le rendement moyen du blé moissonné est de 7,44 tonnes par hectare (t/ha) selon Argus Média France. Il est supérieur à la moyenne olympique 2017-2023 de 7,2 t/ha et surtout à celui de l'an passé (6,1t/ha). Cette performance technico-économique conforme au potentiel de production de la ferme France ne suffit pas pour autant à rendre les céréaliers français optimistes. En ayant récolté 33,4 millions de tonnes (Mt) de blé sur les 4,49 millions d'hectares cultivés, la nouvelle récolte de blé est juste satisfaisante. La sole emblavée la campagne passée est inférieure de 400 à 500 000 hectares à la moyenne des années 2010. Aussi, près de 3 Mt n'ont pas pu être produites. Mais l'automne dernier, les conditions de cultures étaient mauvaises dans certaines petites régions et les céréaliers ont préféré cultiver du colza plus rentable, a expliqué Alexandre Willekens, analyste chez Argus Média France (ex-Agritel).

Cours pénalisés

Par ailleurs, la commercialisation de la nouvelle récolte nationale s'annonce compliquée. « *Le marché mondial des céréales renoue avec la lourdeur des années 2016-2019. Seuls un sursaut de la demande, une rétention prolongée des producteurs mondiaux, une montée des tensions géopolitiques, des mouvements de devises, ou encore la météo de 2026 pourraient raviver la volatilité* », a déclaré Gautier Le Molgat, directeur général d'Argus Média France, fin août. Le premier indicateur de cette lourdeur est le prix de vente de la tonne de blé sortie ferme, inférieur d'au moins 30 € au coût moyen de production estimé à 200 €/t par Argus Média France. Actuellement,

les cours du blé sur le marché de Rouen sont fortement pénalisés par la parité de l'Euro. A 1,17 € le dollar, la tonne de céréale vaut 30 € de moins qu'avec un dollar à 1,04 €, sa valeur au début de l'année. De plus, les échanges commerciaux de blé devraient croître d'à peine 10 Mt dans le monde sans retrouver leur niveau de 2023-2024. Aussi, la France n'exportera que 8 Mt de blé vers des pays tiers dont 2,5 Mt au Maroc, 2,4 Mt en Afrique subsaharienne, 0,9 Mt en Egypte et près de 2 Mt vers d'autres pays tiers, selon Maxence Devillers, analyste sénior des marchés pour Argus Média. Mais en ce début de campagne de nouvelles opportunités à l'export ne sont pas exclues.

L'offre mondiale explose

Toutefois, la France ne peut plus compter sur la Chine et ni sur l'Algérie pour commercer. En ayant restreint ses importations de blé, l'Empire du milieu ne compensera plus la perte du marché algérien inhérente, aux différents diplomatiques qui opposent la France et l'Algérie. Pour autant, cette dernière importe toujours du blé d'Union européenne (UE) bien qu'elle ait largement ouvert son marché à la Russie. Par ailleurs, la production de blé en UE (152 Mt ; +21 Mt sur un an) et ses 33 Mt exportables est concurrencée sur les marchés par les 70 Mt elles aussi disponibles à l'export en Bulgarie, en Roumanie, en Ukraine et en Russie, cette dernière étant finalement parvenue à engranger 86,5 Mt de grains selon Argus Média France. Enfin, des stocks report de blé, attendus à des niveaux record en fin de campagne en France (4Mt ; +1,5 Mt), en UE (19,4 Mt ; +1,9 Mt) et dans l'ensemble des pays exportateurs majeurs de la planète (69 Mt ; +5 Mt), devraient durablement plomber les prix. De plus, l'UE ne peut pas miser sur sa faible récolte de maïs (57 Mt) pour compenser l'abondance de blé sur son marché intérieur puisque l'offre mondiale (étasunienne en particulier), explose : 1300 Mt soit +45 Mt sur un an). Au contraire, l'UE renouera même avec des importations en hausse (23 Mt ; + 2-3 Mt), selon Argus Média France. Toutefois, les céréaliers français misent sur une légère reprise du marché national (14,2 Mt) et sur une bonne tenue des exportations intra-européennes (6,8 Mt) pour écouler leurs récoltes.

Frédéric Hénin

COMMUNICATION AGRICOLE À L'HEURE DE L'IA

Le Syndicat des rédacteurs de la presse agricole (Syrpa) a récemment organisé sa 3^e journée de la communication agricole à Paris, autour de la thématique « De la plume à l'algorithme : quel avenir pour les communicants ? ». Quand l'irruption de l'intelligence artificielle bouleverse les habitudes, les modes de pensée et le quotidien des communicants.

Comment intégrer l'intelligence artificielle dans sa politique de communication ? Est-elle une aide ? En quoi peut-elle être utile ? Va-t-elle supplanter l'humain au point de réduire les effectifs d'une entreprise communicante ? C'est notamment à ces questions qu'une centaine de communicants agricoles ont tenté de répondre aussi bien sur la forme que sur le fond. Une chose est certaine, l'IA inquiète. Selon un sondage IFOP de juillet 2024, 67 % des Français craignent de perdre leur emploi face à l'IA et 50 % se « déclarent inquiets quant à l'entrée de l'IA dans leur vie personnelle ». Ils sont surtout 87 % « à ne pas souhaiter que l'IA se comporte comme un humain »... Sans balayer cette perception, Hélène Ottin-Pecchio, directrice du planning stratégique de l'agence Gulfstream, juge l'IA très utile pour s'affranchir des tâches répétitives. « C'est une incroyable opportunité à exploiter surtout quand on a 180 personnes à gérer et que chacun a son propre outil en fonction de son cœur de métier ». En effet, selon que l'on soit créatif, planneur (planificateur), commercial ou « médias », chaque métier dispose maintenant de son IA spécifique*. « L'IA peut être une aide à la rédaction pour le concepteur-rédacteur et une aide au maquettage pour le directeur artistique », indique-t-elle soulignant d'autres applications possibles pour le suivi de projets (planneur), et l'aide à la rédaction de comptes-rendus (commerciaux) ou l'optimisation d'articles (médias).

Gain de temps

L'IA s'affirme aussi comme un outil efficace pour mesurer la performance de la communication, que ce soit dans les relations presse, les sites web, les réseaux sociaux, les e-mails ou les campagnes de communication. Il s'agit ici d'identifier, de calibrer et d'analyser les mesures de performance et les mesures d'efficacité en termes de retombées média (RP), de taux de rebond et de temps de visite (site Web), de followers et engagement (Réseaux sociaux) de taux de clics et d'impressions (Campagnes)... « L'IA permet de traiter des milliers de datas à l'aune d'indicateurs que j'aurais programmés et personnalisés », a observé Caroline Faillet, directrice générale de



© iStock-Ekasi1919

l'Agence Jin. En hybridant les données et l'IA générative**, « on peut embrasser tous les points de contact des audiences, définir les réactions attendues des audiences ou encore comparer les émotions associées aux marques », a-t-elle ajouté précisant que le principal avantage de l'IA selon les communicants était « un gain de temps et de productivité » (62 %) devant la « créativité » (48 %) et « l'efficacité et la rapidité » (26 %)***. Pour César Doyle, co-fondateur de l'Agence des Agences, « il est urgent de se former et de s'emparer de cette révolution technologique plutôt que de la subir (...) L'IA doit nous permettre de recentrer nos métiers sur ce qui fait leur richesse, c'est-à-dire les idées ».

Réduction des coûts

Enfin Guillaume Pasturel a essayé d'anticiper les développements de l'IA dans dix ans et de savoir si elle allait façonner l'opinion... Il ne fait aucun doute pour lui que « les systèmes anticiperont les tendances d'opinion » et devraient pouvoir « mesurer en quasi-temps réel l'impact des messages ». Déjà, le Costa Rica utilise une IA pour piloter son image touristique, selon les réactions émotionnelles mesurées sur les réseaux sociaux à l'international, a-t-il illustré. L'agriculture pourrait tirer profit de cette avancée technologique pour « acquérir de la confiance vis-à-vis des consommateurs », a-t-il ajouté. Cependant, en termes de risques et d'opportunités, le bilan de l'IA reste mitigé. Côté positif, elle permet « un accès à une boîte à idées sans fin et de réduire les coûts de réduction ainsi que d'expérimenter rapidement à faible coût », analyse Hélène Ottin-Pecchio. Côté négatif, elle peut générer quelques biais algorithmiques et cognitifs, créer une réelle perte d'authenticité, développer désinformation et deepfakes (faux contenus). Il faudra également respecter quelques principes fondamentaux comme la « transparence, la non-discrimination, la protection des données... ». Dans tous les cas, s'informer par d'autres canaux que les réseaux sociaux reste fondamental pour conserver son libre-arbitre et lutter contre la manipulation et la désinformation, ont rappelé l'ensemble des intervenants.

Christophe Soulard

(*) ChatGPT, Copilot, Runway, Mistral, Grammarly, Perplexity, etc.

(**) L'intelligence artificielle tend à créer du contenu original contre l'IA classique plus analytique ou prédictive

(***) Possibilité de réponses multiples



LA FERME FRANCE



du territoire français est composé de surfaces agricoles



agriculture européenne avec 18% de la production (en valeur)

389 000

exploitations agricoles en métropole (RA 2020)



des exploitations en agriculture biologique, x3 en 10 ans (RA 2020)



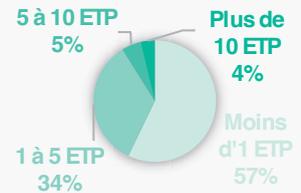
d'exploitation engagées dans un signe d'identification de la qualité et de l'origine (RA 2020)



hectares en moyenne par exploitation (RA 2020)



Répartition des entreprises employeuses de main d'œuvre selon leur taille en 2024 (MSA 2024)
ETP = équivalent temps plein



L'EMPLOI EN PRODUCTION AGRICOLE

126 600

Établissements employeurs de main d'œuvre (MSA 2024)

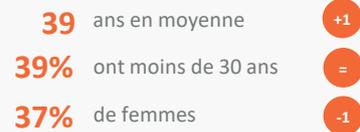
972 000

Salariés différents employés dans l'année (MSA 2024)

Contrats en cours en 2024 et évolution sur 5 ans :



Profil des salariés agricoles en 2024 et évolution sur 5 ans :



L'emploi saisonnier, essentiel au fonctionnement des entreprises agricoles



Données tirées d'une enquête FNSEA sur le travail saisonnier conduite en 2021



15 contrats saisonniers par exploitation en moyenne

43% c'est la part que représente le travail réalisé par les travailleurs saisonniers sur une exploitation

3/4 des contrats sont des contrats saisonniers dans les entreprises embauchant des saisonniers

3 mois, c'est la durée moyenne d'emploi de travailleurs saisonniers sur une exploitation



20 900

Salariés au statut cadre, en progression de 33% en 5 ans (MSA 2024)



L'APPRENTISSAGE EN PRODUCTION AGRICOLE

21 088

entreprises agricoles ont signé un contrat d'apprentissage, c'est +28% par rapport à 2020 (OCAPIAT 2021)

27 206

contrats d'apprentissage signés en 2021, c'est +30% par rapport à 2020 (OCAPIAT 2021)

29%

des apprentis sont des femmes, c'est 9 points de plus en 5 ans (MSA 2024)

90%

des contrats d'apprentissage sont signés dans des entreprises de moins de 11 salariés (OCAPIAT 2021)

36%

des apprentis suivent des formations d'un niveau supérieur au baccalauréat (OCAPIAT 2021)

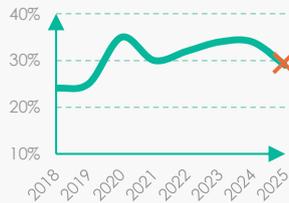


LE RECRUTEMENT EN AGRICULTURE



En moyenne sont **recrutés** en production agricole **chaque année...**

933 500 CDD
40 500 CDI
(MSA 2019-2024)



Part d'employeurs de CDI déclarant avoir rencontré des difficultés à recruter
(FNSEA/IFOP 2025)

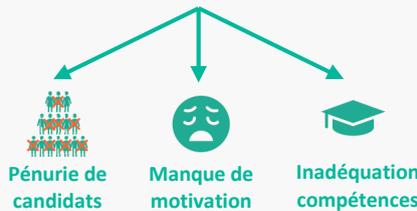
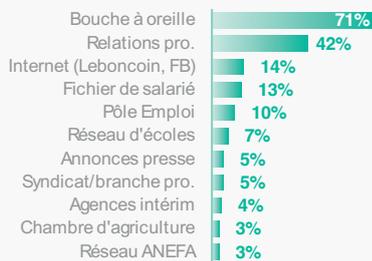
29% Déclare rencontrer des difficultés



10%

des postes ouverts au recrutement ne seraient pas pourvus : **8%** des postes en CDD et **29%** des postes en CDI
(FNSEA 2019)

Canaux de recrutement utilisés par les employeurs agricoles
(FNSEA/IFOP 2023)



Sont les trois principales difficultés de recrutement rencontrées



37%

des employeurs ont été accompagnés dans leurs recrutements (FNSEA 2019)



83%

des employeurs indiquent que les difficultés de recrutement ont eu un impact sur leur activité (FNSEA 2019)



Les perspectives de recrutement en 2025

28% des exploitants agricoles envisagent de recruter en 2025

14% des exploitants agricoles envisagent de recruter un apprenti en 2025

Pour les recrutements en **CDI** en 2025 ...

65% des exploitants n'exigent pas de niveau de qualification particulier

27% exigent un diplôme de niveau Bac

8% exigent un diplôme de niveau supérieur au Bac

TOP 5 des postes recherchés en CDI en 2025



Agent de culture, agent d'élevage



Agent tractoriste



Conducteur d'engins agricoles



Agent de conditionnement



Agents commerciaux, de vente



L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE



804 lieux d'enseignement agricole dont **17** établissements d'enseignement supérieur agricole
(Ministère Agriculture 2024)

154 000 élèves dans l'enseignement agricole dont **43 000** apprentis
(Ministère Agriculture 2024)



87%

de réussite aux examens, tous diplômes confondus
(Ministère Agriculture 2024)



50%

Des chefs d'exploitation ont une formation générale ou agricole de niveau bac ou plus
(Ministère Agriculture 2024)



Les chiffres-clés emploi formation en agriculture – Edition 2025

FNSEA – Observatoire emploi formation – Septembre 2025 - www.fnsea.fr/observatoire-de-lemploi

DOSSIER

Quand l'agriculture inspire la peinture

Constant Troyon - Vaches dans le pré. © DR

C. TROYON. 1852.

UNE ALLIANCE QUI TRAVERSE LES ÂGES

Depuis la nuit des temps la peinture a témoigné de l'agriculture et des agriculteurs et a accompagné les évolutions techniques et sociales. Aujourd'hui, elle nous interpelle sur notre relation avec le vivant.



Grottes de Lascaux.

Depuis les premières empreintes sur les parois des grottes jusqu'aux installations contemporaines mêlant pigments naturels et préoccupations écologiques, la peinture a toujours témoigné de notre rapport à la terre. Elle illustre, interroge et sublime le monde agricole, traduisant les mutations techniques, les croyances spirituelles et les tensions sociales. A travers les âges, l'agriculture a fourni un terrain fertile pour l'inspiration des artistes qui ont exploré les liens complexes entre l'homme, la nature et la production alimentaire.

Les premières traces picturales apparaissent, il y a plus de 30 000 ans dans les grottes de Chauvet, en Ardèche, d'Altamira en Espagne ou de Lascaux en Dordogne. Chevaux, bisons, aurochs y sont représentés avec une maîtrise étonnante de la forme et du mouvement. Certes, l'agriculture n'existe pas encore, mais la grotte de Lascaux, par exemple, recèle des symboles subtils : des motifs géométriques et des signes abstraits s'affichent sur les parois, interprétés par certains experts comme des représentations des cycles naturels ou de concepts agraires naissants. En tout cas, ces peintures illustrent une relation intime entre l'homme et la nature et témoignent des préoccupations spirituelles, sociales et esthétiques non seulement des premiers artistes de l'histoire humaine mais aussi des croyances de l'époque.

L'arrivée du Néolithique vers 10 000 ans av. J.-C. bouleverse les modes de vie : l'homme se sédentarise, il invente l'agriculture et élève des animaux. Cette révolution entraîne des changements profonds dans l'art. On voit apparaître des formes géométriques, des scènes de la vie communautaire, des représentations de champs, d'enclos, parfois même des divinités associées à la terre. Dans la région de Gobustan en Azerbaïdjan, les pétroglyphes et

les premières poteries décorées offrent un aperçu extraordinaire de la transition vers une société agricole. Ces gravures rupestres, datant d'environ 10 000 ans, exhibent une grande variété d'animaux domestiqués, notamment des bovins et des chèvres. Les représentations détaillées de ces animaux témoignent de l'importance croissante de l'élevage dans la vie quotidienne des populations néolithiques. Mais l'art pariétal de cette époque ne se limite pas aux représentations animales. On y trouve également des indices de l'outillage agricole. Des gravures et peintures représentent des instruments primitifs, comme des bâtons à fouir ou des houes rudimentaires marquant les débuts de l'agriculture. Idem à Catalhöyük en Turquie dans l'un des plus anciens villages connus (7000 ans av. J.-C.), les murs sont ornés de scènes évoquant les récoltes et la fertilité.

L'agriculture valorisée

Les civilisations antiques égyptiennes, grecques ou romaines exaltent l'agriculture qu'il s'agisse des fresques murales, des mosaïques ou de simples objets décorés. Ainsi, en Égypte, les tombes sont ornées de scènes agricoles détaillant l'ensemencement du blé, la récolte de papyrus ou l'entretien des canaux. Le Nil est représenté comme une entité sacrée et nourricière. D'une façon générale, l'art égyptien et ses hiéroglyphes accordent une place prépondérante aux symboles agricoles. Chez les Grecs et les Romains, la peinture célèbre également les travaux des champs, les moissons, les vendanges comme des moments à la fois religieux et festifs. Dans la mythologie et l'art grecs, les figures de Déméter, déesse de l'agriculture, incarnent le cycle des saisons et la fertilité de la terre. ■■■

Peinture et agriculture

Les fresques découvertes à Pompéi offrent un aperçu unique de la vie quotidienne dans l'empire romain, avec une attention particulière portée aux scènes agricoles. Ces peintures murales représentent des activités telles que la récolte des olives, la culture de la vigne ou encore l'élevage du bétail, illustrant l'importance de l'agriculture dans l'économie et la société romaines. Un examen attentif de ces fresques a permis aux historiens de reconstituer les techniques agricoles de l'époque, les méthodes de culture et de gestion des terres. Ce qui témoigne d'une agriculture sophistiquée et bien organisée, à cette époque, dans cette partie de l'empire romain. Dans ces civilisations anciennes, l'agriculture n'était pas seulement un moyen de subsistance, mais le fondement de leur existence qui s'exprimait dans les représentations artistiques, et notamment la peinture.

L'influence de la religion

Au fil des siècles, l'agriculture reste toujours au centre des préoccupations, mais elle est associée à la religion. Bien que principalement connue pour sa représentation de la conquête de l'Angleterre par les Normands, la Tapisserie de Bayeux contient des scènes agricoles importantes de labour, de semailles et de récolte. Ainsi elles fournissent des informations précieuses sur l'importance de l'agriculture médiévale et des techniques agricoles de l'époque. Idem pour « *Les très riches heures du duc de Berry* », célèbre livre enluminé du XV^{ème} siècle. L'ouvrage offre une représentation détaillée du cycle agricole annuel. Chaque mois est illustré par une scène mettant en lumière les travaux agricoles spécifiques à chaque saison, tel avril pour les semis, juin pour la fenaison... L'attention portée au détail dans ces enluminures est remarquable. On peut y



Cathédrale de Chartres © DR



Bruegel l'Ancien - La fenaison, 1565 © DR

découvrir les outils utilisés, les vêtements portés par les paysans et même les méthodes de culture employées. Ces images ne sont pas seulement des œuvres d'art mais des documents historiques précieux sur l'agriculture médiévale.

Enfin, les vitraux des églises rurales, les fresques des chapelles intègrent des allégories des saisons et des récoltes et révèlent des paysans en action, souvent idéalisés. Ces représentations symboliques de l'agriculture servaient à la fois d'éléments décoratifs et d'outils pédagogiques pour une population majoritairement illettrée. Sur les vitraux par exemple on peut observer une fusion permanente entre symbolisme religieux et réalité agricole. Les scènes de semailles ou de récolte sont souvent associées à des concepts religieux, créant un lien visuel entre le cycle agricole terrestre et la vie céleste : travailler la terre n'est pas seulement un acte nourricier, c'est aussi un acte qui permet de préparer son paradis. L'art peint devient un vecteur d'un enseignement agricole, mais aussi moral et religieux. Plus prosaïquement, cette iconographie rurale est un outil politique : elle sert à légitimer le rôle du seigneur, à exalter les valeurs de soumission et de persévérance, chères à l'Église.

Un sujet noble

A la Renaissance le regard change et l'art devient plus réaliste. Les paysans sont représentés dans leur quotidien, au travail ou au repos. Les champs deviennent des scènes vivantes, les gestes agricoles des chorégraphies. Ainsi, au XVI^e siècle, Pieter Bruegel l'Ancien peint les paysans dans leur quotidien avec un œil presque ethnographique. Ses œuvres, telles que *La Moisson* ou *Le Retour du troupeau*, offrent un aperçu incomparable de l'agriculture et de la vie rurale à cette époque. Il ne se contente pas de capturer avec précision les gestes, les outils et l'atmosphère des travaux agricoles, il saisit aussi les moments de repos, de fête de la communauté, révélant une vision globale de la vie rurale à cette époque.

Giuseppe Arcimboldo, peintre italien du XVI^e siècle (*lire page 26*), a créé une série de toiles uniques composées entièrement de fruits, de légumes et autres produits agricoles. Ces œuvres témoignent de la diversité et de l'abondance de la production agricole, mais on peut y voir aussi une réflexion sur la place de l'homme dans le monde naturel. Caravage, figure emblématique du baroque italien, a révolutionné quant à lui le genre de

la nature morte avec des représentations saisissantes de fruits et légumes également. Dans les natures mortes, chaque feuille, chaque fruit est peint avec une attention méticuleuse des détails. Selon les critiques, cette approche naturaliste n'est pas seulement un exercice technique, elle confère une dignité nouvelle aux produits de la terre. Bref, l'art de la Renaissance et du Baroque a transformé la perception de l'agriculture, les paysages ruraux s'imposent comme de nouveaux territoires esthétiques élevant les scènes rurales et les produits de la terre au statut de sujets artistiques majeurs.

Critique de la modernité

Du XIX^e au XXI^e siècle, l'agriculture subit les soubresauts de la modernité. La peinture en témoigne. Les impressionnistes, avec Monet, Renoir ou Pissarro, captent les lumières changeantes sur les meules, les champs, les coteaux. L'agriculture est encore source d'harmonie, mais on devine dans ces toiles la disparition progressive du monde d'antan. Cette évolution on la perçoit davantage dans *L'Angelus* ou *Les Glaneuses* de Millet. Ces toiles offrent à la fois une vision réaliste et empreinte de compassion du travail agricole, mais on peut y trouver aussi une tension entre la tradition agricole et les prémices de l'industrialisation. L'artiste saisit un moment charnière de l'histoire agricole où les méthodes ancestrales commencent à être confrontées aux changements technologiques.



Jean-François Millet - *Les Glaneuses* © DR

Les artistes modernes questionnent la modernité. C'est le cas de Fernand Léger, artiste cubiste français. Ses représentations géométriques et stylisées de machines agricoles et de paysages ruraux reflètent les changements profonds que connaît le monde agricole. Dans ses œuvres, les formes géométriques des machines se mêlent aux courbes des paysages, créant une vision dynamique et moderne de l'agriculture. Cette approche artistique témoigne de la transformation rapide des pratiques agricoles et de leur impact sur le paysage rural.

Au XX^e et XXI^e siècle, la peinture se fait militante. Le Land Art, par exemple, transforme la terre elle-même en matériau de créa-



Camille Pissarro - *La récolte* © DR

tion. Des artistes contemporains, comme Giuseppe Penone, Ana Mendieta ou Jean-Paul Ganen intègrent des éléments vivants dans leurs œuvres -végétaux, semences, composts- pour interroger notre rapport à la terre. Dans les fresques murales urbaines ou les expositions engagées, l'agriculture est présentée comme mémoire, lutte, utopie. Elle devient un appel : retrouver le rythme des saisons, respecter la terre, réinventer le lien avec la nature. Les pinceaux dessinent des alternatives, des récits de résistance agroécologique. L'artiste brésilien contemporain, Eduardo Kac, par exemple, pousse les frontières de l'art et de la science. Son projet *Natural History of the Enigma* présente une fleur hybride, l'Edunia, créée en introduisant l'ADN de l'artiste dans un pétunia. Cette œuvre soulève des questions éthiques et philosophiques sur la manipulation génétique des plantes et notre relation avec le monde végétal.

L'agriculture n'est pas qu'un domaine économique ou technique. Elle est une culture, une mémoire, une philosophie du vivant. L'art pictural, tout au long de son histoire, a su en porter les traces, les tensions, les promesses. Aujourd'hui, il nous invite à repenser notre rapport à la nature, à l'alimentation, à la technologie et à la gestion des ressources naturelles.

Michel Bourdoncle

Van Gogh, un fasciné de la nature

Vincent Van Gogh, proche de la nature et de la vie rurale, a fait des paysages agricoles un sujet récurrent de son œuvre. Ses toiles aux couleurs vives traduisent une vision presque mystique de l'agriculture. Champs de blé, d'oliviers et vergers de Provence exaltent non seulement la beauté des lieux, mais aussi leur intensité émotionnelle. Les épis de blé ondulant sous le vent, les ciels tourmentés au-dessus des terres cultivées, tout cela exprime une connexion profonde de l'artiste avec le monde rural. D'ailleurs dans ses lettres à son frère Théo, Van Gogh dissertait sur la beauté qu'il percevait dans les paysages agricoles. Pour lui, les champs représentaient bien plus qu'un simple sujet pictural : ils étaient le symbole d'un cycle de vie éternel, une source inépuisable d'inspiration et de réflexion sur la condition humaine.

Peinture et agriculture

Jules Dupré - *Les foins* © DR

AUX ORIGINES DE L'ÉCOLE DE BARBIZON

Les peintres paysagistes, ruraux, agricoles et forestiers que l'on regroupe sous l'appellation « l'école de Barbizon » sont venus dans ce village de Seine-et-Marne pour être proches de la forêt de Fontainebleau. Ce sont les premiers à sortir des ateliers pour peindre la France rurale et agricole de leur époque.

Les touristes qui parcourent la Grande Rue de Barbizon, en admirant les mosaïques en verre de Venise installées par l'Office du tourisme du pays de Fontainebleau en profitent pour découvrir les noms de ces artistes peintres qui ont fait la renommée de ce village grâce à leurs œuvres les plus célèbres. « Moisson », de Charles-François Daubigny, « l'Angélu » de Millet, « Le coup de vent » de Camille Corot, etc. Combien sont-ils à suivre leurs chefs de file que sont Narcisse Diaz de la Peña (1807-1876), français d'origine espagnole et surtout Théodore Rousseau (1812-1867 - lire page 35) : une vingtaine environ, célèbres comme Jean-François Millet (1814-1875), Gustave Courbet (1819-1877), Charles-François Daubigny (1817-1878) et moins connus comme César de Cock (1823-1904), Félix Ziem (1821-1911), Alexandre Desgoffe (1805-1882) et des photographes tels Eugène Cuvelier (1837-1900) ou Charles Bodmer (1854-1929).

John Constable - *Paysage de balles de foin* © DR

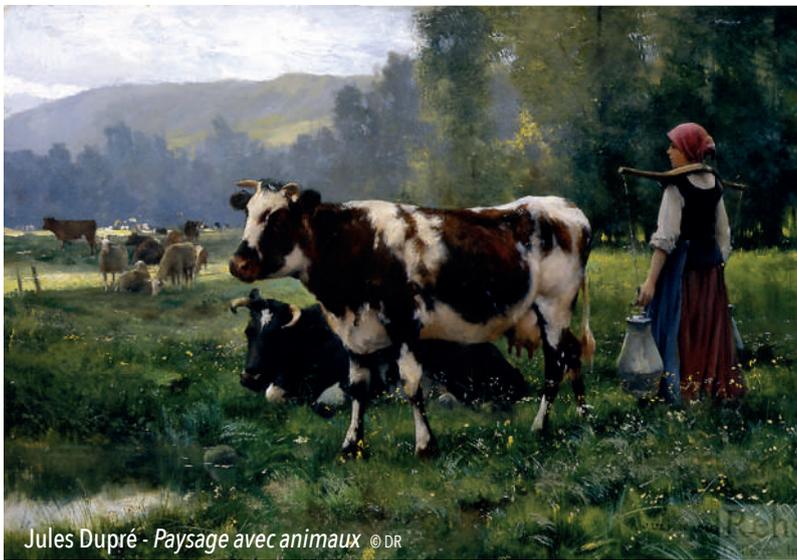
Le sujet principal

L'aménagement de la ligne de chemin de fer qui va de Paris à Melun, à dix kilomètres de Barbizon va favoriser l'installation de ces artistes. Il faut environ une heure pour rejoindre Melun quand la malle-poste mettait autrefois neuf heures ! Cette école picturale prend le nom de Barbizon car l'école de Fontainebleau

Narcisse Diaz de la Peña - *Les Hauteurs du Jean-de-Paris*, 1867 © DR

était déjà utilisée par deux périodes précédentes qui dominèrent la création artistique française au XVI^e (1526-1570) et XVII^e siècles (1570-1617), et qui figurent parmi les exemples les plus aboutis de l'art de la Renaissance française. En ajouter une troisième aurait semé la confusion.

Après le premier quart de ce XIX^e siècle le paysage n'est encore qu'un cadre dans lequel on place des personnages mythologiques ou bibliques. Impressionnés par les peintres paysagistes anglais tels que Joseph Turner (1775-1851) ou John Constable (1776-1837), les peintres de Barbizon vont adopter une nouvelle approche : peindre d'après nature, en plein air. Peindre la nature telle qu'elle est. Le paysage n'est plus un prétexte, un fond de toile pour mettre en évidence un personnage de premier plan mais le paysage, les paysans et leurs animaux deviennent le sujet principal du tableau. Cette évolution a été également rendue possible par l'invention du tube de peinture en étain en 1841 par Lefranc et Bourgeois qui permet aux artistes d'être mobiles, d'approcher le sujet, de stationner au bord des chemins et des champs et de s'enfoncer dans la forêt. Loin de Paris qui augmente sa population de 700 000 habitants en 20 ans à la faveur de l'exode rural*, Barbizon est un havre de paix où les peintres qui s'installent à demeure jouent les ermites.



Jules Dupré - Paysage avec animaux © DR

Le « révolutionnaire », le « républicain »

Cette école est également politique car elle naît sur les reliques du régime monarchique et les espoirs de la République. En effet, après la révolution de février 1848 et les Journées de Juin de la même année qui aboutissent à l'abdication du roi des Français, Louis-Philippe 1^{er} (1838-1894), la jeune République a besoin de repères et de stabilité. Plus encore avec la mise en place, pour la première fois du suffrage universel**. Or dans cette France rurale et agricole qui mieux que les « propriétaires terriens » et les « cultivateurs » peuvent contribuer à diffuser les idées républicaines. La République doit tenir dans ses mains celles de la paysannerie. Il convient donc de magnifier et glorifier cette catégorie de la populaire tantôt indocile (à l'image des Jacqueries d'Ancien régime) tantôt idéalisée. Dans son ouvrage**, Jean Bouret, situe d'ailleurs les peintres dans le contexte politique, social et artistique de leur temps. Il dresse notamment le bilan de ce qui fit l'originalité de ce grand mouvement de révolte et de libération. Il évoque l'envoûtement de la forêt de Fontainebleau où travaillaient des peintres aux accents politiques tels Rousseau le "grand refusé", Millet le "révolutionnaire", Honoré Daumier (1808-1879) le "républicain", Courbet le "socialiste"... suivis plus tard de Monet, Bazille, Sisley, Renoir, Cézanne, Seurat. Déjà au Salon de 1848 (*lire Rosa Bonheur page 32*), Jean-François Millet présente *Un Vanneur* qui sera plus tard acheté par le ministre de l'Intérieur Alexandre Ledru-Rollin (1807-1874). « *Abandonnant les mythologies et le pittoresque, Jean-François Millet avait trouvé son héros : le paysan. Le vanneur est ici saisi dans la réalité de son travail, le geste est observé avec précision. Il soulève le van de son genou, secoue le grain, faisant ainsi voler des paillettes d'une poussière qui emplit la grange et donne au tableau une atmosphère dorée* », détaille une fiche du Musée d'Orsay où il est actuellement exposé.

Chez Ganne

Le mouvement de Barbizon doit beaucoup à L'Auberge Ganne, toujours située 92 Grande Rue à Barbizon. Elle rapproche les peintres



Jean-François Millet - Le Vanneur © DR

et finit par sceller définitivement l'existence de ce courant pictural. Tenue par Théodore et Marie Ganne à partir des années 1820-1830, elle accueille volontiers les artistes. En échange de quelques toiles ou croquis, les propriétaires des lieux leur offrait chambres, repas simples et des espaces de travail pour terminer leurs œuvres. Cette auberge, classée monument historique et devenue le musée départemental des peintres de Barbizon, conserve les peintures qui ornent encore les portes et les murs des différentes pièces, dessinées bien sûr par les peintres de l'époque. Ainsi, le manteau de la cheminée représente une chasse aux cerfs, les volets du buffet sont décorés de fruits et de bambochades. S'y sont notamment croisés Théodore Rousseau, Jean-François Millet, Narcisse Diaz de la Peña, Charles Jacque (1813-1894), Jules Dupré (1811-1889) et bien d'autres. Cette pépinière d'idées et de talent est devenue le symbole du mouvement barbizonnien.

Avant-gardiste

Le chef de file incontesté de Barbizon est Théodore Rousseau (*lire page 35*) qui dans un style naturaliste a préparé, avec ses acolytes, le terrain à l'impressionnisme. La vie paysanne inspire nombre d'entre eux qui mettent en scène les travaux du quotidien. Il en est ainsi des célèbres *Glaneuses* de Jean-François Millet

qui, selon le Musée d'Orsay, résulte de dix années de recherches autour de ce thème. Les femmes qui sont autorisées à passer rapidement, avant le coucher du soleil, dans les champs moissonnés pour ramasser un à un les épis négligés, représentent le prolétariat rural, encore très présent en 1857. Comme dans le tableau de Jules Breton**** (*Le rappel des Glaneuses - 1859*), ces femmes certes d'une condition modeste, sont représentées avec dignité. Mais à la différence de Millet, le tableau de Breton fait apparaître une vision plus idyllique et pittoresque du monde du travail. L'approche est plus animalière chez Rosa Bonheur (*lire page 32*) et chez Constant Troyon (1810-1865). Ce dernier se spécialise à partir des années 1840 dans les scènes pastorales avec animaux (vaches, bœufs, moutons), influencé par les peintres hollandais du XVII^e siècle, comme Paulus Potter (1625-1654) ou Albert Cuyp (1620-1691). Le style Barbizon, perçu comme avant-gardiste au XIX^e siècle, est aujourd'hui moins en vogue même s'il reste incarné par des grands peintres contemporains comme Marc et Tina Dalessio ou Martin Dukes. Les goûts artistiques ont évolué au fil du temps et le style s'est normalisé devenant plus « académique »

Christophe Soulard

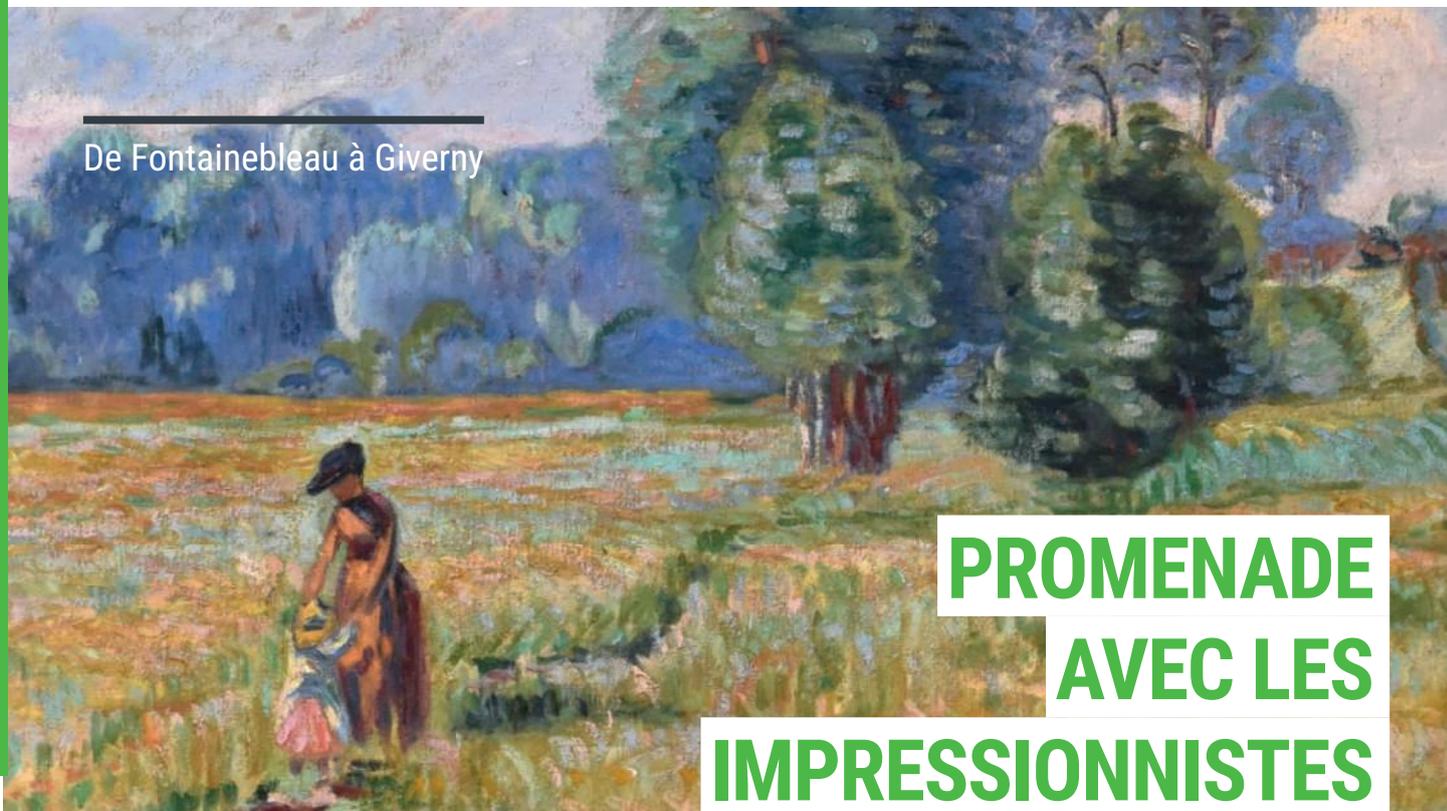
(*) 1 million d'habitants en 1840 et 1,7 million en 1860.

(**) Exclusivement réservée aux hommes. Il faut attendre 1944 pour que les femmes acquièrent, le droit de vote.

(***) *L'école de Barbizon et le paysage français au XIX^e siècle - Jean Bouret - Paris 1972 - Editions La bibliothèque des Arts.*

(****) Jules Breton (1827-1906)

De Fontainebleau à Giverny



PROMENADE AVEC LES IMPRESSIONNISTES

En privilégiant la peinture de plein air, la peinture « sur le motif », les paysages comme sujets de leurs tableaux, et notamment les aspects primitifs de la forêt de Fontainebleau, les peintres de l'école de Barbizon ont pavé le chemin des Impressionnistes, qui s'en inspireront et leur succéderont lors du salon de 1874.

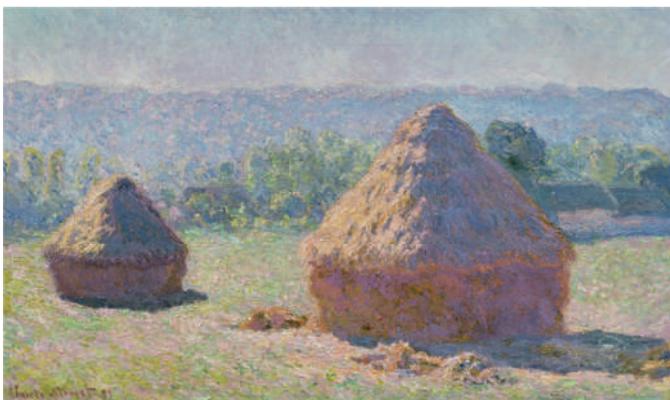
Jean-François Millet, Théodore Rousseau et Gustave Courbet n'ont pas été les seuls à arpenter la forêt de Fontainebleau en quête d'un motif à saisir. Dès les années 1860, Frédéric Bazille, Claude Monet, Pierre-Auguste Renoir et Alfred Sisley vont parcourir cette forêt exceptionnelle en quête d'inspiration. Ils vont même s'installer à proximité, à Chailly-en-Bière et Bourron-Marlotte (Seine-et-Marne). La forêt de Fontainebleau sera une étape primordiale non seulement pour les peintres de Barbizon mais aussi pour ceux qui deviendront les Impressionnistes. En témoignent Paysage à Chailly de Frédéric Bazille (1841-1870), La route de Chailly à Fontainebleau ou encore Meule de foin à Chailly de Claude Monet.

Daniel Wildenstein, marchand et historien d'art, écrit : « En optant pour Chailly, Claude Monet et ses camarades ont choisi de se tenir un peu à l'écart des maîtres de l'école de Barbizon ; il se peut que la parole de Jongkind (peintre néerlandais ami de Monet qui a eu une grande influence sur lui) n'ait pas été étrangère à cette

réserve ». Il n'en demeure pas moins que les Impressionnistes vont s'inspirer des œuvres des peintres de Barbizon saisies "sur le motif", en extérieur, qui privilégient l'émotion plutôt que les détails. Autre source d'inspiration, similaire à celles des peintres de Barbizon, les scènes bucoliques mettant en scène des activités agricoles. A Chailly Monet saisira en 1865 cette « cour de ferme de la Fromagerie », tandis que Charles-François Daubigny, (1817-1878) le peintre à la charnière de l'école de Barbizon et des Impressionnistes, présentera Moisson en 1852 qui sera son premier grand succès. Les frères Goncourt admirent ce tableau : « Une bande de lumière rose balaie le ciel dans toute sa largeur. Toute la campagne dessine, comme un damier d'or, des carrés de bleu. On n'a jamais mieux traduit la moisson ; le blé n'est jamais venu sur la toile plus hâlé, plus crépitant par l'atmosphère brûlée du mois d'août. Le tableau de M. Daubigny est un chef d'œuvre. »

Une révolution de la couleur

Daubigny est à la charnière des deux mouvements artistiques. Son tableau est clair, lumineux, étranger aux tonalités plus sombres des peintres de Barbizon. Il annonce déjà les Impressionnistes. Car ces derniers vont opérer une « révolution de la couleur », explique Paul Perrin, historien de l'art et directeur des collections au Musée d'Orsay. « Partant du principe que dans la nature il n'y a pas de noir, que toutes les ombres sont bleues ou violettes, en un mot que dans la nature tout est clair, ils se préoccupent spécialement de la clarté », écrit le critique d'art Henri Polday en 1874, commentant les tableaux de Monet, Sisley, Renoir, Pissarro, Cézanne, Berthe Morisot... Le salon de 1874, qui marque le lancement de l'Impressionnisme, est d'ailleurs organisé par les



peintres eux-mêmes dans l'atelier du photographe Nadar face au Salon Officiel qui n'a pas voulu les exposer.

« Ils voient tous la nature claire et gaie, sans le jus de bitume et de terre de Sienna des peintres romantiques », écrit Émile Zola dans ses Notes Parisiennes.

C'est une double révolution qui s'opère. « L'émancipation sans précédent de la couleur » d'un côté, et de l'autre « un nouveau regard sur la nature qui met au premier plan la perception de l'artiste, le transitoire, le fugitif, le contingent, pour reprendre la célèbre définition de la modernité de Charles Baudelaire », explique Paul Perrin. C'est cette vision, ce regard de l'artiste qui transforme la matière en lumière qui surprend le spectateur. De près c'est une croûte et de loin, c'est sublime !

Écoutons Claude Monet : « Le paysage... n'est qu'une impression, et instantanée. J'avais envoyé une chose faite au Havre, de ma fenêtre, du soleil dans la buée et au premier plan quelques mâts de navire pointant. On me demande le titre pour le catalogue. Ça ne pouvait vraiment pas passer pour une vue du Havre ; je répondis : « mettez Impression »

Les lieux des Impressionnistes

C'est ainsi que fut baptisé en 1872 « Impression soleil levant » par Claude Monet. Cette vue du port du Havre, peinte au petit matin, d'une touche rapide, alors que le soleil levant émerge de la brume donnera son nom à l'Impressionnisme. Ces reflets, ces scintillements du soleil sur l'eau, ces mouvements des nuages, les Impressionnistes vont les chercher sur les rivières des environs de Paris. Nombre d'entre eux habitent encore la capitale. Charles-François Daubigny ira jusqu'à aménager un bateau-atelier, Le Botin, près de son port d'attache d'Auvers-sur Oise, où il sera rejoint plus tard par Vincent Van Gogh. Claude Monet aussi aura son bateau-atelier pour saisir les reflets de la Seine aux environs d'Argenteuil à partir de 1871, avant de s'installer à Giverny où il séjournera plus de quarante années, et où il va créer l'un des jardins les plus pittoresques et les plus visités de France. Originaire du Havre, le jeune Claude Monet

y fera ses premières armes en tant que caricaturiste, croquant des portraits amusants d'Anglais en vacances. C'est au Havre qu'il se lie d'amitié avec un autre Normand, Eugène Boudin, enfant d'Honfleur, que l'on appellera « le roi des ciels ». Ce dernier, plus âgé d'une quinzaine d'années va l'inviter à venir peindre avec lui les plages de Deauville et Trouville, qui deviennent alors des stations balnéaires à la mode sous l'impulsion du Duc de Morny, demi-frère de l'empereur Napoléon III. Plus tard Monet reconnaîtra l'influence de son aîné : « Je considère Eugène Boudin comme mon maître, je lui suis reconnaissant de ma réussite. » Entre les années 1870 et 1880, les Impressionnistes vont privilégier la grande région parisienne, les vallées de la Seine, de l'Oise et du Loing sans oublier la Normandie. C'est ici qu'ils vont saisir les lieux de loisirs de l'eau, les scènes de baignade et le célèbre restaurant « La Grenouillère » à Bougival peint par Monet et Renoir. Plus tard, devenus plus riches, ils iront chercher la lumière sur les rives de la Méditerranée, en Italie, à Londres, et en Norvège dans les années 1890. Sans jamais abandonner Paris.

Saisir la modernité

Les Impressionnistes dont Van Gogh faisait partie (lire encadré) vont accompagner les mutations de la société parisienne, l'industrialisation, l'urbanisation, la transformation de la ville par le baron Haussmann. Inspirés par l'essai de Charles Baudelaire Le peintre de la vie moderne, ils vont réaliser que c'est la beauté propre au présent qu'il faut saisir. Ils vont se passionner pour la modernité, et donc mettre en tableaux les ponts, les gares cathédrales comme le fera Monet avec la gare Saint-Lazare. Edouard Manet se consacrera aux croquis de mœurs avec Un bar aux Folies Bergères. Contrairement aux artistes académiques les Impressionnistes vont peindre, à côté de la nature, les réalisations de la révolution industrielle, les ponts, les locomotives, les boulevards emplies de monde, mais aussi les scènes du quotidien, les gens ordinaires, leurs familles, les canotiers et les paysans. « Une modernité qui permet à l'artiste de fixer les visions fugitives qui s'offrent à lui », disait Baudelaire.

Jean-Marc Cholet



Van Gogh et l'agriculture

Peintre naturaliste, inspirée par l'impressionnisme et le pointillisme, Vincent van Gogh a réalisé de nombreuses œuvres en lien avec l'agriculture et les paysages : La Moisson (1888), Le Semeur (1888), Village agricole au crépuscule (1884), Les Champs de blé aux corbeaux (1890), La Méridienne (1889) et bien d'autres.. L'illustre peinture a grandi dans la région très agricole du Brabant (Pays-Bas). Marqué dès l'enfance par les paysages de champs, de fermes et la dureté de la vie paysanne, il passe une période de vie (1883-1885) à Nuenen à immortaliser sur ses toiles la condition paysanne dont il se sent très proche. Ces œuvres annoncent le fauvisme et l'expressionnisme. **C.S.**

Une œuvre majeure



Jean-François Millet - *L'Angélus* © DR

L'ANGÉLUS DE MILLET : SILENCE PRIÈRE

C'est probablement l'un des tableaux les plus célèbres de la deuxième moitié du XIX^e siècle et certainement l'un des plus connus au monde. *L'Angélus* de Millet raconte une époque de la paysannerie française et parle encore aux générations actuelles.

L'Angélus (qui se pratique encore aujourd'hui mais plus rarement) était une prière très populaire que l'on pouvait réciter, trois fois par jour (matin, midi et soir) là où on se trouvait, à l'appel du clocher du village. Pendant quelques instants tout s'arrêtait, femmes et hommes se recueillaient et récitaient les paroles antiques « *L'ange du Seigneur porta l'annonce à Marie. Et elle conçut du Saint-Esprit,...* ». C'est cet instant, cette scène "banale" de la vie quotidienne qu'a choisi de saisir le peintre Jean-François Millet. Le moment retenu se situe près de Barbizon (où le peintre s'est installé depuis dix ans), dans la vaste plaine de Chailly. Le couple de paysans est en train de ramasser des pommes de terre et interrompt la récolte au son de la cloche (celle de l'Église Saint-Paul de Chailly-en-Bière). Cette image de ce couple unit dans la prière restera longtemps le symbole de la vie à la campagne à cette époque où travail, foi et famille ne faisaient qu'un. L'œuvre a été peinte peu après le début de la grande épidémie de mildiou en Europe. Elle a failli s'appeler *La Mauvaise Récolte* ou la *Prière pour la récolte de pommes de terre*. C'est sous le nom de *L'Angélus* qu'elle passera à la postérité.

Travail paysan

« *L'Angélus est un tableau que j'ai fait en pensant comment, en travaillant autrefois dans les champs, ma grand-mère ne manquait pas, en entendant sonner la cloche, de nous faire arrêter notre besogne pour dire l'angélus pour ces pauvres morts* », raconta l'auteur. Millet a réalisé ce tableau pour un commanditaire américain, Thomas Gold Appleton, qui ne vint jamais chercher l'œuvre. De 1859 à 1909, il passa entre les mains de dix propriétaires et c'est le dernier, Alfred Chauchard qui le légua à l'État. Exposé d'abord au Musée du Louvre, *L'Angélus* est attribué au Musée d'Orsay lors de la création de ce musée en 1986. Avant de peindre *L'Angélus*, Jean-François Millet a produit plusieurs œuvres sur la paysannerie. Deux premiers tableaux *A l'abri de l'orage* (1846, conservé au Metropolitan Museum of Art de New York) et *Œdipe détaché de l'arbre par un berger* (1847, aujourd'hui au Musée des beaux-arts du Canada) sont bien vus par la critique. Mais c'est avec *Le Vanneur* (conservé au National Gallery de Londres), présenté au Salon de 1848, que commence véritablement son œuvre inspirée par le travail paysan.

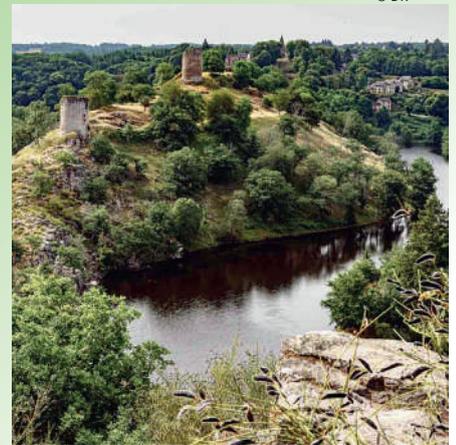
Destin extraordinaire

Millet s'installe alors à Barbizon où il peint successivement *Les Botteleurs de foin* (1850), *Des glaneuses* (1857) puis *L'Angelus*. Viendront ensuite *La Tondeuse de moutons* (1861) et *La Bergère* (1864). Mais c'est bien *L'Angelus* qui restera l'œuvre maîtresse. La toile exprime ainsi un profond sentiment de recueillement et Millet dépasse l'anecdote pour tendre vers l'archétype. C'est sans doute ce qui explique le destin extraordinaire de *L'Angelus* : « objet d'un incroyable engouement patriotique lors de sa tentative d'achat par le Louvre en 1889, vénérée par Salvador Dali, lacérée par un déséquilibré en 1932 et devenue au cours du XX^e siècle une icône mondialement célèbre » écrit le Musée d'Orsay. Gambetta pour sa part admirait la « leçon morale et politique » de l'œuvre. Ce tableau connu un destin presque unique. C'est certainement celui qui a été le plus reproduit sur tous les supports possibles : boîtes à sucres, boîtes à biscuits, napperons, tasses, calendriers... Pendant longtemps, une reproduction du tableau était accrochée dans les fermes, à la cuisine ou au-dessus de la cheminée. Fils de paysan, pas vraiment croyant, Millet a pourtant peint un tableau qui exalte la foi simple et populaire.

Olivier Masbou

La vallée des peintres

L'installation de Millet en Seine-et-Marne donnera naissance à ce que l'on appellera l'école de Barbizon. Moins connue, et pourtant plus ancienne, est l'école de Crozant du nom d'un village de la vallée de la Creuse, que l'on appelle aujourd'hui la Vallée des peintres. L'école de Crozant rassemble plus de 500 peintres paysagistes qui à partir de 1850 viendront peindre



ces paysages à la limite du Berry et du Limousin. Le plus célèbre est Claude Monet qui a réalisé une série de 23 tableaux sur le site du confluent des deux Creuses. On peut citer également Paul Sérusier, Armand Guillaumin, Émile Othon-Friesz, Allan Osterlind, Léon Detroy, Paul Madeline, ou encore Francis Picabia... Aujourd'hui encore, la Vallée des peintres accueille des artistes, amateurs ou non, qui viennent poser leur chevalet au bord de la Creuse. Et pour confronter nature et peinture, un sentier d'interprétation « les peintres de Crozant » présente les points de vue privilégiés et des reproductions des plus beaux tableaux. **OM**

La Bataille des pommes de terre

La culture et la consommation de la pomme de terre est en plein essor au 19^e siècle. Pas étonnant dès lors que Millet ait choisi la récolte de ce tubercule comme contexte de son *Angelus*. La pomme de terre servira de toile de fonds à de nombreuses œuvres en France, comme à l'étranger. Millet lui-même la peindra à plusieurs reprises avec *La récolte des pommes de terre* (peint en 1855 et conservé au Walters Art Museum, à Baltimore dans le Maryland aux États-Unis) et les *Planteurs de pommes de terre*



(1862, Musée des beaux-arts de Boston). *La récolte de pommes de terre* sera également peinte par Camille Pissaro (1874) Vincent Van Gogh (1883) ou Lucien Simon (1907, musée des Beaux-Arts de Quimper). On doit également à Van Gogh *Les Mangeurs de pommes de terre* (1885, musée Van Gogh, Amsterdam). On retrouve les pommes de terre chez d'autres peintres de cette époque : Jules Bastien-Lepage, dans la *Récolte des pommes de terre* (1879, National Gallery of Victoria), le suisse Albert Anker avec la *Petite Éplucheuse de pommes de terre* (1886), Paul-Emile Ranson (1893) dans *Les Éplucheuses de pommes de terre*, etc. Mais l'œuvre la plus étonnante est *La Bataille des pommes de terre* du peintre français surréaliste Raoul Michau (1948, conservé au musée national d'art moderne, Centre Georges Pompidou à Paris). Sous un ciel très nuageux « un grand nombre de pommes de terre sont posées sur la terre dans un champ, desquelles se dressent des germes très allongés. Ces pousses rectilignes, dirigées vers le ciel, ressemblent à des bras tendus aux doigts écartés.

Au milieu des germes de pommes de terre (...) une hampe légèrement inclinée vers la gauche porte un morceau déchiré de tissu ou de papier qui flotte à la manière d'un drapeau sous un vent » peut-on lire dans la notice du Centre Beaubourg. **OM**

Michau

La Bataille des pommes de terre © DR

Un maître surréaliste du XVI^e siècle

Peintre italien de la Renaissance, Giuseppe Arcimboldo (1526-1593) occupe une place singulière dans l'histoire de l'art. Ses œuvres, composés de fruits, de légumes, de fleurs, ou de poissons, intriguent. Arcimboldo est un surréaliste avant l'heure.



Arcimboldo - Vertumnus ârstidernas, 1591 © DR



Giuseppe Arcimboldo - Automne, 1573 © DR

LES QUATRE SAISONS D'ARCIMBOLDO

Si la nature morte occupe une place particulière dans l'histoire de la peinture, l'œuvre d'Arcimboldo ne fait pas à proprement parler de cette catégorie. Elle est d'ailleurs plutôt inclassable. Giuseppe Arcimboldo naît en 1526 (ou 1527) à Milan alors, comme toute l'Italie du Nord, sous la domination des Habsbourg, dans une famille d'artistes. Son père participe à la construction du Dôme de Milan (le jeune Arcimboldo assistera son père dans ce travail).

C'est à cette occasion qu'il est repéré par un prince de la famille des Habsbourg et qu'il rejoindra les cours de Vienne et de Prague. Il finira par devenir le peintre officiel des empereurs du Saint-Empire romain germanique Ferdinand Ier, Maximilien II et Rodolphe II. Il commence alors une carrière de peintre de cours, en réalisant des portraits, d'un style très classique, des familles régnantes. C'est l'empereur Maximilien II qui le nomme peintre de cour en 1564.



Giuseppe Arcimboldo © DR

Allégorie

C'est peu de temps après cette nomination qu'Arcimboldo crée la première série des Quatre Saisons et des Quatre Éléments avec la méthode qu'un contemporain dénommera les « teste composte » (« têtes composées »). Il s'agit de portraits caricaturaux formés de plusieurs fruits, légumes, végétaux, symbolisant les saisons ou les métiers ou des personnages. L'engouement est considérable et immédiat à la cour. Il réalise d'autres séries des Quatre Saisons en 1572 et 1573 (dont une se trouve au Musée du Louvre. Lire encadré). « La tête de l'Hiver, composée d'une souche recouverte de lierre et d'agrumes, fait pendant à celle de l'Automne. L'image, on le comprend, illustre le dessèchement du corps. Le cycle peut en effet être lu comme une allégorie des différents âges de la vie. Arcimboldo se montre en phase avec les théories de la Renaissance inspirées de l'Antiquité. L'organisme est considéré comme un microcosme qui abrite en lui les différents éléments de la nature », explique le site du magazine Beaux-Arts (7 juin 2021).

De la magie à la sagesse

Peintre de cour et caricaturiste, l'exploit est rare dans l'histoire de l'Art. Après une carrière bien remplie, Giuseppe Arcimboldo obtiendra la possibilité d'aller se retirer à Milan où il s'éteint en 1593. Célèbre et reconnu de son vivant, Arcimboldo tombera vite dans l'oubli jusqu'au 20^e siècle où son œuvre sera tirée de cet oubli et célébrée par les surréalistes comme Dali ou Marx Ernst. Dès 1937, à l'occasion d'une exposition à New York, la relation d'Arcimboldo avec le surréalisme est soulignée. Certains historiens de l'art estiment que Picasso se serait inspiré du Bibliothécaire (une autre œuvre d'Arcimboldo) pour réaliser son portrait cubiste de Daniel-Henry Kahnweiler. « Ainsi va Arcimboldo, du jeu à la grande rhétorique, de la rhétorique à la magie, de la magie à la sagesse », écrira plus tard Roland Barthes.

Olivier Masbou

Arcimboldo au Louvre

Parmi les figures familières et populaires qui peuplent les salles du musée du Louvre se trouvent les Saisons de Giuseppe Arcimboldo. Ces tableaux ont fait l'objet d'une restauration fondamentale de huit mois, de mai 2023 à la fin janvier 2024. Cette opération a permis de restituer aux figures leur composition originelle, monumentale et sculpturale. « Les "têtes composées" respirent et s'expriment davantage sur un fond noir uni et profond. L'intervention a révélé une palette lumineuse et variée, donnant aux visages une expression plus subtile et ambiguë. Le dialogue imaginé par Arcimboldo entre les quatre saisons est désormais bien plus animé et vivant » écrit le Musée. Les quatre tableaux ont été placés dans la Grande Galerie. **OM**



Marc Dalessio - Larroque-Saint-Sernin © DR

LA CAMPAGNE GERMOISE ATTIRE LES PEINTRES

Façonnée par l'agriculture depuis des siècles, la campagne française inspire toujours les artistes du monde entier. C'est le cas dans le Gers où le peintre américain Marc Dalessio s'est installé avec son épouse Tina, également artiste.

« Notre ambition, c'est de faire peindre le Gers par des artistes de renom puis de faire découvrir leurs œuvres largement, aussi bien au milieu rural qui est le nôtre qu'aux visiteurs de passage. » C'est ainsi que Gisella Salvioni résume l'insolite aventure de l'association PlieuxArts qui est parvenue à installer dans le paysage artistique une exposition annuelle de haut niveau « *Regards sur le Gers* » dans un modeste village gersois d'à peine... 150 habitants, à une dizaine de kilomètres de Lectoure.

« C'est en 2016 que l'aventure a commencé », raconte cette suisse passionnée d'art. Alors qu'elle organise depuis plusieurs années dans son village des stages de peinture notamment animés par des Peintres officiels de la Marine, elle lance le projet d'accueillir ceux-ci pour une « *escale* » collective dans un hameau pourtant on ne peut plus terrien. Gisella Salvioni convie ainsi ces artistes de la mer (distingués depuis près de deux siècles par le ministère de la Marine puis par le ministère de la Défense) à porter leur regard sur le Gers et à représenter le courant du vent dans les blés plutôt que celui de la tempête dans des flots en furie.

Le défi est relevé avec brio puisqu'en 2018, pas moins de dix « peintres officiels » de la Marine viennent se perdre en pleine campagne

gersoise avant d'exposer le fruit de leur travail d'observation aux yeux des habitants et des curieux. Dès lors, l'aventure se poursuit avec succès, PlieuxArts accueillant depuis, chaque été, de nouveaux artistes en résidence pour l'exposition. Quant aux liens avec les peintres officiels de la Marine, ils se sont encore renforcés. Jean Lemonnier, l'un de ses membres et sculpteur animalier, désormais résident d'un village voisin, est devenu l'année dernière le président de l'association.

Dalessio, peintre emblématique

Parmi les nombreux artistes ayant fait étape à Plieux, Marc Dalessio est l'un des plus emblématiques. Ce Californien, reconnu comme l'un des plus grands peintres de plein air contemporain (il expose régulièrement aux États-Unis et en Europe et ses œuvres figurent dans des collections privées et publiques outre-Atlantique, au Royaume-Uni, en France et en Russie) est venu pour la première fois à Plieux pour la préparation de l'exposition de 2020 avec sa femme Tina Orsolio Dalessio, également peintre. ■■■



Marc Dalessio © DR

PlieuxArts

Marc Dalessio -
Moisson © DR



« Ça a été un coup de foudre ! », raconte Marc Dalessio. Celui-ci vit alors depuis près de 25 ans en Toscane, où il a étudié le portrait dans l'atelier de Charles Cecil avant d'enseigner à la Florence Academy of Art. « On a découvert avec mon épouse une très belle région, dont les paysages s'apparentent à ceux de la Toscane la plus pittoresque, mais en beaucoup moins touristique ». Une campagne doucement vallonnée et parsemée de villages aux pierres dorées particulièrement bien préservés.

Lors de son premier séjour, Marc Dalessio peint plusieurs œuvres qui seront vendues plus tard aux Etats-Unis. Il est notamment l'auteur d'un tableau figurant le village de Plieux émergeant d'un champ de tournesols qui fera la couverture du catalogue de l'exposition. « Dans les mois qui ont suivi, nous avons pris la décision avec Tina de nous installer à demeure dans le Gers, où nous résidons toujours », raconte le diplômé des Beaux-Arts de l'Université de Californie.

Dans les paysages de la région, qu'il peint depuis très régulièrement, l'artiste a notamment été séduit par un paysage façonné par l'agriculture, en particulier par les cultures de plein champ. « Le développement des céréales et des oléagineux dans cette région constitue un phénomène récent, remontant aux années 70 », raconte le paysagiste. « Les unes et les autres ont peu à peu remplacé la forêt, et dans une moindre mesure les vignes, et créé des panoramas relativement nouveaux ».

Pour les peintres, les cultures constituent des motifs intéressants à plus d'un titre, argumente l'artiste. « Les champs, de blé, d'orge ou de tournesol offrent un panorama sans forme régulière et perpétuellement mouvant. Les vignes ou les champs d'oliviers, avec leurs lignes parallèles et fixes, sont beaucoup plus difficiles à appréhender pour un paysagiste », explique Marc Dalessio. En outre, l'évolution de la végétation au cours de la saison et la rotation des grandes cultures d'une année sur l'autre ne cessent de modifier le paysage. « Comme beaucoup de peintres de la nature, j'aime représenter certains lieux à différentes époques de l'année pour en saisir le caractère éphémère ».

Une réalité picturale mais aussi sociale

« Je crois qu'il faut peindre autant que possible d'après nature », assure cet héritier d'Isaac Levitan, Camille Corot ou Telemaco Signorini. « Je trouve que c'est la situation la plus propice à l'inspiration de l'artiste. Mes objectifs dans mon travail de paysagiste sont une

observation pure de la nature, marquée par l'humilité et la volonté d'une compréhension plus profonde. J'essaie autant que possible de montrer aux gens la beauté du monde qui les entoure ; de les inspirer et de leur montrer qu'ils sont entourés de miracles. »

L'émergence d'une agriculture moderne n'a pas altéré le caractère pictural de la campagne gersoise, estime l'artiste. « La campagne gersoise n'est pas un endroit figé, c'est une région où les agriculteurs travaillent. Je suis attaché à refléter la réalité sociale de l'agriculture, un peu comme les peintres de l'école de Barbizon à l'époque ». Dans plusieurs œuvres, Marc Dalessio a ainsi dépeint les travaux des champs, notamment la moisson. « J'ai représenté de grosses machines agricoles à l'œuvre, cela fait partie de la vie de ces agriculteurs dont la condition, même si elle s'est beaucoup améliorée, reste difficile. »

Au contact des agriculteurs locaux, le peintre américain a beaucoup appris sur leur métier mais réalisé que sa définition d'un « beau » champ ne correspondait pas avec celle d'un céréalier. « Alors que je suis en recherche d'irrégularités, d'imperfections, les paysans que je rencontre ont toujours tendance à m'orienter vers les parcelles culturellement parfaites, sans aspérités. Nous avons du mal à nous entendre là-dessus ! » Pour autant, l'artiste éprouve toujours une grande joie à présenter ses œuvres à la population locale. « Ce sont les meilleurs critiques, car ils connaissent bien leur paysage, et y sont profondément attachés. Il s'est instauré un vrai dialogue sur cette réalité que nous partageons ».

Le succès des rencontres directes entre artistes et monde rural ne se dément pas, en tous cas à Plieux. « L'année dernière, l'exposition a attiré près de 2 000 visiteurs. C'est devenu l'événement de l'été dans les environs », se félicite l'initiatrice Gisella Salvioni. Les acteurs agricoles des alentours sont devenus des partenaires. La Ferme de Maubric, à Lectoure, fournit aux organisateurs les pains produits avec les blés cultivés localement. Quant aux nombreux domaines viticoles voisins (domaines de Pellehaut, Herrebouc, Chiroulet et Arton), ils mettent un point d'honneur à prendre part à cette mise en valeur du patrimoine naturel et agricole gersois.

Bruno Carlhian

Plus d'information :

www.plieuxarts.com • plieuxarts@gmail.com

QUELLE COTE POUR LES PEINTRES AGRICOLES ET RURAUX ?

Dès que l'on aborde le thème de l'art et de la peinture, la dimension financière ne tarde pas à surgir. Quelle cote pour un tableau de Corot, Van Gogh, Rosa Bonheur ou encore de Millet ? Éléments de réponse.

Bien entendu, la cote d'un tableau dépend de nombreux critères : le nom de l'artiste, la taille et le format de la toile ; le sujet et la qualité picturale ; l'état de conservation, la provenance, bien entendu la signature, le marché et l'« effet de mode ». Le spectre reste donc très large entre un peintre mondialement reconnu comme Van Gogh et un autre de moindre renommée comme un Charles Jacque (1813-1894). Dans le haut du panier, on retrouve naturellement le peintre néerlandais qui trône parmi les meilleurs ventes des commissaires-priseurs. Son *Verger avec cyprès* s'est vendu en novembre 2022 pour 117,2 millions de dollars. Deux autres de ses œuvres ont atteint des sommets : tout d'abord, les fameux *Tournesols* qui se sont vendus en seulement cinq minutes en 1987 pour la somme de 225 millions de francs (34,3 millions d'euros - M€) et qui vaut maintenant plus de 84 M€. Ensuite son *Laboureur dans un champ* (photo) vendu en 2017 pour la somme de 81,3 millions de dollars. C'est à la même époque (mars 2017) que *Bauerngarten* (champ de fleurs) de Gustav Klimt a été cédé par Sotheby's pour 47,97 millions de livres (environ 60 M€). Claude Monet et son tableau *Meules* (photo) a été acquis, encore une fois par un très riche client anonyme, en mai 2019 pour 110,74 millions de dollars, soit la somme la plus élevée jamais payée pour ce peintre impressionniste reconnu sur le tard.



Vincent Van Gogh - *Laboureur dans un champ* © DR

Contrefaçons

Les peintres de Barbizon conservent toujours un pouvoir d'attraction auprès des amateurs d'art. Une toile de Jean-Baptiste Corot, le plus recherché et le plus prisé jusqu'au début des années 2020 mais qui voit sa cote baisser depuis quelques années, peut valoir, entre 9 000 et 650 000 euros. En 2020, par exemple, deux de ses peintures au thème paysager et agricole ont adjugées respectivement 154 000 et 454 000 euros. Cependant le peintre a atteint des sommets avec



Claude Monet - *Meules* © DR

Venise, vue du Quai des Esclavons vendue pour 9 millions de dollars à New York en 2019 et la *Jeune femme à la fontaine* (2,4 M€) en 2010 ou encore Rosny, l'église du village (756 000 \$) en 2023. Cependant, les galéristes et les musées se méfient des contrefaçons car le marché est saturé de faux tableaux attribués à l'artiste barbizonnais. Il est d'ailleurs réputé pour avoir le record du plus grand nombre de contrefaçons parmi les peintres célèbres. Plus de 10 000 versions porteraient sa signature et circulent sur le marché alors qu'il n'a peint que 3 000 œuvres de son vivant.

Rosa Bonheur continue de susciter un grand intérêt sur le marché de l'art avec des estimations pour ses œuvres variant de 2 500 à 250 000 euros pour les peintures majeures, de 500 à 10 000 euros pour les dessins et études, et ses estampes se situant entre 250 et 2 500 euros. Les tableaux de Théodore Rousseau jouissent encore d'une certaine popularité aux États-Unis. En 2018, l'artiste a connu une année exceptionnellement prolifique, établissant un record avec une vente remarquable. En effet, son tableau « *Le chêne de roche* », de 1860, a été adjugé 330 000 euros. Par ailleurs, dans la catégorie des œuvres affichant un prix moyen, une représentation d'un paysage boisé signée par l'artiste est vendue 13 750 euros cette même année. Les autres peintres ne sont pas en reste, notamment *Village près de Bonnières* et *Travaux dans les champs* tous deux de Charles Daubigny. Le premier a été cédé pour 326 000 euros et le second pour 68 000 euros. Parmi les artistes contemporains, la cote d'un Martin Dukes, d'un Marc Dalessio (*lire pages 27-28*) et de sa femme Tina, varie, en fonction de la taille de l'œuvre, entre 1 500 et 15 000 euros pour une œuvre récente. La cote de ces œuvres devrait, si la renommée de ces auteurs explose, prendre de l'ampleur. Au regard de ces « performances », il semble que la peinture agricole, forestière et rurale reste une valeur sûre.

Christophe Soulard

Rosa Bonheur

Rosa Bonheur - *Marché aux chevaux* © DR

UNE PEINTRE ANIMALIÈRE HORS-NORME

Celle que l'on a surnommée « La Peintre des vaches » a su casser les codes et s'affirmer, malgré les vicissitudes de la vie, comme l'une des plus grandes peintres de sa génération.

L'adage populaire rapporte que « Nul n'est prophète en son pays » et cette maxime s'adapte très bien à Rosa Bonheur qui a connu plus de succès à l'étranger, notamment dans les pays anglo-saxons qu'en France. Et ce, bien qu'elle ait été reconnue et adoubée par ses pairs masculins. En cette deuxième partie du XIX^e siècle, il n'était pas aisé pour une artiste au féminin de faire sa place dans un milieu exclusivement masculin. C'est à onze ans, en 1833, après le décès de sa mère que Rosa Bonheur (Marie-Rosalie Bonheur de son vrai nom) décide qu'elle sera « peintre et célèbre ». Toute sa vie va se construire autour de cet objectif, aidée en cela par un père, Raymond Bonheur, qu'elle aime autant qu'elle le déteste. En effet, cet artiste-peintre, ami de Francisco Goya, est saint-simonien et a abandonné sa femme Sophie et ses quatre enfants. Mais dans le même temps, pour coller à sa philosophie de vie, il se range aux idées de sa fille et l'encourage à peindre. A cette époque, les Beaux-Arts sont réservés aux hommes et Rosa ne peut pas accéder à cet enseignement académique. C'est pourquoi elle se rend au Louvre pour y faire ses armes, sous les recommandations de son père qui lui demande de se faire discrète et de se tenir à l'écart des hommes. Elle cultivera tout le long de sa vie un réel goût d'indépendance, ne voulant jamais dépendre de qui que ce soit.

Premiers salons

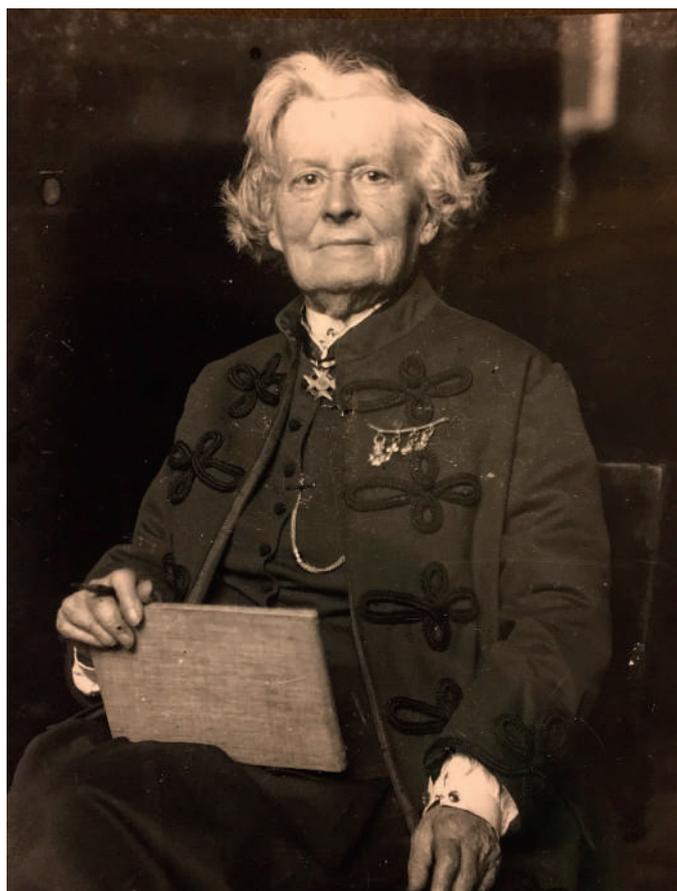
Son talent lui vaut de pouvoir vivre, dès l'âge de 14 ans, de ses dessins et de ses toiles, ce qui est exceptionnel pour une jeune fille sous la Monarchie de Juillet. Les sommes qu'elles recueillent lui permettent d'améliorer l'ordre de ses trois frères et sœurs. C'est aussi grâce à la famille Micas qu'elle parvient à se consacrer à sa passion. C'est une véritable seconde famille pour Rosa qui est prise en mains et en partie en charge par Louis et Henriette Micas.

Une fois l'acquisition du château de By (*lire infra*), cette dernière s'occupera de l'intendance et aussi de la ménagerie de Rosa qui ne comptait pas moins de 200 animaux, parmi lesquels un lion, un loup, des chamois, des cerfs etc.

A l'âge de 19 ans, elle expose pour la première fois dans un Salon parisien (*lire encadré*). Elle y présente deux œuvres et obtient une première médaille (Bronze) au salon de 1845 pour une esquisse de ce qui deviendra plus tard, *Le Labourage nivernais (photo)*, présentant une scène de labour avec une paire de bœufs dans le Nivernais (Bourgogne). C'est pour ce tableau qu'elle reçoit, en 1848, sa première commande de l'Etat. La même année, au Salon, son tableau « *Bœufs et Taureaux, Race du Cantal* », est récompensé par une médaille d'Or. Mais le tableau qui lui amène à la fois gloire et fortune est son « *Marché aux chevaux* », réalisé sous le Second Empire. Le duc de Morny, demi-frère de Napoléon III, convoque Rosa pour une nouvelle commande de l'Etat. Elle lui présente une esquisse de sa future œuvre. Mais Charles de Morny ne veut pas en entendre parler. Il souhaite qu'elle réalise une scène de fenaïsons. Avec aplomb et un brin d'audace, elle rétorque : « *Je vais d'abord faire mon marché aux chevaux, je ferai ensuite votre fenaïson* ». Avec cette pique, elle contrevient aux codes de l'époque. Non seulement elle tient tête à un personnage très influent auprès de l'Empereur mais en plus, elle décide de s'affranchir du style de peinture dans lequel on cantonnait alors les femmes : les portraits, les bouquets, les natures mortes, les animaux « mignons » (lapins, moutons, chèvres...). Pour couronner le tout, elle ne se contente pas de petites toiles mais d'immenses tableaux.

« Elle peint comme un homme »

Rosa Bonheur s'attelle donc à son œuvre sur une toile de 5 mètres de long sur 2,4 mètres de hauteur. Le projet est très ambitieux, que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de disruptif. La scène représente des percherons à fort encolure qui sont apparemment malmenés par des palefreniers ou des maquignons. La toile fige, à l'image d'une photographie, un instantané d'un moment assez violent où les chevaux sont effrayés, ruent, se cabrent. Le point central du tableau c'est l'œil presque exorbité du cheval blanc, au centre de la toile qui transpire la peur.



Rosa Bonheur © DR

Elle présente sa toile au Salon de 1855, sans passer par un jury, ce qui est, encore une fois, exceptionnel pour l'époque. Le succès est immédiat. Tous les spectateurs s'extasient, les critiques sont unanimes et dithyrambiques : « Elle peint comme un homme », dit-on. Forte de ce succès d'estime, Rosa veut vendre son tableau au duc de Morny, qui refuse très diplomatiquement. Elle se rapproche de la ville de Bordeaux qui l'a vue naître le 16 mars 1822 avant que la famille ne déménage à Paris six ans plus tard. Même pour 10 000 francs de l'époque, le maire Antoine Gautier décline l'offre. Finalement, la toile part pour la Belgique où elle est exposée. Le succès est encore plus important qu'à Paris. Au point que la toile tape dans l'œil du marchand d'art et collectionneur, Ernest Gambard (1814-1902). Il l'acquiert pour 40 000 francs, et fait voyager la toile à Londres (où il réside) et aux États-Unis où les louanges finissent d'attribuer à Rosa Bonheur une renommée de dimension internationale. Au passage, Gambard revend la toile 268 000 francs-or avant qu'elle ne soit cédée au Metropolitan Museum de New York (MET) où elle est toujours visible. « C'est la première spéculation dans les arts du vivant de l'artiste (...) Ce sera aussi l'œuvre la plus vue et la plus recherchée pendant des décennies », témoigne Katherine Brault, propriétaire depuis 2017 du château de By-Thomery (Seine-et-Marne). C'est grâce aux 40 000 francs-or que Rosa Bonheur acquiert ce château situé à quelques encablures du château de Fontainebleau. Il était mis en vente par le Comte d'Armaillé, gendre du Général de Ségur. Elle s'y installe

en 1859. Entourée d'un parc de 3,5 ha, cette demeure lui assure une grande tranquillité ainsi qu'une relative proximité avec Paris. Très mélomane, en souvenir de sa mère qui adorait le chant, Rosa dispose d'une loge attitrée à l'Opéra et il faut, en train, une heure pour s'y rendre.

Impératrice Eugénie

Dans la réalisation de ses très nombreux tableaux (au moins 800) auxquels il faut ajouter des dessins et croquis, elle se fait aider par Nathalie Micas (1824-1889) qui va partager sa vie pendant plus d'un demi-siècle. C'est notamment cette dernière qui prépare les toiles, négocie avec les marchands. Rosa Bonheur voit sa carrière couronnée par la remise de la Légion d'honneur. Neuvième femme à recevoir cette récompense, elle est la toute première artiste femme à être ainsi honorée. C'est l'Impératrice Eugénie en personne qui vient la lui remettre le 10 juin 1869, après avoir demandé à son époux, Napoléon III, de publier un décret spécial pour la peintre, afin de ne pas la noyer dans le lot commun des récipiendaires. Elle sera également, en avril 1894, la toute première femme à être promue officier de cet ordre*. Les deux femmes entretiendront une correspondance nourrie et se rencontreront à plusieurs reprises jusqu'au décès de Rosa Bonheur le 25 mai 1899. Après la disparition de Nathalie Micas en 1889, Rosa Bonheur reprend contact avec une Américaine, Anna Klumpke (1856-1942) qui lui avait servi d'interprète lors d'une transaction avec un marchand étasunien. En fait, la démarche émane de la jeune Anna qui demande à Rosa de venir la peindre dans son château et son atelier. La peintre française accepte, à condition que l'Américaine écrive également



Les salons parisiens

La dénomination exacte des « salons parisiens » est le « Salon de peinture et de sculpture » dont la première manifestation en 1673 au Palais-Royal s'appelle L'Exposition. Le nom change au gré des changements de régime et de lieux. A partir de 1692, cette exposition se tient au « Sallon (sic) carré du Louvre » puis prend en 1737 le nom de « Sallon » et treize ans plus tard de « Salon de l'Académie royale de peinture et de sculpture ». Après la Révolution, il devient « Salon de peinture et de sculpture » et vers 1880 « salon des artistes français ». Ces salons quelles que soient les époques visent à « promouvoir les artistes », à valider leur « légitimité artistique » selon les critères d'un jury souvent très académique, ainsi qu'à éduquer le public au « bon goût » artistique selon les mêmes standards académiques. C'est pourquoi beaucoup d'artistes « modernes » (Manet, Monet, Renoir, Pissaro, ...) se sont affranchis de ces règles. Il existait un « salon des refusés » créé par Napoléon III et qui a inspiré la création d'autres expositions indépendantes comme le Salon des Indépendants (1884) ou le Salon d'Automne (1903).

Rosa Bonheur

sa biographie**. Voyant ses forces décliner, Rosa Bonheur fait d'Anna Klumpke sa légataire universelle, au grand dam de la famille (frères, sœurs, neveux, nièces...). Mais de manière très habile, l'héritière va dans un premier temps photographier toutes les œuvres restantes de Rosa (5 000 au total) puis dans un second temps les vendre. Elle en tire 1,3 million de francs-or, soit près de 30 fois le prix du château de By. Anna Klumpke offre la moitié de la somme aux membres subsistants de la famille (qui a le don de les calmer) et rachète la moitié des œuvres qu'elle avait vendues. Une partie est donnée au château de Fontainebleau, une autre au Musée du Luxembourg. Avec cette démarche, Anna Klumpke entend faire rentrer Rosa Bonheur dans les collections publiques.

« Les animaux ont une âme »

Mais les années passant, la peinture animale déjà considérée aux XIX^e siècle comme un art mineur ne fait plus recette. L'approche française diffère en ce sens totalement de l'approche anglosaxonne et les animaux, dans leur ensemble, ne rentrent pas dans le champ académique de la peinture.



Rosa Bonheur - *Labourage nivernais* © DR

Or « *La peinture animale est considérée comme un art ringard... Or, Rosa Bonheur qui s'oppose à cette vision, veut défendre la cause animale et peindre les animaux tels qu'ils sont. (...) Pour elle, les animaux ont une âme et tout est dans leur regard* », affirme Katherine Brault. C'est ce qui explique en partie pourquoi la « *Peintre des vaches* » a trouvé son public outre-Manche et outre-Atlantique et non en France. Elle est enterrée au cimetière du Père-Lachaise à Paris, dans la 92^e division, aux côtés de sa compagne Nathalie Micas.

Christophe Soulard

(*) Elle reçoit également de nombreuses décorations d'Etats étrangers : Ordre de Saint Charles (Mexique- 1865) ; Ordre d'Isabelle la Catholique (Espagne -1880) ; Ordre de Léopold (Belgique -1880) ; Croix du Mérite des Arts et des Sciences (Saxe Cobourg Gotha -1885) - Ordre de Saint Jacques de l'Épée (Portugal 1890 et 1894)

(**) Elle sera publiée en 1908.

Rosa Bonheur - *Bœufs et taureaux* © DR



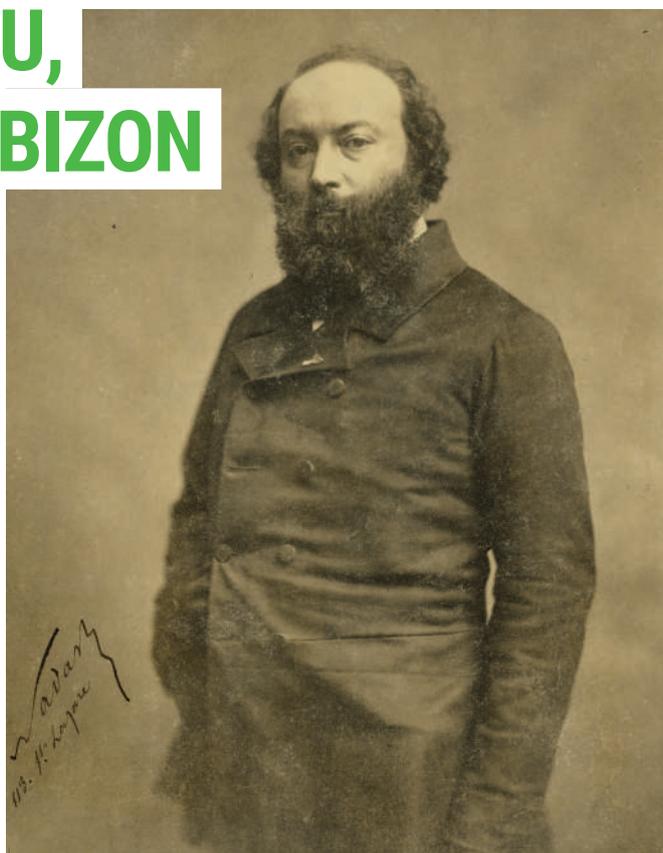
THÉODORE ROUSSEAU, CHEF DE FILE DE BARBIZON

La peinture paysagère, agricole et rurale doit beaucoup à Théodore Rousseau, aujourd'hui oublié du grand public. Il fut pourtant, avec Narcisse Díaz de la Peña, l'un, sinon le chef de file des peintres de l'École de Barbizon. Portait d'un homme à la fois discret et réservé, mais aussi pugnace et déterminé.

Né le 15 avril 1812 à Paris d'un père (Pierre-Claude) maître-tailleur et d'une mère (Adélaïde-Louise Colombet) qui tenait un commerce de mercerie, Théodore Rousseau est placé à neuf ans, en classe de dessin, chez un proche parent, avant de rejoindre la Franche-Comté, chez un ami de son père, le sculpteur Jean-Baptiste Maire (1787-1859). Au cours de ce séjour, il découvre les forêts de la région qui vont le marquer à vie. A 14 ans, il rentre aux Beaux-Arts où l'enseignement académique lui hérise les poils. Préférant s'échapper dans les forêts environnantes et flâner auprès des peintres paysagistes hollandais du Louvre, il n'est pas admis à concourir au prestigieux prix de Rome. En 1830, de retour d'une escapade en Auvergne, il se détache définitivement de Jean-Charles Rémond (1795-1875) qui l'avait accueilli dans son atelier quatre ans plus tôt, rompant ainsi avec l'académisme. L'année suivante, il expose pour la première fois au Salon de Paris et présente un paysage auvergnat qui reçoit un accueil courtois. Deux ans plus tard, il est de nouveau reçu pour deux toiles saluées par la critique. Il commence à se faire une réputation au point qu'une de ses peintures, la Lisière d'un bois coupé, forêt de Compiègne est achetée par le fils du roi, Ferdinand-Philippe d'Orléans (1810-1842) par l'entremise d'un de ses amis peintres, Ary Scheffer (1795-1858). Mais les portes du Salon se referment sur lui en 1836. Alors que sa situation commence à se précariser, il rejoint Barbizon l'année suivante où il est hébergé à la pension du père Ganne, loin du tumulte parisien. Il partage cependant son temps entre son atelier parisien rue Taitbout et Barbizon. Il y croise une cohorte de peintres en quête de notoriété.

Artiste controversé

Le couple Ganne tient une épicerie-auberge dans ce hameau en bordure de la forêt et fournit le gîte et le couvert à ces artistes-peintres peu fortunés. Camille Corot, déjà installé, se lie d'amitié avec Rousseau. Le couple d'aubergistes prépare des œufs, du fromage, du vin pour ces artistes qui partent avec leur panier de bon matin dans cette forêt devenu un atelier grandeur nature. Le soir, cette



Theodore Rousseau par Nadar en 1855. © DR

joyeuse troupe se retrouve à l'auberge et fait la fête. Il faut visiter l'auberge, 92 Grande Rue à Barbizon, devenue le musée des peintres de Barbizon pour imaginer l'atmosphère. Hélène Oblin, responsable du développement des publics au musée des peintres de Barbizon décrit les peintures qui décorent encore les portes et les murs des différentes pièces, dessinées bien sûr par les peintres des lieux. Le devant de cheminée représente une chasse aux cerfs, les volets du buffet sont décorés de fruits et de bambochades.

Théodore Rousseau va se distinguer dans cette colonie de peintres. « *Théodore Rousseau fut l'un des artistes les plus controversés de son temps. De jeune paysagiste prometteur au début des années 1830, il devient, au cours de la décennie suivante, le « grand refusé » du Salon, ostracisé par un jury sévère. Son nom est pourtant un de ceux que la critique prononce le plus souvent. Rousseau démontre combien la peinture de paysage, loin de laisser indifférents les hommes du XIXe siècle, est au cœur des débats esthétiques, auxquels se mêlent des considérations sociales, politiques et même, déjà, écologiques.* », explique Servane Dargnies-de-Vitry dans un documentaire consacré au peintre.

« Chaos artistique »

Alfred Sensier (1815-1877), critique d'art qui deviendra l'ami et le biographe de Théodore Rousseau souligne comment ce dernier



Théodore Rousseau



Théodore Rousseau -
Arbre dans la forêt
de Fontainebleau,
1840-1849

Huile sur papier
marouflé sur toile,
Victoria and Albert Museum,
Londres, Royaume-Uni.

© Victoria and Albert Museum, London

rentrait en communion avec le coin de nature qu'il étudiait : « J'entendais aussi la voix des arbres, raconte le peintre. Les surprises de leurs mouvements, leurs variétés de forme et jusqu'à leur singularité d'attraction vers la lumière me révélaient tout d'un coup le langage des forêts » rapporte Sensier dans son ouvrage « Souvenirs sur Théodore Rousseau ». Le peintre va également se lier d'amitié avec un autre amateur d'art, Théophile Thoré (1807-1869). Les deux hommes vont parcourir la forêt de Fontainebleau, « sauvage, parfois inquiétante, lieu de visions étranges et d'émotions fortes, le Paradis des grands romantiques », écrit Thoré dans le feuilleton *Par Monts et par bois* qui paraîtra dans le journal *Le Constitutionnel*. Dans ses tableaux la forêt apparaît toujours dense, c'est un monument naturel à ses yeux, les arbres semblent indisciplinés, c'est le fameux « chaos artistique » cher aux romantiques allemands.

Théodore Rousseau : défenseur de la forêt primitive

Pourtant ses œuvres sont « situées ». On y reconnaît différents lieux de la forêt. « *Le Pavé de Chailly* » qui sera peint aussi par Claude Monet, le plateau de Bellecroix, la gorge aux loups, les gorges d'Apremont, les rochers de Franchard et d'autres encore. Mêmes les arbres sont identifiés : l'Arbre penché au carrefour de l'Épine, Le Cerisier de la Plante à Biau, le chêne de Roche.

C'est à l'occasion de ces longues promenades en forêt que les deux hommes vont observer et déplorer les effets d'une nouvelle gestion forestière. La forêt de Fontainebleau est

déjà recherchée pour ses étendues de sables blancs, ses rochers de granite et ses futaies de chênes et de hêtres. Mais les forestiers ont besoin des chênes pour l'industrie et les remplacent par des pins. Claude-François Denecourt, un vétéran de l'armée napoléonienne décide de son côté d'ouvrir la forêt aux touristes et d'y aménager un réseau de sentiers. Théodore Rousseau et Théophile Thoré vont dénoncer ces coupes de chênes et ces opérations touristiques : « ce ravage impitoyable n'a rien laissé debout sur treize hectares, pas un baliveau, pas une touffe de bruyères. Tout a été rasé, la terre déchirée et retournée sens dessus dessous. Les pommes de terre y sont superbes. » peut-on lire dans leur feuilleton.

A cette occasion le peintre fera son tableau-manifeste « *le massacre des innocents* ». Avec Alfred Sensier il enverra une pétition au futur Napoléon III « au nom de tous les artistes qui peignent dans cette forêt ». La lettre démarre ainsi : « Cette forêt la plus antique de la France est le seul souvenir vivant qui nous reste des temps héroïques de la patrie depuis Charlemagne jusqu'à Napoléon... » Cette démarche portera ses fruits. En 1861 un décret impérial instaurera « la réserve artistique de la forêt de Fontainebleau. » Plus de mille hectares seront exemptés des coupes réglementaires, créant ainsi la première réserve naturelle. Théodore Rousseau s'éteint en décembre 1867, quelques mois après avoir été promu officier de la Légion d'honneur (août 1867). Il repose au cimetière de Chailly-en-Bière, près de Barbizon, aux côtés de son ami Jean-François Millet. Théophile Gauthier, qui fut aussi critique d'art, lui a dédié ces quelques lignes. « Que la nature donne un bon sommeil à son peintre favori, et que la forêt tant aimée lui verse une ombre fraîche découpée de soleil. »

Jean-Marc Cholet



© DR Vincent Van Gogh - Corn Harvest in Provence



Marc Dalessio - Plieux



© DR Juliën Baron - le retour du troupeau



© DR



© DR

L'AGRICULTURE RÉGÉNÉRATIVE VEUT CHANGER D'ÉCHELLE

Un nombre croissant de coopératives se sont engagées dans des programmes d'agriculture « régénérative ». Souvent partie d'un noyau dur, la démarche s'étend progressivement.

L'agriculture « régénérative » s'apprête à monter en puissance dans les années qui viennent, grâce à l'implication des coopératives agricoles, mais aussi de leurs parties prenantes. C'est la conviction partagée par les représentants d'entreprises coopératives qui se sont exprimés jeudi 3 juillet à Paris lors d'une conférence qui a réuni experts scientifiques, acteurs de terrain, agriculteurs et partenaires autour du bilan et des perspectives de cette méthode de production.

Bien que ne reposant pas sur une définition consensuelle, l'agriculture régénérative s'est imposée comme un modèle conciliant durabilité et productivité par le moindre travail du sol, l'amélioration des couverts, la restitution du carbone, des stratégies de fertilisation raisonnée ou encore le recours à des cultures bas-intrants. « Une bonne partie des défis auquel nous devons répondre en agriculture, qu'il s'agisse de l'adaptation au changement climatique, de la biodiversité ou de la préservation des écosystèmes se joue dans les sols », a assuré Dominique Chargé en introduction. Pour le président de la Coopération agricole, « c'est le patrimoine essentiel de nos exploitations, trop longtemps oublié, mais dont nous avons aujourd'hui de mieux en mieux conscience ».

Les principes de l'agriculture régénérative ont ainsi convaincu un nombre croissant d'adhérents de coopératives en à peine quelques années. Pas moins de 1 300 agriculteurs d'Axereal -pour environ 200 000 hectares-, sont engagés aujourd'hui dans le programme « Cultiv'up régénératif », a indiqué Pierre Toussaint, directeur « Agronomie, transitions, innovation » du groupe céréalier. D'ici 2027, ils devraient être 2 500 à avoir rejoint ce référentiel certifié, qui ne compte pas moins de 74 critères comme l'allongement de la rotation, la stratégie raisonnée de fertilisation ou la réduction du labour profond mais aussi neuf « indicateurs de résultats ».

Passer à une échelle systémique

Pionnière en matière d'agriculture régénérative, la coopérative Noriap souhaite pour sa part franchir un nouveau palier dans l'implication de ses adhérents. « Aujourd'hui, notre démarche Sol Vivant fédère 350 producteurs soit 10 % de nos adhérents mais seulement 6 % des volumes pour 1M€ redistribué », détaille Nathalie Ternois, directrice

agriculteur du groupe coopératif des Hauts-de-France et de Seine-Maritime, notamment présent dans les métiers du grain et de la pomme de terre. « La volonté du conseil d'administration est de passer à l'échelle des rotations, à une échelle systémique ».

Pour accélérer cette montée en puissance, la coopérative s'est rapprochée de son homologue Vivescia et de son programme Transitions qu'elle a rejoint en février dernier, tout en maintenant le programme actuel, Sol Vivant. « Nous nous retrouvons sur de nombreuses problématiques communes et en particulier sur une forte clientèle industrielle », précise Nathalie Ternois. « Nous avons fait le choix de ce rapprochement car nos organisations auront du mal à terme à gérer des initiatives dispersées qui peuvent être chronophages », a-t-elle assuré, précisant que l'ambition était de franchir la barre des 10 % de la collecte engagée en 2028.

Vers des « coalitions »

Pour développer les pratiques de l'agriculture régénérative, les coopératives comptent sur les « coalitions » mises en place avec leurs parties prenantes et notamment les opérateurs de l'aval de la filière. À l'initiative de Sol Vivant aux côtés de Noriap et de la fondation Earthworm, Nestlé a très tôt vu dans l'agriculture générative un levier efficace de sa décarbonation. « Lorsque nous avons évalué notre empreinte carbone, nous nous sommes rendu compte que notre amont agricole en représentait près de 70 % », a expliqué Charles Léonardi, directeur général Supply Chain chez Nestlé. Soucieux de satisfaire les objectifs du géant suisse de l'agroalimentaire d'atteindre un « net zéro » en 2050 tout en sécurisant ses approvisionnements, il a investi dans l'agriculture régénérative, via un système de primes. « Alors que l'objectif pour la France était de 20 % d'agriculture régénérative en 2030, on en est déjà à plus de 30 % », s'est-il réjoui. « La construction de "coalitions" constitue la clé du passage à l'échelle de l'agriculture régénérative », a conclu Anne Trombini, directrice générale de l'association. « Pour une Agriculture du Vivant ». « C'est aussi la raison pour laquelle nous avons beaucoup œuvré en faveur d'un « indice de régénération » en étroite concertation avec les agriculteurs et le conseil scientifique, et cela « sans dogmatisme », a-t-elle insisté. Cet indice doit permettre de piloter les progrès de la démarche, de valoriser ses contraintes, et enfin de construire des innovations financières « publiques et privées », « sous la forme de taux bonifiés, d'assurances ou encore d'un fléchage des soutiens publics », a-t-elle complété.

Bruno Carlhian

Les propriétés méconnues des sols

Les sols « contiennent presque 60 % de la diversité des espèces qui vivent sur terre », a insisté Marc André Selosse, microbiologiste et écologue, en guide d'introduction à la conférence de la Coopération agricole sur l'agriculture générative. Ceux-ci ont un impact « sur la diversité des espèces » mais aussi « sur la diversité des interactions qu'elles ont avec leur milieu et qu'elles contribuent à structurer », a-t-il poursuivi. Le sol a aussi la propriété de « broyer de la matière organique, minérale et de l'atmosphère » pour les transformer en fertilité, a poursuivi le professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle et à l'Institut Universitaire de France. Parmi leurs autres précieuses fonctions, les sols ont celle de retenir l'eau « grâce aux trous formés par des êtres vivants » tandis que les champignons qui y prospèrent « s'associent aux racines des plantes et leur amènent de la fertilité et de l'eau contre du sucre », a-t-il exposé.

LA FILIÈRE CUIR IMPACTÉE PAR LE CLIMAT

Le 7^e Sustainable Leather Forum (Forum du cuir durable) s'est récemment tenu à Paris. Les grandes marques de luxe et de prêt-à-porter sont devenues très sensibles à la réduction de l'empreinte environnementale des matières premières.

« La production bovine contribue jusqu'à 80 % de la déforestation en Amazonie », attaque Payal Luthra, responsable mondiale du secteur habillement et textile du WWF-USA*.

Elle pointe les conséquences induites des pratiques agricoles locales qui font chuter les précipitations, détruisent la biodiversité, accroissent les périodes de sécheresse et finalement réduisent les rendements végétaux (maïs et soja notamment). Son organisation non gouvernementale a également identifié à travers le monde des zones à risques où l'eau pourrait venir à manquer pour la culture du coton. Une grande partie de l'Amérique du Sud, l'Inde, la Chine, le sud-est asiatique, les zones tropicales africaines et américaines sont les premières concernées.

Brozyna rapporte ainsi avoir vu dans certains pays comme l'Inde et le Mexique « des files de camions citernes pleins d'eau approvisionner les tanneries locales ... qui subissent la pression des marques ». Pour prévenir les éventuels manques d'eau et réduire l'empreinte hydrique, les tanneurs misent sur la recherche et l'innovation avec la réutilisation des bains, notamment en « pré-trempe », en boucles fermées en eau froide mais aussi en récupération de calories pour la recycler en énergie. Les acteurs de la filière travaillent aussi sur l'osmose inverse (lire encadré), les nouveaux produits chimiques biosourcés. « Mais on a encore peu de retour sur leur efficacité », concède le directeur des Tanneries Haas. À l'image des agriculteurs, il craint qu'on « nous interdise de produire mais pas d'importer ».

Christophe Soulard

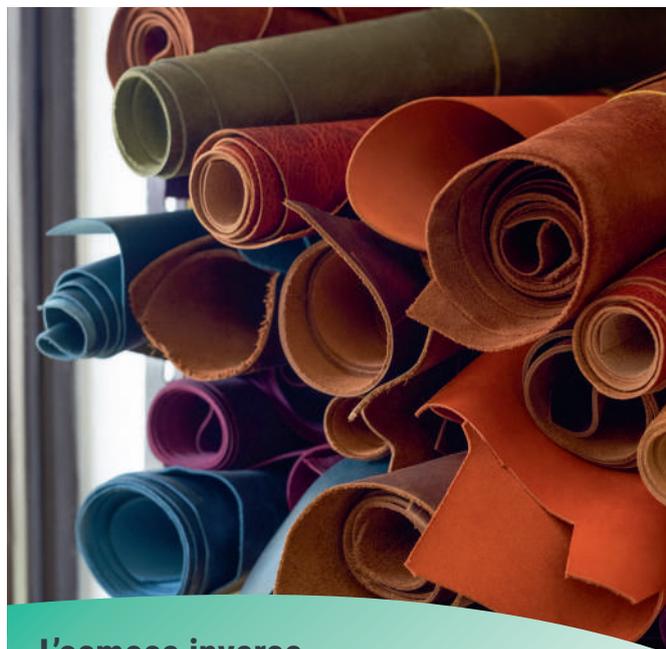
Réduire l'empreinte environnementale

En Europe et en France, les pratiques culturales et d'élevage ainsi que le changement climatique peuvent impacter la filière cuir, s'accordent les responsables des tanneries. « L'eau devient notre principal sujet de préoccupation », certifie Jean-Christophe Muller, directeur général des Tanneries Haas créées en 1842 et labellisées « entreprise du patrimoine vivant ». Il lui faut une eau de qualité et en quantité pour réaliser ses opérations de tannage mais aussi répondre aux normes fixées par l'administration pour la rejeter soit dans le milieu naturel soit dans une station d'épuration. Dans tous les cas, « nous travaillons à réduire au maximum notre empreinte environnementale » assure-t-il, ambitionnant de produire avec une nouvelle unité de production 1 mètre carré de cuir avec 50 % d'eau en moins. « C'est aussi notre objectif », confirme son collègue Kerry Brozyna, PDG de Qualus, qui a installé des compteurs d'eau à tous les postes de travail. « En plus, nous mettons des billes spéciales dans les tambours qui permettent de mieux absorber les produits chimiques et qui réduisent la consommation d'eau ». Jean-Christophe Muller estime aussi nécessaire de revoir les formulations du tannage et d'amplifier les pratiques de recyclage et de réutilisation des eaux usées traitées (REUT).

Recherche et innovation

L'enjeu est également économique, insiste Kerry Senior, directeur de l'International Council of Tanners, qui rassemble la moitié des producteurs de cuir dans le monde. « On doit donner des gages à nos acheteurs en étant plus transparents sur notre façon de travailler les peaux ». Car certaines pratiques sont loin d'être vertueuses. Kerry

(*) World Wide Fund for Nature



L'osmose inverse

L'osmose inverse est un procédé de séparation par membrane : on fait passer de l'eau sous haute pression à travers une membrane semi-perméable. La membrane retient les sels, impuretés, métaux lourds, colorants, graisses, matières organiques et ne laisse passer que l'eau. Le procédé permet d'obtenir deux flux : d'un côté le « perméat » (une eau très pure) et de l'autre le « concentrat », une solution riche en polluants et sels, qui doit être traitée ou valorisée.

LA BIOSÉCURITÉ EN ÉLEVAGE PORCIN : une assurance pour les éleveurs et pour la filière porcine face à la menace de FPA - Fièvre Porcine Africaine !

La France est sous la menace de la FPA notamment par la proximité de foyers dans l'ouest de l'Allemagne et le nord de l'Italie, à quelques dizaines de km de la France ; le risque d'une transmission du virus de la FPA de proche en proche par les sangliers depuis les pays voisins infectés ou, plus probablement, via les activités humaines est toujours aussi présent.

Zonage FPA en Europe

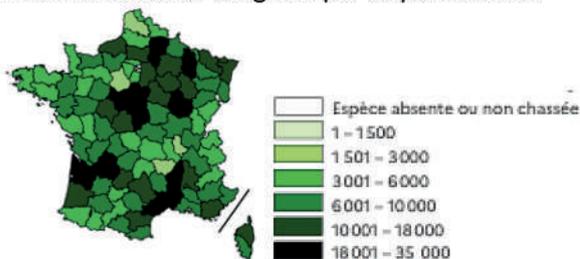
(source Commission européenne 25/08/2025)

Zones réglementées :

- I en limite de zone indemne
 - II où seuls les sangliers sont touchés
 - III où porcs et sangliers sont touchés
- Zones indemnes UE

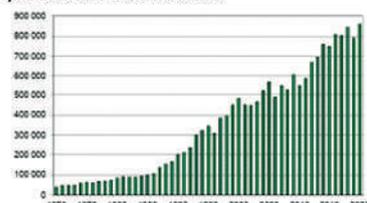


Le sanglier vecteur majeur de diffusion du virus Prélèvements de sangliers par départements



Cumul national depuis 50 ans, hors parcs et enclos

La population était estimée à 1 500 000 individus en 2023 pour un prélèvement de 850 000



(Source OFB FNC FDC 2023)

CAMPAGNE POUR LA BIOSÉCURITÉ : TOUS CONCERNÉS !

▶ LES ELEVEURS !

RESPECTEZ LES MESURES DE BIOSÉCURITÉ

- Déclarez immédiatement tout cas suspect (vivant ou mort) à votre vétérinaire sanitaire. Respectez les précautions sanitaires dans votre ferme.
- Ne nourrissez pas vos porcs avec des résidus non traités ou des déchets de cuisine.
- Évitez tout contact direct ou indirect avec les sangliers sauvages. Mettez les nouveaux porcs de votre élevage en quarantaine.
- Nettoyez et désinfectez tout matériel que vous partagez avec d'autres fermes et des chasseurs de sangliers.
- Empêchez les visiteurs d'être en contact direct ou indirect avec vos porcs si cela n'est pas nécessaire.

▶ LES VOYAGEURS !

RESPECTEZ LES PRÉCAUTIONS

Vous revenez d'un voyage à l'étranger ?
En voiture, car, train, avion, bateau ?

- Ne transportez pas de porcs ou de produits d'origine porcine. Sinon déclarez-le aux autorités des transports.
- Jetez vos restes de repas dans des poubelles adaptées et fermées afin qu'ils ne soient pas consommés par les sangliers.

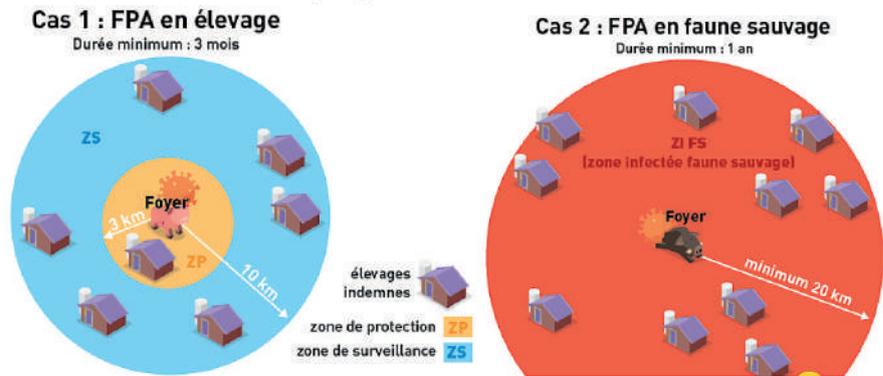
▶ LES CHASSEURS !

RESPECTEZ LES PRÉCAUTIONS

- Signalez rapidement tout sanglier mort ou malade au réseau SAGIR.
- Appliquez strictement les règles d'hygiène (nettoyage/désinfection bottes, gants, voiture, vêtements).
- Séparez votre activité de chasse de celle d'élevage.
- De retour d'une chasse à l'étranger, ne ramenez pas de venaison ni de trophée.

BIOSÉCURITÉ : L'UNIQUE BARRIÈRE POUR PROTÉGER VOS ÉLEVAGES !

En cas de foyer de FPA en élevage ou sur sanglier sauvage, les conséquences pour les élevages et la filière seront immédiates : abattage total du foyer élevage, mise en place de zones réglementées et blocage des mouvements d'animaux, pour des durées pouvant aller jusqu'à un an après la découverte du dernier sanglier sauvage contaminé. La filière doit donc se préparer dès maintenant.



► Dérogation possible à l'interdiction de mouvements selon le statut du mouvement d'animaux

En fonction du statut du mouvement, qui sera lui-même défini selon plusieurs critères listés ci-dessous, des dérogations aux interdictions de mouvements pourront être accordées.

Deux types de mouvements d'animaux seront définis :

1. MR-PPA : mouvement respectant les exigences réglementaires relatives à la FPA
2. MNR-PPA : mouvement ne respectant pas les exigences réglementaires relatives à la FPA

Le statut de chaque mouvement sera déterminé selon trois critères relatifs à l'élevage :

- la réalisation d'une surveillance vétérinaire
- le suivi hebdomadaire de la mortalité
- le niveau de biosécurité de l'élevage

L'évaluation du niveau de biosécurité sera réalisée à l'aide d'une grille officielle exclusivement utilisée par des vétérinaires mandatés par l'Etat, dans les élevages situés en zone réglementée FPA.

Cette grille est en cours d'élaboration par la DGAL.

- Certains items seront réhabilités, par exemple :
- Emplacement et équipement du SAS sanitaire,
 - Aliment - Paille - Litières inaccessibles aux sangliers,
 - Localisation de la zone d'équarrissage et modalités de stockage des cadavres

Pour accompagner les éleveurs sur la biosécurité et disposer d'un état des lieux global du niveau de biosécurité des élevages porcins français, les audits Pig Connect Biosécurité sont déployés depuis 4 ans.

A ce jour et sur la base du projet de grille officielle, plus de 51% des sites d'élevage n'auraient pas un niveau de biosécurité conforme et verraient alors leurs mouvements d'animaux classés MNR-PPA.

Ce statut MNR-PPA, s'il est attribué à un lot de porcs, aura pour conséquences de limiter les débouchés possibles pour les viandes et produits issus de ces porcs.

► En résumé pour l'éleveur :



Loup

POUR LA FNO, LE PLAN LOUP EST « UN ÉCHEC »

La Fédération nationale ovine (FNO) a organisé une rencontre avec la presse dans la Nièvre, un département frappé par plusieurs attaques de loups.

La rencontre se tient sur l'exploitation de Charlène et Mathieu Moreau, dans le bocage du Morvan au Sud de Nevers. Leur troupeau de brebis a été attaqué à deux reprises depuis le mois d'août dernier. Bilan 33 animaux tués (22 agnelles et 11 brebis), 9 brebis blessées dont 3 ont avorté. Il est entouré d'une demi-douzaine d'éleveurs de la région qui ont tous été récemment attaqués. Le loup n'est pas officiellement établi dans la Nièvre, ce qui n'empêche pas ce département d'être, au 15 juin 2025, le 5^{ème} département le plus prédaté en termes de constats et de victimes, après les Alpes-Maritimes, le Var, les Alpes de Haute-Provence et la Drôme. Sur la période du 1^{er} janvier au 19 juin 2025, le département de la Nièvre recense 74 attaques de loups pour 331 victimes (+ 60 % par rapport à la même période en 2024). Le sujet est sensible dans cette paisible campagne nivernaise. L'apparition récente du loup (même si les premiers indices remontent à 2016) perturbe les éleveurs, leurs familles, l'entourage, le voisinage. Le maire de Saint Parize le Chatel (commune de l'élevage) était présent pour témoigner de la pression que le loup fait subir aux populations. Les éleveurs nivernais déplorent de plus une forme d'impasse : les systèmes classiques de protection (filets de clôture électrifiés, chiens patou, ...) ne sont pas adaptés à l'élevage tel qu'il se pratique dans le bocage : petits lots de brebis et d'agneaux dans de petites parcelles.

Hausse des attaques et du nombre de victimes

Une situation qui conforte la FNO dans son souhait de réformer le Plan Loup. Car le Plan Loup « est un échec » constate Claude Font, éleveur en Haute-Loire, référent prédation de la FNO. « La présence du loup, et la prédation, continue d'augmenter d'année en année » déplore-t-il. Et d'aligner les chiffres : le loup est désormais présent dans 90 départements. Au 31 mai 2025, 59 départements ont été prédatés. Et le bilan national des attaques s'alourdit : 1 409 attaques au 15 juin (contre 1 119 en 2024), 4 482 victimes (contre 3 597). « On ne veut pas éradiquer le loup », ajoute l'éleveur. « On ne déclare pas la chasse au loup, mais on veut protéger



© iStock/Thomas Larsen

les troupeaux». Et de déplorer le dialogue parfois difficile avec l'administration. Notamment sur le comptage du loup. Le nombre d'individus est estimé à 1 013 fin 2024. Ce chiffre est important, car il fixe le nombre d'animaux qui peuvent être tués. En effet, les « tirs de prélèvement » ne doivent pas dépasser 19 % de la population totale, soit 192 pour l'année 2025. Or, face à la recrudescence des attaques, les tirs ont concerné 78 loups sur les 5 premiers mois de l'année. Alors les autorités gèrent et lèvent le pied sur les autorisations de tir afin de ne pas dépasser ce quota. « On gère le nombre de prélèvement plutôt que la protection des élevages » s'indigne Claude Font.

Dans ce contexte tendu, un petit espoir est apparu. En effet, le niveau de protection du loup a été dégradé et la Commission européenne a décidé de faire passer son statut de protection de « strictement protégé » à « protégé ». Pour la FNO « il s'agit maintenant de traduire ce changement dans le plan loup français » afin d'adapter la réglementation à la réalité du terrain et protéger durablement les élevages. Des évolutions sont attendues et pourraient entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2026. Parmi les améliorations espérées, un assouplissement des règles concernant les tirs de défense (par l'éleveur) ou les tirs de régulation (par les lieutenants de louveteries). La FNO souhaite également une évolution du statut du chien de protection, notamment en ce qui concerne la responsabilité pénale ou civile de l'éleveur en cas d'incidents (morsures, ...). Enfin, la FNO demande une forte revalorisation des indemnisations avec une meilleure prise en compte des pertes indirectes (avortements, baisse de production, abandon de parcelles, ...).

A noter : la ministre de l'Agriculture Annie Genevard se rendra dans les Alpes-de-Haute-Provence ce jeudi 17 juillet. Elle visitera une exploitation à Sisteron et échangera avec des éleveurs, bergers, élus et acteurs locaux sur les défis auxquels fait face le pastoralisme ainsi que sur la menace du loup.

Christophe Soulard

LE NOMBRE D'EXPLOITATIONS HVE SE STABILISE

Après une baisse au 1^{er} janvier 2025 liée à l'entrée en vigueur de la version 4 du référentiel HVE, le nombre d'exploitations certifiées a retrouvé en juillet l'étiage de la mi-2024 avec près de 40 000 exploitations concernées.

Au 1^{er} juin 2025, 39 738 exploitations agricoles françaises étaient certifiées Haute Valeur Environnementale, selon un bilan publié cette semaine par le ministère de l'Agriculture. Ce chiffre marque un rebond avec 2 791 exploitations certifiées de plus qu'au 1^{er} janvier 2025 mais aussi une inversion de tendance après la nette diminution observée pour la première fois entre le 1^{er} juillet 2024 et le 1^{er} janvier 2025 avec 2 825 exploitations en moins.

Les services du ministère expliquent ces montagnes russes par la mise en œuvre progressive de la version 4 du référentiel HVE.

«Après une augmentation ralentie du nombre d'exploitations certifiées HVE depuis le 1^{er} janvier 2023, date de mise en œuvre de la version 4 du référentiel HVE, le nombre a diminué au second semestre 2024, période de fin de la transition accordée pour les exploitations certifiées selon la version 3 de la HVE dont le certificat avait été prolongé jusqu'au 31 décembre 2024», explique la rue de Varenne. «Depuis le 1^{er} janvier 2025, le nombre d'exploitations certifiées HVE ré-augmente pour atteindre quasiment le niveau de juillet 2024».

Le bilan livre plusieurs évolutions significatives ces derniers mois. Depuis le 1^{er} janvier 2023, le nombre d'exploitations certifiées selon la version 4 (v4) de la certification HVE augmente ainsi de façon dynamique. Au 1^{er} juin 2025, 32 509 exploitations agricoles sont certifiées selon la v4 de la certifi-

cation HVE, soit près de 82 % des exploitations certifiées HVE. Au 1^{er} juin 2025, les exploitations certifiées HVE représentent 9,6 % des exploitations agricoles françaises et couvrent au moins 2,25 millions d'hectares, soit environ 8 % de la surface agricole utile (SAU) française d'après le dernier recensement agricole de 2020.

La viticulture domine toujours

Entre le 1^{er} janvier 2025 et le 1^{er} juin 2025, le nombre d'exploitations HVE a augmenté dans toutes les régions avec, toujours, une domination de la viticulture. La part des exploitations certifiées HVE s'élève à 62 % en viticulture, ce qui situe le secteur loin la polyculture bovins-viande (9,1 %), les grandes cultures (6,9 %) ou l'arboriculture (4,3 %) et le maraîchage (3,4 %). Entre le 1^{er} janvier 2025 et le 1^{er} juin 2025, le nombre d'exploitations certifiées a cependant augmenté dans toutes les filières, particulièrement en viticulture (+2 011 exploitations) et en polyculture-élevage (+ 331 exploitations).

La certification Haute Valeur Environnementale est le 3^e et plus haut niveau de la certification environnementale des exploitations agricoles. Cette certification d'exploitation est construite autour de quatre thématiques environnementales : la protection de la biodiversité, la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, la gestion de la fertilisation et la gestion de l'irrigation.

Bruno Carlhian



© iStock-hierry RVO

LA FRANCE, 1^{ER} PAYS PRODUCTEUR EUROPÉEN DE SUCRE

En 2024-2025, la France a produit 4,7 Mt de sucre. Selon Cultures sucre, les planteurs ont cultivé 447 000 hectares de betteraves sucrières et de cannes à sucre.

Le Hexagone fait partie des quelques pays de la planète à la fois producteurs de sucre de betterave et de sucre de canne. Cultures sucre, « l'association loi 1901 qui regroupe les planteurs de betterave sucrière et les fabricants de sucre français, avec pour mission de valoriser l'ingrédient sucre », dresse un panorama de la campagne 2024-2025.

En France métropolitaine, 23 000 planteurs ont cultivé 411 770 hectares (ha) de betteraves et produit 32,9 millions de tonnes (Mt) de racines. Dans les départements et territoires d'outre-mer, plus de 2 Mt de cannes à sucre ont été récoltées sur 35 220 ha. La France a produit environ 4,7 Mt de sucre en 2024-2025 dont 4,5 Mt issues de la transformation de betteraves et 200 000 tonnes par extraction du jus de canne.

La France est ainsi le 1^{er} pays producteur européen de betteraves sucrières, ce qui la hisse à la deuxième place au niveau mondial derrière la Russie. Et en cumulant ses deux productions betteravière et de canne, notre pays est le 9^{ème} pays producteur au monde de sucre.

Il est aussi en tête des pays européens distillateur de bioéthanol. La moitié des 14,8 millions d'hectolitres produits en 2024 est de l'alcool de betterave.

Le sucre est un des ingrédients quotidiens majeurs des Français. Il entre dans la composition d'une multitude d'aliments, de médicaments ou encore de produits cosmétiques.

Le bioéthanol se substitue partiellement ou totalement aux hydrocarbures fossiles (E85, SP10, SP98, SP95). Il est aussi employé par l'industrie de la parfumerie ou de la fabrication de gel hydro-alcoolique.

Patrimoine national

Pour les Français, la filière sucrière fait partie du patrimoine national. Elle garantit la souveraineté de leur pays. « Plus de 90 % d'entre eux assimilent le sucre à un ingrédient d'origine naturelle et hexagonale à la fois », selon Cultures sucre. Pour autant, seuls 53 % de nos concitoyens savent que le sucre qu'ils consomment, est produit en France.

Ancrée dans les territoires, la filière sucrière emploie des dizaines de milliers de salariés ruraux. En France métropolitaine, le chiffre avancé par Cultures sucre est de 70 000. Les vingt sucreries réparties en Haut de France et dans la région Grand-Est sont à moins de 30 kilomètres des exploitations des 23 000 planteurs auprès desquels elles collectent leurs racines.

Par ailleurs, les filières sont totalement inscrites dans l'économie circulaire. « Dans les sucreries, l'eau extraite des betteraves couvre 90 % à 100 % des quantités nécessaires à leur fonctionnement », soutient Cultures sucre. Les pulpes composent les aliments pour animaux et la mélasse pour produire des levures ou des fertilisants. Enfin, les planteurs se sont engagés à réduire de 35 % les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon de 2030 et les sucreries, leurs émissions industrielles de 80 % d'ici 2050.

Frédéric Hénin

LE RETOUR D'AGRISIMA EN FÉVRIER 2026

Le prochain Salon international du machinisme agricole (AgriSIMA) se tiendra au Parc des expositions de Paris-Villepinte du dimanche 22 février au mercredi 26 février 2026. En même temps que le Salon international de l'Agriculture.

Retrouver les belles heures du machinisme et de l'agroéquipement tel qu'elles étaient encore quelques années auparavant. Telle est l'ambition affichée par les organisateurs du prochain AgriSima qui se rappellent le « *dernier beau SIMA de 2019* », celui d'avant Covid. Cet épisode a quelque peu freiné les ardeurs des exposants. Damien Dubrulle, président d'Axema, le syndicat des industriels de l'agroéquipement, concède en outre que le salon d'alors ne répondait plus à la demande des agriculteurs. Il est vrai qu'après avoir grimpé jusqu'à environ 250 000 entrées en 2013, la fréquentation s'est repliée autour de 230 000 visiteurs en 2019 puis 153 000 en 2022 (le premier SIMA d'après-Covid.) Cependant, « *nous ne nous y retrouvons pas. C'est pourquoi nous avons décidé de changer de formule et de confier l'événement à Profield Events et son président, Frédéric Bondoux pour le rendre plus convivial et plus ouvert* ». L'idée est de réaliser un « *salon de filière qui rassemble les grandes cultures et la polyculture-élevage et de passer d'un salon d'agroéquipement à un salon de production agricole* », a expliqué Frédéric Bondoux. Le positionnement en février ne doit rien au hasard. Il s'inscrit dans le calendrier des autres salons professionnels français et européens.

« Feuille blanche »

Pour relancer un salon absent des événements depuis quatre ans (celui de 2024 a été annulé faute de synergie avec le coordonnateur d'alors, Expositima et les représentants de l'agroéquipement), les responsables d'AgriSIMA espèrent drainer des agriculteurs qui se sont inscrits sur le Salon international de l'Agriculture qui lui se déroule Porte de Versailles à Paris. Le Salon n'a pas encore fait le plein des 1 200 exposants attendus. « *Les vacances estivales viennent de se terminer et les budgets prévisionnels pour 2026 ne sont pas encore finalisés* », a indiqué Frédéric Bondoux, président d'AgriSima, qui reste optimiste même si « *le contexte national et international n'est guère porteur, avec la démission du Premier ministre et les tensions géopolitiques en Ukraine et au Moyen-Orient* ». Les constructeurs de matériel agricole devraient réserver près des trois-quarts des stands dont le prix de location au mètre carré a baissé de 30 %. Les autres espaces devraient être occupés par d'autres partenaires et fournisseurs de l'agriculture comme les entreprises de l'agrofourniture (fertilisation, semences, protection des plantes...) et des services (Banques, assurances, conseils spécialisés, laboratoires...) « *Les exposants ont jusqu'au 31 octobre date limite pour déposer leur dossier* », a précisé Damien Dubrulle, conscient de « *repartir d'une feuille blanche* ». L'AgriSIMA 2026 offrira des nouveautés à l'image des 10 000 mètres carrés dédiés à six pôles d'expertise (Grandes cultures, Élevage, Tech, Énergie, Territoire et Campus) qui seront animés à la fois par un(e) agriculteur/trice et un(e) expert(e). Les organisateurs espèrent accueillir 200 000 visiteurs.

Christophe Soulard



L'UE ET L'AUSTRALIE EN PANNE DE CROISSANCE

Parmi les six pays exportateurs majeurs de produits laitiers, l'Argentine, la Biélorussie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande voient leur production croître depuis des mois tandis que la collecte de lait stagne en UE et fléchit en Australie.

Au cours des cinq premiers mois de l'année, la collecte de lait a stagné dans l'Union européenne comparée à l'an passé (61,8 millions de tonnes (Mt), soit -0,3 % versus 2024), note l'Institut de l'élevage dans le dernier numéro de « Tendances Lait Viandes ». Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne sur le Vieux Continent. Tandis qu'en Irlande, la quantité de lait produite a progressé de 8 % sur un an et de 1,4 % en Pologne, moins de lait a été acheté aux éleveurs aux Pays-Bas (-1,2 %) et en Allemagne (-2,0 %).

En France, la collecte de lait était supérieure à l'an passé pendant le second trimestre 2025. Le retard pris pendant l'hiver avait quasiment été comblé à la fin du mois de juin dernier. Mais, depuis, la quantité de lait livré est inférieure à l'an passé. La canicule, la recrudescence d'épizooties et le manque de fourrage disponible pourraient durablement plomber la production laitière française.

En Australie, la conjoncture est même négative. La production de lait s'est repliée au mois de mai dernier de 3,8 % sur un an. Le début de la campagne 2024/2025 est resté marqué par une progression de la collecte sur un an, selon l'Idèle, avant de refluer depuis le mois de novembre 2024 sans discontinuer. Pour la prochaine campagne 2025/2026, Dairy Australia prévoit une baisse de la production nationale de lait de 1 à 2 % en raison des nouvelles cessations d'activité attendues et de la persistance de conditions climatiques peu favorables à la production fourragère dans certaines régions laitières (Victoria, Tasmanie, Sud-Est de l'Australie Méridionale, pointe Sud-Est de l'Australie Occidentale).

Fort dynamisme en Nouvelle-Zélande

A contrario, la dynamique dans laquelle s'inscrivent depuis le mois d'août 2024, les quatre autres pays exportateurs majeurs de produits laitiers – Argentine, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande – se poursuit parfois pour le 10^{ème} mois consécutif.

En Nouvelle-Zélande, la campagne laitière 2024/2025 s'est achevée en mai 2025 par un net rebond de la production sur un an (+8,3 % /2024 à 993 000 t). En cumul sur la campagne laitière (juin 2024 – mai 2025), la collecte de lait a fortement progressé aussi bien en quantité (21,62 Mt ; +2,7 %) qu'en matière sèche utile (+3,1 % à 1,73 Mt). Le prix record du lait payé par Fonterra (10 NZ\$/kg MS soit 5,52 €), pousse les éleveurs néozélandais à reporter les réformes de leurs vaches.

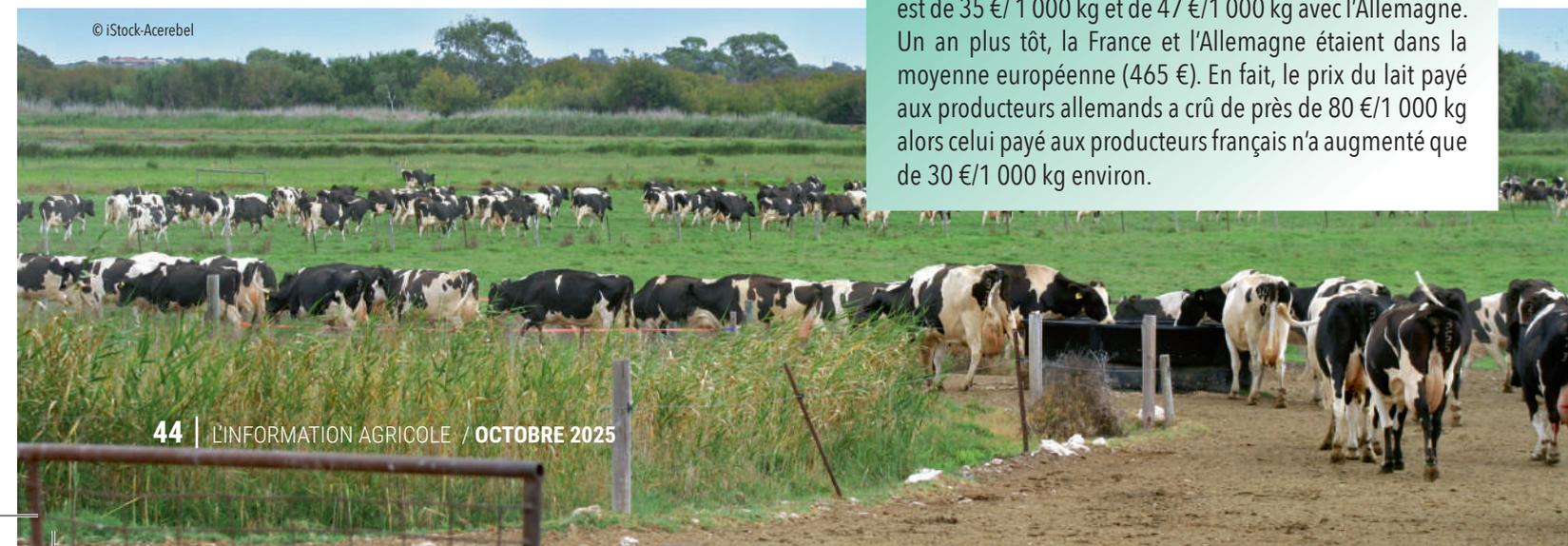
« Aux États-Unis, la production continue sa progression depuis le début de l'année civile », souligne l'Idèle. En mai 2025, elle affichait une hausse de 1,6 % sur un an, à 9,04 Mt. L'augmentation des marges brutes tout au long de 2024 stimule la production laitière. L'Argentine sort pour sa part de plusieurs années noires. La collecte croît sensiblement depuis le début de l'année (3,94 Mt sur cinq mois ; +11 % /2024) sans avoir retrouvé son niveau de 2023. Elle reste en repli de 5 %.

Actuagri

Prix du lait : l'écart entre la France et l'Allemagne se creuse

En France, les 1 000 kg de lait étaient payés 496 € au mois de juin dernier, en Allemagne 540 € et au Danemark 560 €. L'écart de prix entre la France et la moyenne européenne est de 35 €/1 000 kg et de 47 €/1 000 kg avec l'Allemagne. Un an plus tôt, la France et l'Allemagne étaient dans la moyenne européenne (465 €). En fait, le prix du lait payé aux producteurs allemands a crû de près de 80 €/1 000 kg alors celui payé aux producteurs français n'a augmenté que de 30 €/1 000 kg environ.

© iStock-Acerebel



LES PRIX DES GROS BOVINS EN FRANCE À LA TRAÎNE

Bien que les cours des jeunes bovins et des vaches de réformes battent régulièrement des records, ils demeurent inférieurs à ceux observés hors de nos frontières. Mais le prix de la viande au détail dissuade les consommateurs d'en acheter.

Le phénomène est observé aussi bien en France que dans l'ensemble de l'Union européenne. Depuis la fin de la crise de la Covid, la faiblesse de l'offre en bovins finis est le moteur de la hausse des cours, malgré le ralentissement de la demande. Une érosion de la production qui se poursuit, du fait de la diminution des effectifs des troupeaux laitiers consécutifs aux gains de productivité, de l'extensification de l'élevage allaitant, des cessations d'activité dans l'élevage etc.

Cet été, dans un contexte d'accélération des abattages, les prix de la viande ont tendance à stagner. Des producteurs livrent en effet actuellement des vaches à l'abattage pour avoir moins d'animaux à nourrir au cas où les fourrages venaient à manquer dans les mois à venir. Dans ce contexte, la vache U ne parvient toujours pas à dépasser les 7€/kg de carcasse. Lors de la semaine 28, close le 13 juillet, le cours stagnait à 6,93 €/kg même si, sur un an, la hausse est tout de même de 16 %. « Par ailleurs, les prix des vaches laitières françaises progressent toujours, gagnant 9 centimes en quatre semaines pour la vache O, à 6,21 €/kg », souligne l'Institut de l'élevage. L'augmentation de ces cours ralentit. Mais la vache P se vend dorénavant plus de 6 €/kg de carcasse.

La France distancée

Depuis un an, la France ne se distingue plus sur le marché européen avec des prix supérieurs à ceux observés notamment Outre-Rhin ou en Irlande. Début juillet, la cotation française était largement distancée par ses voisines du Nord. Dorénavant, la vache O française est à peine plus élevée qu'en Pologne (6,17€/kg au début du mois de juillet, +43 % versus 2024). Selon l'Institut de l'élevage, la vache O allemande est passée loin devant ses homologues européennes, à 6,70 €/kg de carcasse en semaine 28 (+55 % versus 2024). En Irlande, elle se vend 6,50 €/kg (+52 % comparée à 2024) et en Belgique, la cotation se maintenait à 6,36 €/kg début juillet (+50 % versus 2024). Sur le marché des jeunes bovins, le constat est similaire. La France est devenue un marché très compétitif. « La cotation française du jeune bovin U a gagné 2 centimes en quatre semaines pour atteindre 6,59 €/kg de carcasse en semaine 28 (+24 % comparée à 2024) », souligne l'Idede. Mais le JB U espagnol cotait 6,97 €/kg carcasse (+26 % versus 2024, stable sur quatre semaines) et l'allemand a atteint 7,16 €/kg carcasse (+46 % versus 2024, +2 % sur un

mois). Le jeune bovin R polonais connaissait également une nouvelle hausse, à 7,03 €/kg de carcasse (+45 % versus 2024, +5 % en quatre semaines).

Alerte sur la consommation

Dans le même temps, les consommateurs ne sont pas tous prêts à payer toujours plus cher pour leur steak. Les prix du bœuf et du veau au détail continuent d'évoluer (+ 4,9 % sur un an) plus rapidement que l'inflation générale (autour de 1 %). Ils reflètent l'augmentation des cours de la viande payés aux producteurs. En conséquence, la consommation par bilan de viandes bovines (y compris veau) a chuté de 7 % au mois de mai dernier comparé à 2024. Sur un an, la baisse est de 4 %. Autrement dit, les abattages sont de moins en moins compensés par des importations de viande plus chère qu'en France.

Frédéric Hénin



© iStock

Nourrir le monde en 2050

ÉRADIQUER LA MALNUTRITION, UN OBJECTIF IMPOSSIBLE À ATTEINDRE

L'augmentation de la production agricole mondiale tout au long du 21^{ème} siècle, inférieure à celle des besoins de la population, ne permettrait pas de réduire à néant la malnutrition.



Dans son dernier rapport « Perspectives agricoles 2025-2034 », l'Organisation de coopération et de développement économique et la FAO sont persuadés qu'il est possible d'éradiquer, sous certaines conditions, la sous-alimentation à l'échelle mondiale à l'horizon de 2030. Mais dans un article publié par Demeter 2025 « Nourrir 2050 : de la fiction à la réalité », Marine Raffray, une des contributrices de l'ouvrage et auteure de l'article « 2050 : l'insécurité alimentaire mondiale inévitablement amplifiée ? », démontre au contraire que l'insécurité alimentaire restera endémique, quels que soient les scénarios économiques décrits dans l'ouvrage. La production agricole mondiale croîtrait toujours, en quantité et en qualité, (+50 % d'ici 2050 par rapport à 2010) moins vite que les besoins de la population.

Alors que la malnutrition est un fléau mondial et international, la réduire, voire l'éradiquer dépend fortement des politiques économiques et agricoles conduites dans chaque pays et de leurs interactions sur les échanges commerciaux.

Par ailleurs, l'urbanisation croissante de la population modifiera les habitudes alimentaires, surtout dans les pays où les revenus des ménages croîtront. Dès qu'ils en auront les moyens, ces derniers consacreront même une part croissante de leur budget pour mieux se nourrir. Mais l'exode rural déportera une partie de la pauvreté des campagnes vers les villes.

Dégradation de la qualité de la nourriture

Le scénario « Tendanciel », décrit par Marine Raffray s'inscrit dans la continuité des politiques économiques, sociales et environnementales actuelles. « Les progrès environnementaux sont lents, les écosystèmes s'en trouvent dégradés et le changement climatique se poursuit », précise Marine Raffray. La FAO estime la population mondiale à 9,6 milliards d'habitants (Mds d'h) en 2050, dont 2,6 Mds d'ha en Afrique, contre 8,1 Mds d'ha actuellement. La qualité de la nourriture produite se dégraderait au fil du

temps, une des conséquences méconnues de l'augmentation de la concentration de CO₂ de l'atmosphère.

Dans ce scénario « Tendanciel », 2,5 milliards de personnes seraient encore touchées par la pauvreté en 2050, soit une hausse de 39 % par rapport à la situation actuelle. Par ailleurs, 26 % de la population vivrait sous le seuil de pauvreté avec parmi elle, 600 millions de personnes au cœur de conflits appelés à se multiplier. Enfin, 11 % de la population souffrirait de sous nutrition.

Les deux autres scénarios « Libéralisme et Haute technologie » et « Montée des souverainetés adverses » présentés par Marine Raffray, ne donnent pas la priorité à l'éradication de la malnutrition et la pauvreté. Ces scénarios ne s'inscrivent pas non plus dans les objectifs de la COP 2020 sur le climat. La nourriture disponible plus importante serait inégalement répartie entre les populations.

Une libéralisation accentuée de l'économie mondiale, tel que l'envisage le scénario « Libéralisme et Haute technologie » mentionné par Marine Raffray, accroîtrait pauvreté et sous-nutrition. Elles affecteraient 14 % de la population mondiale (de 10,1 Mds d'ha).

Le troisième scénario intitulé « Montée des souverainetés adverses », est « caractérisé par la montée des nationalismes, des rivalités entre puissances et des conflits », avec leurs hordes de miséreux, précise l'auteure. Sur les 10,1 Mds d'habitants, quatre milliards de personnes (40 % de la population mondiale) seraient pauvres, deux fois plus qu'actuellement et 16 % de la population mondiale serait victime de sous-nutrition. Seul le scénario « Transition systémique » verrait « le monde peuplé de 8,9 Mds d'ha s'orienter vers une trajectoire de développement durable et de coopération entre Etats », défend Marine Raffray.

La priorité donnée aux productions végétales, et aux protéagineux en particulier, aux dépens des filières animales, rendrait possible la baisse de moitié du nombre de personnes en situation de pauvreté. La prévalence de la sous-nutrition tomberait à 4 % et l'insécurité alimentaire à 13 %.

Frédéric Hénin

LE BRÉSIL, ACTEUR MAJEUR DU MARCHÉ MONDIAL

© iStock

Deuxième pays producteur au monde de viande bovine et de bovins vifs, le Brésil est en tête des pays exportateurs. Il a les moyens de répondre aux demandes croissantes des marchés. Sa viande est compétitive et rentable.

Après deux années fastueuses, 2025 sera une année de répit dans les élevages brésiliens de bovins viande, selon l'Institut de l'élevage. Les abattages d'animaux ne progresseraient que de 0,4 % par rapport à l'an passé. Le Brésil achève ainsi une phase de décapitalisation, identifiée depuis 2022, par un accroissement massif des abattages de 2 millions de tonnes équivalent carcasse (Mtéc). Cette année, sa production de viande bovine atteindra 11 Mtéc.

Le pays détient le plus important troupeau de bovidés au monde (192,6 millions de têtes ; -1,8 million en un an) dédié à la production et à l'exportation de viande bovine. Mais bien moins productif que le cheptel étasunien (72 millions de bovins), le Brésil (10,9 Mtéc) est devancé par son voisin nord-américain (12,3 Mtéc) où la production est relativement stable.

Entre 2022 et 2024, la production mondiale de viande bovine a progressé de 2,3 Mtéc et atteint 78,1 Mtéc. Deux pays portent cette croissance en approvisionnant les marchés de l'export : le Brésil (10,9 Mtéc ; +2 Mtéc) et l'Australie (2,6 Mtéc ; +0,7 Mtéc). Dans le reste du monde, la production a globalement diminué. Le repli notable est celui des États-Unis, premier pays producteur au monde de viande bovine (12,3 Mtéc) où la production a cependant baissé de 0,6 Mtéc. Aussi sont-ils importateurs nets de près de 700 000 téc.

Ces cinq dernières années, le Brésil est aussi en tête des pays exportateurs de bovins vifs (1 million d'animaux l'an passé, cinq fois plus qu'en 2022). Il devance le Canada (790 000 têtes) et le Mexique (765 000 têtes) qui expédient l'essentiel de leurs animaux aux États-Unis, le premier pays importateur au monde de bovins vifs.

Géographiquement, les deux marchés mondiaux du vif et de la viande se chevauchent à peine. La moitié de la viande brésilienne exportée est livrée en Chine. L'Empire du milieu (3,53 Mtéc) achète à lui seul, auprès de divers pays fournisseurs, autant

de viande que le Brésil n'en exporte. Mais ces deux dernières années, la denrée brésilienne vendue en plus a été expédiée en Amérique du Nord (367 000 téc ; +87 %) structurellement déficitaire, mais aussi au Moyen Orient (+64 % ; 268 000 téc).

Simultanément, le Brésil a inondé le Maghreb et le Moyen Orient d'animaux vifs. Au moins 1,6 million de bovins en plus a été expédié en deux ans. En 2024, « l'Irak (328 000 têtes, x 6 versus 2023) a surpassé la Turquie, devenant le premier acheteur de vif brésilien (316 000 têtes) ».

Une expansion sans limite

Depuis 2015 (1,5 Mtéc), ce dernier a continuellement augmenté ses exportations de viande au même rythme que les importations chinoises.

A contrario, les exportations de bovins vifs sont très cycliques, avec des années de recapitalisation pendant lesquelles peu de bêtes sont vendues afin de donner la priorité à la viande et des années avec des pics d'exportations, comme l'an passé, en 2018 voire en 2014. Mais la Turquie est toujours la principale destination des animaux vendus en plus.

Comparés à ses principaux concurrents, le Brésil est le pays le plus compétitif. Compte tenu de l'offre abondante, le prix de sa viande désossée réfrigérée est passé ces deux dernières années sous le seuil de 5 € par kg de produit après le pic de 6 € en 2022. Elle est, après l'Inde, (environ 4 €/kg), la moins chère au monde sur le marché de l'export. Mais surtout, le système extensif brésilien (- 500 bêtes par ferme) est le plus rentable au monde avec des marges de plus de 1,30 €/kg. Le prix de vente sortie exploitation couvre, comme aux États-Unis, tous les facteurs de production, alors qu'en Argentine et en Australie, il est parfois inférieur de 300 € par 100 kg aux coûts totaux. Autrement dit, les éleveurs de ces pays ne parviennent pas à rémunérer correctement leur travail.

Frédéric Hénin

MENACES SUR LE RIZ EN ASIE ?

D'ici 2050-2100, l'exode rural en Asie du Sud pourrait compromettre la pérennité de la culture irriguée du riz. Le manque de main d'œuvre pourrait rendre le repiquage des plants impossible. La production mondiale de riz reposera alors sur des variétés implantées par ensemencement direct moins productives. L'Afrique ne pourrait plus compter sur des excédents asiatiques pour combler ses déficits.

Sur la planète, le riz est essentiellement consommé là où il est produit. Sur les 540 millions de tonnes (Mt) récoltées dans le monde, seules 60 Mt sont engrangées pour être exportées en Asie du Sud-Est (19 Mt), en Afrique (23 Mt) et au Moyen Orient (8,3 Mt). En Asie du Sud, la riziculture irriguée est très intensive avec plusieurs productions annuelles. Elle nécessite beaucoup de main d'œuvres, notamment en période de repiquage. Cultivés dans des pépinières, les jeunes plants sont arrachés 2-3 semaines après leur semis puis sont transplantés dans la rizière. L'âge des plants au moment du repiquage conditionne la réussite de la culture (la reprise des plants, le tallage, l'épiaison et le rendement). Toutefois, le repiquage est manuel. Il se fait en foule ou en ligne. Puis la rizière fait l'objet de travaux d'entretien - désherbage, fertilisation, conduite de l'eau et gardiennage - jusqu'à la récolte.

Potentiel de production

Mais dans les grands pays producteurs de riz irrigué, l'exode rural menace la pérennité de cette culture et par conséquent leur sécurité alimentaire et celle d'une partie de la planète, selon Alain P. Bonjean, consultant, international, membre de l'Académie de l'agriculture dans un article publié dans le Déméter 2025 « *Nourrir 2050 : de la fiction à la réalité* ». « *Le repiquage manuel sera alors impossible à l'horizon de 2050-2100, aux vues de la réduction drastique des populations rurales et du nombre d'agri-*

culteurs encore en activité », ajoute l'auteur. Cet exode n'épargnera aucun pays sud asiatique. En Chine, seule 23 % de la population sera encore rurale en 2050 versus 36 % en 2020 et 83 % en 1960 ! Aussi, le pays manquera de main d'œuvre pour être autosuffisant s'il ne modifie pas ses pratiques agricoles. En Inde, 65 % de la population était encore rurale il y a cinq ans et elle le demeurera à 46 % en 2050. Mais toute baisse du potentiel de production de ses cultures irriguées du riz réduira ses excédents et par conséquent, ses capacités d'exportations en Asie et en Afrique. Au Bangladesh et en Indonésie (70 Mt de riz par an), deux pays à peine autosuffisants, pourraient devenir déficitaires sans bras suffisants dans les campagnes.

Stocks pléthoriques

« *Face à ce constat, l'International Rice Research Institute a décidé d'orienter la recherche génétique vers des variétés qui seront implantées par ensemencement direct de riz germé* », rapporte Alain P. Bonjean. Des méthodes de sélection accélérées (« speed breed ») permettront l'obtention de nouvelles variétés adaptées, moins contraignantes en main d'œuvre. Comme ces dernières ne pousseront pas dans des champs irrigués, elles réduiront les émissions de gaz à effet de serre. En Chine, la culture de pommes de terre est aussi appelée à remplacer la culture de riz. Aujourd'hui, les pays exportateurs se comptent sur les doigts d'une main ! Il s'agit essentiellement de l'Inde (24 Mt) du Vietnam, du Pakistan, de la Thaïlande et dans une moindre mesure, les Etats-Unis. La Chine ne fait pas partie de ce cercle très étroit des pays exportateurs. Elle produit pourtant autant de riz que l'Inde (145 Mt chacune). Mais l'Empire du milieu engrange uniquement sa céréale pour la consommer et pour renouveler ses stocks pléthoriques (103 Mt), équivalents à huit mois de consommation intérieure.

Frédéric Hénin



Riziculture sèche

En Afrique sub-saharienne et dans les zones montagneuses du Vietnam, de Malaisie et de Thaïlande, les paysans pratiquent la riziculture sèche. Les graines sont semées directement dans un sol peu fumé. Les apports d'engrais sont faibles. Le riz ne dispose que des eaux des pluies pour se développer. Il n'y a qu'une seule récolte par an et les rendements sont très médiocres (de 7 à 12 quintaux à l'hectare) et surtout très dépendants du niveau des précipitations.

LES ETATS-UNIS SUBMERGÉS PAR LEUR MAÏS

En France, les planteurs redoutent une petite récolte de maïs vendue à vil prix. En produisant 50 Mt de maïs de plus que l'an passé, les Etats-Unis ne parviendront pas à trouver suffisamment de débouchés intérieurs et à l'export pour éviter l'engorgement des marchés. Leurs stocks attendus en hausse de 20 Mt à la fin de la campagne pèsent déjà sur la prochaine.

Depuis une quinzaine de jours, les cours français du maïs ont décroché et demeurent invariablement inférieurs aux deux campagnes précédentes. L'abondance des céréales produites dans le monde et des échanges commerciaux en berne (119 Mt), expliquent ces replis. En Union européenne, la valeur de l'Euro et la baisse des prix du pétrole accentuent aussi ce mouvement de baisse. En attendant, les marchés mondiaux sont insensibles aux conditions climatiques caniculaires qui se sont abattues à deux reprises cet été en France et au sud de l'Union européenne (UE). La production française de maïs estimée à 13,7 Mt le 1^{er} août dernier par le service de la statistique du ministère de l'Agriculture paraît très optimiste. Depuis, les conditions de cultures se sont nettement dégradées. Semaine 32 close le 11 août dernier, FranceAgriMer les a notées bonnes à très bonnes à 67 %, soit 10 points de moins que l'an passé. Les planteurs de maïs vont être contraints d'écouler une petite récolte à petits prix !

Regain d'intérêt

En fait, la sécheresse n'épargne aucun pays européen producteur de maïs. Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) anticipe, pour l'UE, une production de 58 Mt comme l'indique son dernier rapport publié le 11 août dernier. Là encore, l'impact de la dernière période caniculaire n'a pas été pris en compte. Mais l'UE et les autres pays structurellement importateurs de la planète pourront compter sur les marchés pour acheter les quantités de grains qu'ils n'auront pas engrangées. Leurs déficits relanceront à la marge les échanges commerciaux de maïs (199 Mt) de près de 10 Mt, comparés à l'an passé. Le Mexique, dorénavant le 1^{er} pays importateur au monde de grains, projette de s'en faire livrer 25,8 Mt (+ 8 Mt en trois campagnes) et les Vingt-sept pays

européens pris dans leur ensemble, 22 Mt. La Chine en achèterait aussi 10 Mt (+ 6 Mt). Mais ces regains d'intérêt pour la céréale ne permettront pas d'éviter l'engorgement des marchés. En effet, les Etats-Unis produiraient 425 Mt de maïs selon l'USDA, soit 50 Mt de plus que la campagne précédente. Cette récolte repose sur l'implantation de 39 Mha et des rendements atteignant 12 tonnes par hectare. L'augmentation de la production américaine de maïs surprend. Elle contribue largement à la croissance de 60 Mt de sa production à l'échelle mondiale estimée par l'USDA à 1 288,56 Mt.

Politique isolationniste

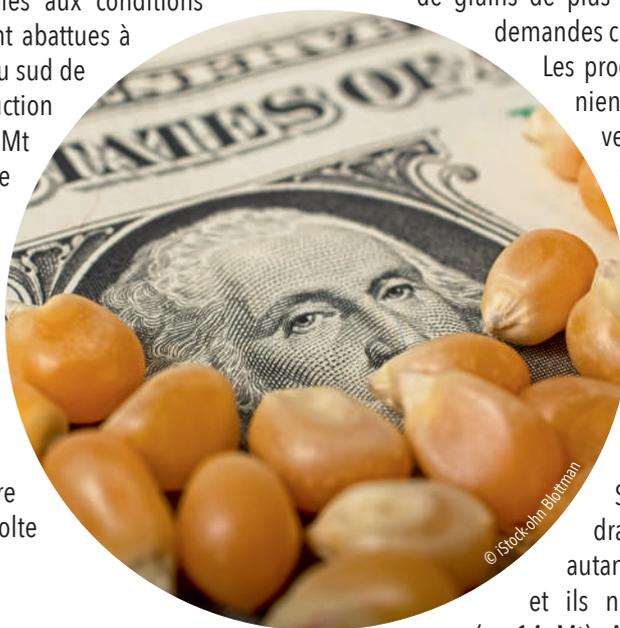
Par ailleurs, la progression de près de 10 Mt des échanges commerciaux de maïs dans le monde profiterait uniquement au Brésil, à l'Argentine et à l'Ukraine partis pour récolter 8-10 Mt de grains de plus pour l'export afin de répondre aux demandes croissantes de leurs principaux clients.

Les productions argentine (53 Mt) et ukrainienne (32 Mt) progresseront respectivement de 3 Mt et de près de 5 Mt. A contrario, la politique douanière du président américain Donald Trump dissuade pays importateurs, souvent acculés de taxes à l'export vers des Etats-Unis, de privilégier l'origine américaine.

Les Farmers américains sont d'ores et déjà les premières victimes de cette politique isolationniste. Selon l'USDA, les Etats-Unis parviendraient difficilement à en exporter autant que la campagne passée (72 Mt) et ils n'en consommeraient que 332 Mt (+ 14 Mt). Aussi, l'excédent sera stocké. Certes

l'augmentation de 20 Mt de leurs stocks de fin de campagne compensera allègrement, à l'échelle mondiale, le déstockage opéré par la Chine (- 18 Mt). En effet, elle n'importera pas plus de 10 Mt de grains pour compenser une production de 295 Mt déficitaire de 26 Mt. Mais le maïs américain engrangé est voué, un jour ou l'autre, à être mis sur le marché. Aussi, leurs stocks de report estimés d'ores et déjà à 57 Mt, sont l'épée Damoclès des marchés de la campagne de commercialisation et des cours de l'ensemble des céréales.

Frédéric Hénin



Marchés mondiaux

EN 2050, LE KAZAKHSTAN NE SERA PLUS UN PAYS EXPORTATEUR DE CÉRÉALES

Dans un quart de siècle, le Kazakhstan n'aura plus les moyens d'approvisionner ses voisins d'Asie centrale en grains. L'augmentation des températures et la baisse des précipitations rendront les conditions de culture des céréales très difficiles. Les capacités de production du pays seront réduites de moitié.

Au Kazakhstan, la campagne 2022-2023 est appelée à devenir la norme dans trente ans. La production de céréales avait alors été inférieure de moitié à la moyenne (18 millions de tonnes - Mt- de blé et 3 à 5 Mt d'orges) et le moratoire instauré par le gouvernement kazakh sur les exportations de grains avait plongé le Tadjikistan et le Kirghizstan, deux pays frontaliers, dans le chaos. L'inflation des prix à la consommation généra même des soulèvements populaires sanglants dans toute la région.

Marché intérieur

Mais selon Michael Levystone, auteur de l'article « Réveil d'Asie centrale : conformer ou disparaître » paru dans le *Démeter* 2024, « ils avaient préféré se consacrer à la culture de denrées agricoles à forte valeur ajoutée (melons, abricots, oignons et tomates, produits laitiers) et s'en remettre au Kazakhstan pour pourvoir à leurs besoins en céréales ». Et en période de sécheresse, cette stratégie les a affaiblis. « Les experts de PNUD s'attendent à ce que les régions du nord du Kazakhstan voient leur production de blé se réduire d'un tiers d'ici 2050 », explique Michael Levystone. En effet, l'Asie centrale est victime d'un réchauffement du climat bien plus prononcé qu'à l'échelle mondiale avec des températures qui pourraient augmenter jusqu'à 4,7°C dans la moitié du siècle. Comme les baisses de production affecteront les capacités d'exportations du Kazakhstan, le pays dédiera l'essentiel de sa récolte à son marché intérieur (environ 9-10 Mt de grains). Au sud, ses cultures irriguées, fruitières et fourragères, seront aussi affectées par des baisses de rendements. Les zones semi-désertiques et désertiques s'étendront.



Aggravation des sécheresses

En fondant, les principaux glaciers montagneux du Kirghizistan et d'Ouzbékistan apporteront dans un premier temps des inondations puis une baisse des débits des fleuves qui y prennent leurs sources. D'ici 2050, la baisse de 10 % à 15 % du débit du fleuve Syr-Daria, qui traverse le Kazakhstan, pourrait atteindre 50 % les décennies suivantes. Sur l'Amou-Daria qui s'écoule au Turkménistan et en Ouzbékistan, le recul attendu atteindra 40 %. La mer d'Aral ne sera plus qu'un souvenir. Les tempêtes de sable s'accroîtront.

« L'aggravation des sécheresses fait craindre aux experts de la banque mondiale l'apparition de quelque 5 millions de migrants climatiques d'ici 2050, dans une région où le phénomène migratoire reste encore essentiellement dicté par des impératifs professionnels », relate Michael Levystone. La population en Asie centrale aura atteint la centaine de million d'habitants contre 75 millions actuellement. Les bonnes années, le Kazakhstan produit jusqu'à 24 Mt de céréales (18 Mt du blé et 3 à 5 Mt d'orges) et exporte près de la moitié (10-11 Mt et 1-2 Mt d'orges). L'ensemble de ces ventes de céréales pallie les productions structurellement déficitaires de ces pays d'Asie centrale et d'Orient. Depuis son indépendance, la position centrale du Kazakhstan (2,48 millions de kilomètres carrés pour une population de 19 millions d'habitants) est devenue un atout. Le pays partage ses frontières au nord et à l'ouest avec la Russie. Au sud, il côtoie la quasi-totalité des ex-républiques de l'Union soviétique en « tan », regroupées comme lui au sein de la Communauté des Etats indépendants. Enfin, la Mer Caspienne lui donne accès à l'Iran et à l'Azerbaïdjan. L'Iran achète chaque année entre 2 et 4 Mt de blé et environ 1,5 Mt d'orges à la Russie et au Kazakhstan. Et les pays voisins en « Tan » de la Communauté des Etats indépendants se font livrer jusqu'à 9 Mt de grains. L'Afghanistan importe aussi du blé kazakh, en partie sous forme de farine, car sa production est insuffisante. Toutes origines confondues, Kabul importe l'équivalent de 4 Mt de grains.

Frédéric Hénin



OBSERVATOIRE NATIONAL DU DON AGRICOLE

**Vous donnez vos produits
sans passer par SOLAAL ?
Faîtes le savoir !**



Soyez fier de votre engagement et valorisez vos dons



Donnez une image concrète de la solidarité agricole



Le don donne droit à une réduction d'impôt de 60% dans la limite de 0,5% du chiffre d'affaires ou de 20 000 €



01 53 83 47 89



dons.solaal.org



www.solaal.org



Royaume-Uni

BIOÉTHANOL : LA FIN DES AIDES POUR LES AGRICULTEURS BRITANNIQUES

Le gouvernement de Keir Starmer a annoncé qu'il n'apporterait plus aucune aide financière à l'industrie du bioéthanol. Un coup dur pour les agriculteurs anglais alors même que la plus grande usine de bioéthanol du Royaume-Uni vacille.

C'est l'une des conséquences directes de l'accord conclu entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni sur les droits de douane en mai dernier. Ces droits de douanes qui étaient de 19 % sur l'éthanol américain ont été réduits à zéro. Washington bénéficie en plus d'un quota de 1,4 milliard de litres (14 millions d'hectolitres), soit à peu près l'équivalent de la taille du marché britannique de l'éthanol. C'est plus qu'un mauvais signe pour la filière bioéthanol britannique. En effet, l'usine Vivergo Fuels, située à Saltend (Yorkshire) va cesser ses activités le 31 août, avançant sa date de deux semaines par rapport au calendrier prévu. En plus de la disparition directe de 160 emplois, de milliers d'autres salariés de la filière logistique risquent de pointer au chômage. L'usine Vivergo Fuels était pourtant capable de produire jusqu'à 4,20 millions d'hl de bioéthanol à partir de plus d'un million de tonnes de blé fourrager (non adapté à la mouture pour fabriquer du pain ou des pâtes), provenant de milliers de fermes, principalement situées dans le Yorkshire et le Lincolnshire. L'usine était également le plus grand site de production de nourriture animale du pays, livrant jusqu'à 420 000 tonnes d'aliment protéiné à plus de 800 exploitations agricoles à travers le Royaume-Uni. Ses dirigeants ont dénoncé le manque de soutien de la part du Gouvernement Keir Starmer ainsi qu'un « sabotage économique ». Ils ont aussi affirmé, dans une interview au quotidien The Times * affirmant que « l'usine aurait pu redevenir rentable dans un cadre réglementaire plus favorable ».

Dépendances

L'accord douanier de mai dernier a également fragilisé l'entreprise Ensus basée à Wilton, dans le nord-est de l'Angleterre. Celle-ci produit autant de bioéthanol que son concurrent Vivergo Fuels. Elle valorise aussi les drèches en tourteaux séchés utilisés pour aliment animale à hauteur de 350 000 tonnes chaque année. Ses dirigeants ont souligné que l'accord douanier exposait l'usine à un risque de fermeture. Une centaine d'emplois directs sont en jeu et en cascade, ce sont potentiellement 3000 postes qui seraient impactés dans la chaîne logistique. Les unités de production (Vivergo Fuels et Ensus) produisent environ 95 % du bioéthanol utilisé dans le carburant des voitures britanniques. La fermeture des deux usines rendraient le Royaume-Uni de plus en plus dépendant des marchés internationaux, exposant l'approvisionnement en carburant à des risques liés aux aléas climatiques ou aux tensions géopolitiques. Il fragiliserait les ambitions du gouvernement en matière de décarbonation des transports, notamment ceux de l'aérien (Sustainable Aviation Fuel - SAF). La perte de presque 800 000 tonnes d'alimentation animale serait aussi préjudiciable à l'élevage local.

Christophe Soulard

Usine Vivergo Fuel



« LA FRANCE VUE PAR LES VÉTÉRINAIRES »

Julien Solonel, chef du service Société au Parisien Week-End, a récemment publié un ouvrage qui nous invite à découvrir la société française à travers les yeux des vétérinaires. Quand soigner les animaux est aussi soigner les hommes.

Dans la lutte contre le mal-être en agriculture, la Mutualité sociale agricole (MSA) a mis en place un large dispositif de sentinelles parmi lesquels les vétérinaires sont en première ligne. Bien souvent, ils remarquent que lorsqu'un cheptel (bovin, ovin, caprin, porcin, équin...) ne va pas très bien, le moral de l'éleveur ne doit pas aller très fort. « Soigner l'animal revient souvent à traiter aussi le maître », écrit l'auteur qui a constaté une hausse des agressions physiques et verbales envers les vétérinaires. Celles-ci, plus nombreuses dans les cabinets de ville que dans les fermes, désarment souvent les médecins des animaux. En ce sens, l'humoriste Coluche n'avait pas tort quand il disait : « Si un chien est méchant, regarde qui est au bout de sa laisse ». L'ouvrage qui s'appuie aussi sur une centaine de témoignages recueillis auprès d'une soixantaine de vétérinaires (étudiants, praticiens urbains ou ruraux, retraités...) propose somme toute une véritable radiographie sociale, faisant apparaître les vétérinaires comme des « baromètres de la France d'aujourd'hui », confrontés à la transformation des mentalités, à la montée du bien-être animal, à la crise de la ruralité et à l'évolution des rapports humains dans un monde hyperconnecté. Il est indéniable que les véto sont « aux premières loges du déclin de la ruralité », souligne Julien Solonel rappelant les manifestations de la FNSEA de janvier 2024. « Aucun vétérinaire n'a été surpris » par ce mouvement de colère qui n'avait rien de spontané et qui n'était que l'expression d'un profond mal-être général d'une profession méprisée et déconsidérée.

Abandon et reconversion

L'enquête du journaliste le conduit à s'intéresser au mal-être des véto, un « phénomène qui reste méconnu et qui explose », indique-t-il. Il s'est appuyé sur une enquête de Conseil national de l'ordre des vétérinaires (Cnov) qui rapporte que cette profession affiche « un indice d'épuisement émotionnel - un des facteurs du burn-out - 1,5 fois supérieur à la population générale et même 1,2 fois supérieur à celui des exploitants agricoles ». Et de citer l'exemple de la promotion de Madeleine Delcourt, vétérinaire en Mayenne. « Sur les 148 de ma promo, 16 se sont suicidés ».



En cause, la surcharge de travail, les gardes, les astreintes, la confrontation à la souffrance animale, la peur de mal faire etc. Les femmes vétérinaires seraient encore plus exposées que leurs homologues masculins. Il s'ensuit un taux d'attrition assez important, c'est-à-dire une fin prématurée de l'activité : Selon une enquête de 2022 sur la reconversion professionnelle, 40 % des vétérinaires abandonnent la profession avant 40 ans.

De cette immersion dans le monde vétérinaire, Julien Solonel dessine un portrait saisissant d'une profession essentielle, située à l'interface des évolutions sociétales et des émotions et aspirations individuelles. Cette profession en perpétuel questionnement à l'image du monde agricole et rural, doit affronter de nouveaux comportements parfois surprenants (avec les NAC*) et paradoxaux et s'adapter aux nouvelles technologies. Un livre sincère et juste sur une profession fantasmée mais méconnue.

Christophe Soulard

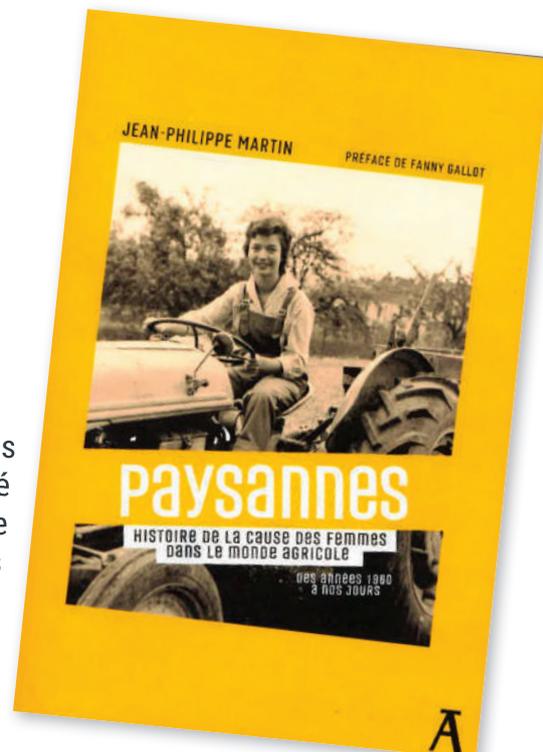
(*) Nouveaux animaux de compagnie : félins, serpents, furets...

La France vue par les vétérinaires
Julien Solonel - Editions Buchet-Chastel,
220 p., 21 euros.

Note de lecture

« PAYSANNES »

Historien des nouvelles gauches paysannes et spécialiste des « *mouvementalistes* » Jean-Philippe Martin a récemment publié « *Paysannes - Histoire de la cause des femmes dans le monde agricole* ». Il raconte comment les agricultrices longtemps invisibilisées et sans droit sociaux, ont lutté pour que leur travail et leur place dans la société soient reconnus. Rencontre avec l'auteur chez son éditeur.



De nombreux ouvrages ont été rédigés sur la condition paysanne, l'émergence des mouvements contestataires post-68 dans les campagnes, sur les femmes et la viticulture*, « *mais il manquait quelque chose* », remarque Jean-Philippe Martin, agrégé et docteur en histoire, et ancien enseignant au lycée Jean-Monnet à Montpellier. Il manquait un livre qui raconte et synthétise l'émergence de la parole des femmes et leur visibilité dans la sphère agricole. « *Beaucoup de ces femmes qui avaient une vingtaine d'années dans les années 1960-70 ne voulaient pas revivre les conditions de vie de leurs mères qui se plaignaient d'être "Premières levées. Dernières couchées"* ». En plus des travaux de la ferme, elles avaient à gérer toute la maisonnée : la cuisine, les enfants, le ménage, le lavage, le repassage... le tout sans samedi et sans dimanche. « *On ne parlait pas de charge mentale à cette époque-là, mais le vocabulaire était présent à travers l'expression souvent employée* » : "Il faut que je pense à..."

« Club de rencontres »

C'est le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA - devenu depuis Jeunes Agriculteurs) qui pose la question de l'organisation du temps libre, en parallèle de l'essor de la mécanisation. « *Le CNJA a été très influencé par la jeunesse agricole catholique (JAC) et sa branche féminine (JACF). Dans les réunions de la JACF avec une non-mixité imposée* », souligne Jean-Philippe Martin, les langues se délient. Les sujets sont nombreux : la formation, la modernisation du logis, l'exode rural, mais aussi « *l'espacement des naissances* », souligne l'auteur. Ce lieu de discussion sous le regard d'une hiérarchie ecclésiale tantôt tatillonne tantôt bienveillante devient aussi un « *club de rencontres* ». Nombreux sont les dirigeants syndicaux nationaux à avoir rencontré leur femme au sein de la JAC : Michel Debatisse, Raymond Lacombe et bien d'autres. Dans les années 1960-1970, les femmes revendiquent de nouveaux droits et contestent la position de dominées dans laquelle les cantonnent la société, la famille et le milieu professionnel. Elles luttent pour obtenir un statut et le congé maternité,

congé qu'elles parviennent à obtenir pour une durée de 15 jours en 1977 mais à condition de financer une partie du coût du remplaçant.

Pas féministes

La grande lutte des agricultrices au cours des années 1970-1980 est la reconnaissance de leur participation directe dans les décisions et la gestion de l'exploitation. Elles veulent devenir plus visibles et acquérir un statut. Ce n'est qu'en 1961 qu'elles ont été reconnues comme agricultrices. Mais beaucoup d'entre elles ne veulent pas être associées au mouvement féministe, considéré comme un mouvement plus urbain et plus féministe. La quête des droits se poursuit au fil des ans, sous la pression des syndicats agricoles notamment par l'entremise de la Commission nationale des agricultrices de la FNSEA et aussi de la Confédération paysanne. Mais il faut attendre 2006 pour que le statut de chef d'exploitation leur soit définitivement accessible. L'ouvrage revient aussi sur la place des femmes dans les structures professionnelles agricoles, que ce soit les syndicats et les coopératives. Mais contrairement aux idées reçues, elles ne se revendiquent pas toutes comme féministes. « *C'est quelque chose qu'on voit aussi dans les luttes ouvrières* », souligne Jean-Philippe Martin car pour elles, « *être féministe c'est en quelque sorte s'identifier aux femmes de classes moyennes ou supérieures, urbaines et éduquées (...)* Elles ne veulent pas y être associées ». Il leur reste encore d'autres droits à conquérir comme l'accès au crédit, l'accès au foncier, la formation et naturellement une meilleure visibilité dans les instances dirigeantes...

Christophe Soulard

(*) Jean-Louis Escudier, *Les Femmes et la vigne. Une histoire économique et sociale (1850-2010)*

Paysannes - Histoire de la cause des femmes dans le monde agricole

Jean-Philippe Martin, éd. de l'Atelier, 280 p., 21 euros.



Participez à la

2025

EN SAVOIR PLUS
CDFFS.FR

COUPE DE FRANCE Farming Simulator

pour les élèves de
+ de 16 ans inscrits
dans l'enseignement agricole



COUPE DE FRANCE Farming Simulator

DE L'ENSEIGNEMENT
AGRICOLE
2025

BY
fnsea

-PHASE-
QUALIFICATIVE

DU 23 AOÛT
AU 12 OCT.
2025

UNIQUEMENT
EN LIGNE

-FINALE-
EN LIVE

SAMEDI
8 NOV.
2025

PÔLE DE LANAUD,
BOISSEUL 87



TRANSMISSION



CONFIEZ LA CLÉ DE VOS CHAMPS

**AVEC L'AIDE DE NOS 2 100 CONSEILLERS POUR VOUS GUIDER
ET VOUS ACCOMPAGNER DANS LA TRANSMISSION DE VOTRE EXPLOITATION.**

